

N°127

Décembre 2007

ISSN 0292 - 4943

LES CAHIERS DU C.E.R.M.T.R.I.

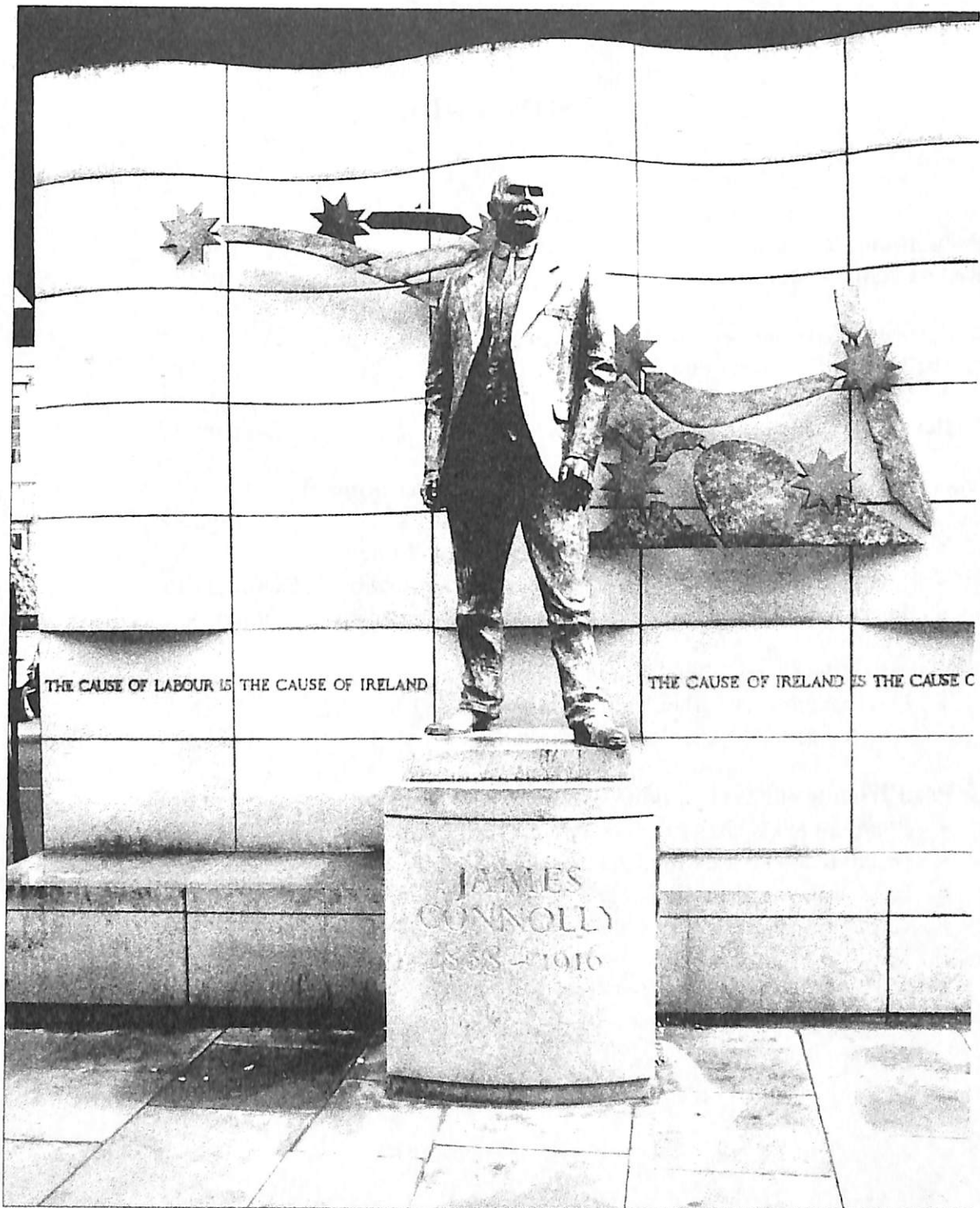
IRLANDE : *LE MOUVEMENT NATIONAL , LE MOUVEMENT OUVRIER ET L'INTERNATIONALE COMMUNISTE* 1913 - 1941

*Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux*

SOMMAIRE

Présentation.....	page 3
Repères chronologiques.....	page 6
Articles de Lénine et de Trotsky sur la grève de Dublin de 1913 et sur l'insurrection de 1916.....	page 8
Textes de James Connolly.....	page 20
Guerre d'indépendance, mouvement ouvrier et Internationale Communiste.....	page 29
• Le mouvement syndical. La grève générale de Limerick	
• La question irlandaise au 2 ^{ème} congrès de l'Internationale Communiste	
• Interventions des délégués irlandais. Article du Bulletin Communiste	
La partition, la guerre civile et le mouvement ouvrier.....	page 55
• La résolution sur l'Irlande du 4 ^{ème} Congrès de l'IC	
• Article de la <i>Correspondance Internationale</i>	
Le PC d'Irlande et l'Internationale de Staline.....	page 61
• Pourquoi le Congrès républicain n'a-t-il pas abouti à la constitution d'un parti	
• Le point de vue d'un fondateur	
• La position de Nora Connolly	
• Une fin sans gloire (l'auto-dissolution du PC irlandais)	
Lettre de Nora Connolly à Léon Trotsky et réponse de Léon Trotsky.....	page 76

STATUE DE JAMES CONNOLLY A DUBLIN



Présentation

En mai 2007, l'Irlande – ou plus précisément “la question irlandaise”, le fait qu’une partie de l'Irlande reste encore aujourd’hui sous domination britannique directe – se retrouve au premier plan de l’actualité. A Belfast, capitale de l'Irlande du Nord, un gouvernement de coalition était formé, sous les auspices de l’Union européenne, du gouvernement britannique et du gouvernement de la République d'Irlande. Ce gouvernement avait comme Premier ministre Ian Paisley dont toute la politique a été consacrée à combattre le nationalisme irlandais, à assurer que le lien de l'Irlande du Nord avec la couronne soit éternel.

Le vice-Premier ministre, Martin McGuinness, était, lui, dirigeant d’un parti, le Sean Finn, qui se réclamait de la réunification de l'Irlande et appuyait le combat de l’Irish Republica Army (IRA) contre l’occupation britannique.

La “question irlandaise” aurait-elle ainsi enfin trouvé une solution ? Se réduisait-elle, comme on le prétend souvent, à des affrontements “religieux” d’un autre temps ?

Pour sérieusement aborder ces questions, il n’est pas inutile de revenir à la longue et douloureuse histoire de la lutte du peuple irlandais pour son indépendance et son unité, aux liens du mouvement ouvrier avec cette lutte pour l’émancipation nationale, au rapport de “la question irlandaise” avec la situation mondiale et avec l’évolution du système capitaliste.

Ce numéro des Cahiers du Cermtri constitue une première contribution modeste et limitée à cet examen.

Il y a 90 ans, c’était la Révolution russe. Un an auparavant, en pleine guerre, éclatait l’insurrection irlandaise de 1916 dont Lénine immédiatement soulignait la place dans le processus d’ensemble de la révolution en Europe. En 1917 et 1918, alors que se développait le soulèvement de toute l'Irlande contre la domination britannique, l'Irlande était sans doute l’un des pays d’Europe où se manifestait le plus massivement le soutien à la révolution russe.

En même temps, des militants – surtout de jeunes militants formés dans la tradition de James Connolly, qui avaient pour certains combattu lors de l’insurrection de 1916 – c’est le cas du fils de James Connolly, Roddy, de Sean McLoughlin qui, à 19 ans, avait organisé l’ultime sortie des rebelles assiégés dans la grande Poste de Dublin – cherchaient à assurer la jonction avec l’Internationale communiste et commençaient à constituer le Parti communiste d'Irlande.

Le but de ce Cahier est de montrer que les développements et les crises du mouvement ouvrier en Irlande, bien évidemment incompréhensibles si l’on ignore les problèmes de l’oppression nationale, le sont tout autant si l’on sépare l’histoire du mouvement ouvrier irlandais de l’histoire du mouvement ouvrier international.

La décision de certains des dirigeants les plus éprouvés de la classe ouvrière irlandaise de nouer une alliance circonstanciée avec l’aile la plus résolue du mouvement nationaliste et qui aboutit à l’insurrection de 1916 s’intègre aux conséquences de la première guerre impérialiste, mais avant tout à la caractérisation de celle-ci et à la capitulation des sommets de la 2^{ème} Internationale (et donc des dirigeants du Labour Party) devant leur propre bourgeoisie. Le seul secteur du mouvement ouvrier qui dénonça l’atroce répression organisée par le gouvernement britannique et se solidarisa avec l’insurrection irlandaise fut celui qui s’opposait à la guerre impérialiste.

C'est l'Internationale communiste qui se rangea du côté de ceux qui refusèrent la partition soulignant la légitimité du combat des Républicains, tout en indiquant que ce n'est qu'en donnant son contenu social à la République que l'indépendance et l'unité de l'Irlande pourraient être réalisées.

La République : le mot d'ordre de République a toujours été celui de l'aile la plus avancée du mouvement nationaliste. La République, c'était la rupture avec la monarchie britannique, la République, c'était la souveraineté du peuple irlandais sur toute l'Irlande. Le parti ouvrier qui se constituera en 1896 aura comme nom le Irish Socialist Republican Party, Parti socialiste républicain d'Irlande. James Connolly rédigea le Manifeste de ce parti. Il y écrivit : « *La lutte pour la liberté de l'Irlande a deux aspects : elle est nationale et elle est sociale. Son objectif national ne peut être atteint si l'Irlande ne devient pas une nation libre et indépendante. Elle est sociale et économique, car quelle que soit la forme de gouvernement, tant qu'une classe possède comme sa propriété les moyens d'utilisation du travail et la terre dont dépend la survie de l'humanité, elle aura toujours le moyen de mettre en esclavage les non possédants.* »

C'est ce qui se matérialisa dès la guerre d'indépendance, lorsque la direction du mouvement nationaliste – celle de l'IRA – chercha à refouler ou éliminer tout ce qui dans la lutte pour l'indépendance, mettait pratiquement à l'ordre du jour la transformation sociale. Le maintien d'un système qui entretient "l'esclavage des non possédants" est le motif social fondamental de l'acceptation par la majorité de la direction nationaliste du traité fondé sur la partition de l'Irlande.

Et lorsque, après la Deuxième Guerre mondiale – et tout particulièrement après 1968 – la volonté de mettre fin à la domination britannique d'assurer l'unité de l'Irlande, ressurgit avec vigueur dans l'action même des masses, ce sont ces problèmes qui se reposent.

Les luttes qui se développent alors, au Nord comme au Sud et qui se poursuivent jusqu'à aujourd'hui sortent du champ de ce Cahier. Il porte sur la période qui va de la Première Guerre mondiale au début de la Deuxième. Il est donc nécessaire de justifier les dates exactes qui ont été choisies : 1913-1941.

En 1913, lorsque la marche à la guerre est déjà engagée, une grève généralisée à Dublin fait face à un lock-out organisé y compris par ceux des patrons qui se réclament de la "souveraineté irlandaise". C'est dans cet affrontement de classe que se constituera, comme milice ouvrière, comme moyen de défense des travailleurs, la Irish Citizen Army (l'armée citoyenne irlandaise) qui participera aux combats de 1916.

En 1941, la direction stalinienne exigera du Parti communiste irlandais qu'il cesse d'exister au Sud du pays car il se montre inefficace dans la mise en œuvre d'une politique qui, comme le dit l'historien irlandais du mouvement ouvrier Emmett O'Connor "signifiait faire cause commune avec la classe dirigeante britannique contre la neutralité irlandaise".

Par les documents publiés dans ce Cahier, est illustré le fait que l'évolution du mouvement ouvrier irlandais, le destin des militants et des groupes qui se réclamaient du communisme ne tiennent pas à une "exception" irlandaise mais aux conditions prévalant dans le mouvement ouvrier international.

Dans les années de la guerre d'indépendance, de la guerre civile provoquée par la partition, c'est au travers de l'Internationale communiste que se sélectionne un regroupement

politique qui lie l'avenir du prolétariat d'Irlande et du peuple irlandais à la lutte des classes internationales.

Si, lorsque se stabilise l'Etat libre d'Irlande, fondé sur la partition, les tentatives d'organisation de militants – fréquemment issus du mouvement républicain – aboutissent à des échecs répétés, la cause en est d'abord dans les conséquences du stalinisme. Asservi aux besoins de la diplomatie du Kremlin, comme les autres sections de l'IC, le PC irlandais passera d'une "troisième période" de dénonciation et d'isolement, qui le laissera exsangue, à la forme irlandaise du front populaire : la capitulation devant le gouvernement de l'Irlande du Sud, l'acceptation de la partition et donc la capitulation devant l'impérialisme britannique.

Si l'histoire du mouvement ouvrier irlandais ne peut se séparer de celle du mouvement ouvrier international, cela signifie qu'il faut y examiner non seulement les conséquences du stalinisme (ce qui est plus précisément l'objet de ce Cahier, mais du réformisme et aussi comment les courants politiques qui s'opposaient au stalinisme ont été présents en Irlande.

Cela pourra être l'objet d'un prochain *Cahier*. Notons simplement à ce stade que du mouvement républicain et révolutionnaire qui unissait la lutte pour l'indépendance nationale et pour l'émancipation sociale sont venus des militants qui se sont opposés au stalinisme dès les années 1930, en mettant à l'ordre du jour la question de la construction d'un parti républicain et socialiste, comme Nora Connolly (la fille de James Connolly) qui devait ensuite prendre contact avec Trotsky ; des militants plus jeunes qu'en Espagne combattirent avec les milices du POUM avant d'entreprendre la construction d'un groupe trotskyste en Irlande. Ou encore des militants qui, comme Jack Walsh, l'un des premiers organisateurs de la Irish Citizen Army, devait se réclamer de l'anarcho-syndicalisme et combattre en Espagne dans les milices de la CNT. Nous espérons qu'une autre livraison des Cahiers pourra revenir sur cette histoire.

Le présent Cahier comprend les rubriques suivantes :

- Une introduction historique avec des articles de Lénine et de Trotsky, des textes de James Connolly.
- Une partie consacrée à la guerre d'indépendance, comportant notamment des interventions des délégués irlandais au 2^{ème} Congrès de l'Internationale communiste.
- Une partie revenant sur la partition et la position de l'Internationale communiste.
- Une partie consacrée aux conséquences de la politique stalinienne, notamment au sabotage de la possibilité de constitution d'un parti ouvrier républicain et socialiste et à la politique dictée au PC irlandais à la veille et au début du conflit mondial.
- En conclusion on trouvera l'échange de lettres entre Nora Connolly et Léon Totsky

Repères chronologiques

1908 : James Connolly (1868-1916), installé aux Etats-Unis depuis 1903 devient délégué syndical des International Workers of the World (fondés en 1905 à Chicago par Eugene V. Debs et « Big Bill » Haywood)

20 juillet 1910 : Connolly de retour en Irlande.

1913 – 1914 : A l'appel du IT&GWU dirigé par James Larkin, grève puis Lock-Out de Dublin qui dure plus de 6 mois. Constitution de l'Armée Citoyenne Irlandaise comme milice ouvrière pour protéger les réunions syndicales à Dublin (sous la responsabilité de Jack White, James Connolly et Sean O'Casey).

1915 : James Connolly devient secrétaire en exercice du syndicat IT&GWU en remplacement de James Larkin, exilé aux USA..

Pâques 1916 (24 avril 1916) : La République est **proclamée** par Patrick Pearse à la Poste Générale de Dublin. L'insurrection est écrasée, les principaux dirigeants (dont Connolly) sont fusillés, sauf Eamon De Valera (parce qu'il est toujours citoyen américain).

21 janvier 1919 : Les députés du *Sinn Fein* (majoritaires 73/105) refusent de siéger à Westminster. 69 députés (les autres sont en prison ou en fuite) se réunissent à Mansion House à Dublin et se constituent en **Dáil Éireann**. Cette « première assemblée nationale » déclare la République (dans la continuité de la Proclamation de 1916), élit un gouvernement et adopte un Appel aux Nations.

21 janvier 1919 : des Volontaires Irlandais attaquent un poste de police. Début de la **GUERRE D'INDEPENDANCE – ou Guerre anglo-irlandaise - (1919 – 1921)**. Elle oppose l'Armée de la République d'Irlande (IRA) aux forces britanniques (Black and Tans, Auxiliaires de l'Armée, Armée Britannique, Royal Irish Constabulary, Dublin Metropolitan Police).

6 avril 1919 : Grève générale à Limerick en Irlande où à l'initiative des syndicats est élu un comité (soviet) qui administre la ville jusqu'en septembre 1919.

Juillet 1921 : Trêve (11 juillet 1921) et ouverture des négociations à Londres ("La Conférence Irlandaise") au 10 Downing Street. **Pendant cette trêve, des tribunaux républicains siègent, la justice est rendue « au nom du Dail et de la République Irlandaise ». Des « comités locaux » gèrent parfois les affaires courantes.**

6 décembre 1921 : Signature du **Traité Anglo-Irlandais**. La majorité (64 contre 57) du **Second Dail** approuve le traité, qui est donc "ratifié" le 7 janvier. En mars, l'Armée se divise en deux camps : la majorité de l'IRA est contre le traité (10 divisions plus 1). Le traité entre en vigueur le 6 décembre 1922.

1922-1923 : **Guerre civile irlandaise**. Les républicains sont battus par l'Armée Nationale de l'Etat Libre, équipée par l'Armée Britannique. Officiellement : 77 exécutions capitales mais de nombreuses exécutions sommaires sans jugement (Erskin Childers, Liam Mellows, Rory O'Connor)...

1927 : **Eamon De Valera**, qui a fondé le **Fianna Fail** en 1926, est élu au Dail de l'Etat Libre. Il ne prête pas serment au Roi d'Angleterre.

1932 : Eamon De Valera devient Premier Ministre de l'Etat Libre.

1934 : Réunion du Congrès républicain.

1937 : Nouvelle Constitution : l'Etat libre prend le nom de "*Eire*" (Irlande en gaélique). Guerre économique entre l'Angleterre et l'Irlande qui se prolonge près d'un an.

1949 : l'Irlande prend le nom de "*République d'Irlande*", rompant ses liens institutionnels avec la Couronne britannique. Mais l'Irlande demeure divisée, l'Irlande du Nord reste directement soumise à la Couronne.

En plus des documents reproduits dans ce Cahier, nous nous sommes largement appuyés sur l'ouvrage de Emmet O'Connor, *The Reds and the Green*.

***Les Cahiers du mouvement ouvrier* (n°15 – octobre 2001) ont publié une étude de E. O'Connor, intitulée "*Le mouvement ouvrier irlandais et les Internationales socialiste et communiste*" et l'on trouve dans le n°30 d'avril 2006 un article de Sam Ayache : *Le lock-out de Dublin*.**

LENINE :

GUERRE DE CLASSES À DUBLIN

A Dublin, capitale de l'Irlande, une ville assez peu industrielle d'un demi-million d'habitants, la lutte de classe inhérente à la vie de toute société capitaliste s'est aggravée jusqu'à dégénérer en guerre de classes. La police est littéralement enragée; les policiers ivres rouent de coups de paisibles ouvriers, font irruption dans les maisons, se livrent à des actes de violence sur les vieillards, les femmes et les enfants. Des centaines de blessés (plus de 400) et *deux* ouvriers *tués* : tel est le bilan de cette guerre. Tous les chefs ouvriers en vue sont arrêtés. Le discours le plus pacifique est puni d'emprisonnement. La ville ressemble à un camp retranché.

De quoi s'agit-il? Comment une telle guerre a-t-elle pu éclater dans un Etat paisible, cultivé, civilisé et libre? L'Irlande est une sorte de Pologne anglaise, mais d'un type plutôt galicien que varsovien-lodzien-dombrowskien. L'oppression nationale et la réaction catholique ont transformé les prolétaires de ce malheureux pays en indigents, les paysans en esclaves encroûtés, ignares et stupides du clergé, la bourgeoisie en une phalange de capitalistes, despotes pour les ouvriers, qui se drapent dans une phraséologie nationaliste; l'administration, enfin, en une clique coutumière des violences de toute sorte.

Les nationalistes irlandais (c'est-à-dire les bourgeois irlandais) sont maintenant victorieux; ils rachètent leurs terres aux grands propriétaires anglais (landlords); ils tiennent *leur propre gouvernement* national (le fameux home rule pour lequel une lutte si longue et si acharnée a opposé l'Irlande à l'Angleterre) ; ils vont gouverner librement «leur» pays de conserve avec «leurs» prêtres irlandais.

Et voici que cette bourgeoisie irlandaise nationaliste célèbre sa victoire «nationale », sa maturité « étatique », en déclarant une guerre sans merci au mouvement ouvrier irlandais.

Un gouverneur anglais réside à Dublin. Mais son pouvoir le cède en fait au pouvoir du chef des capitalistes dublinois, un certain Murphy, éditeur du journal *Independent* (L'Indépendant, sans blague !)¹ actionnaire principal et directeur de la compagnie des tramways de la ville, et partie prenante dans une foule d'entreprises capitalistes de la ville. Murphy a déclaré, au nom de tous les capitalistes irlandais, bien entendu, qu'il était prêt à dépenser 3/4 de million de livres sterling (environ 7 millions de roubles) pour anéantir les syndicats irlandais.

Or, ces syndicats ont commencé à se développer d'une façon magnifique. La canaille bourgeoise irlandaise qui fête sa victoire «nationale » est talonnée par le prolétariat irlandais qui s'éveille à la conscience de classe. Il s'est trouvé un chef de talent en la personne du camarade Larkin, secrétaire du syndicat des ouvriers des transports irlandais. Orateur remarquablement doué et animé par la bouillonnante énergie irlandaise, Larkin a réalisé des prodiges parmi les ouvriers non qualifiés, cette masse du prolétariat britannique si souvent coupée en Angleterre des ouvriers d'avant-garde par la maudite mentalité petite-bourgeoise, libérale et aristocratique de l'ouvrier anglais «qualifié» (skilled).

¹ Il s'agit du journal *Irish Independent*, quotidien paraissant depuis 1891, principal organe des nationalistes irlandais.

Un esprit nouveau a été insufflé aux syndicats irlandais. Les masses d'ouvriers non qualifiés ont apporté une animation sans précédent dans les associations professionnelles. Même les femmes ont commencé à s'organiser, phénomène jamais vu jusqu'à ce jour dans l'Irlande catholique. Dublin promettait de prendre la première place dans toute la Grande-Bretagne pour le degré d'organisation des ouvriers. Ce pays dont les silhouettes caractéristiques étaient celle du prêtre catholique gras et bien nourri et celle de l'ouvrier misérable, affamé et loqueteux, vêtu de haillons même le dimanche car il n'a pas les moyens de s'acheter des vêtements pour les jours de fête, ce pays écrasé par une double et triple oppression, par l'oppression nationale, commençait à devenir le pays de l'armée organisée du prolétariat.

C'est alors que Murphy lance une croisade de la bourgeoisie contre Larkin et le «larkinisme». Pour commencer, on congédie 200 travailleurs des tramways, afin de provoquer une grève au moment de l'exposition et *d'intoxiquer* toute la lutte. Le syndicat des transports fait grève et réclame la réintégration des licenciés. Murphy organise des lock-out contre les ouvriers. Ceux-ci répondent par des grèves. La guerre fait rage sur toute la ligne. Les passions s'embrasent.

Larkin (notons qu'il est le petit-fils du célèbre Larkin, exécuté en 1867 pour participation au mouvement de libération irlandais) prononce des discours enflammés dans les meetings. Il y signale notamment que le parti des bourgeois anglais ennemis du «home rule» irlandais appelle librement à la résistance au gouvernement, agite la menace d'une révolution, organise la résistance armée au home rule, inonde le pays de proclamations révolutionnaires avec une impunité totale.

Mais ce qui est permis aux réactionnaires, aux chauvins *anglais*, à Carson, Londonderry, Bonar Law (les Pourichkévitich anglais, les nationalistes qui persécutent l'Irlande), n'est pas permis à un prolétaire socialiste. On arrête Larkin. On interdit un meeting ouvrier.

L'Irlande n'est tout de même pas la Russie. Cet attentat à la liberté de réunion soulève une tempête d'indignation. Il *faut* poursuivre Larkin en justice. Mais, devant le tribunal, Larkin se transforme en accusateur et place en fait Murphy lui-même sur le banc des accusés. Dans un interrogatoire croisé des témoins, Larkin démontre que Murphy a longuement négocié avec le gouverneur à la veille de son arrestation à lui, Larkin. Il déclare que la police est à la solde de Murphy, et personne ne peut le réfuter.

Larkin est mis en liberté sous caution (il n'est pas possible de supprimer d'un seul coup la liberté politique). Larkin déclare que, coûte que coûte, il sera présent au meeting. Effectivement, il y vient, sous un déguisement, et commence à haranguer la foule. La police le reconnaît, l'empoigne et le roue de coups. C'est le début de deux jours de dictature du gourdin policier, de matraquage de la foule, de mise à la torture des femmes et des enfants. La police fait irruption dans les maisons ouvrières. L'ouvrier *Nolan*, membre du syndicat des transports, est battu jusqu'à ce que mort s'ensuive. Un autre succombe à ses blessures.

Le jeudi 4 septembre (22 août ancien calendrier) ont lieu les obsèques de Nolan. Les prolétaires de Dublin forment un cortège de 50000 personnes qui ira accompagner la dépouille de leur camarade. Les bêtes féroces policières se sont tapies, n'osant pas irriter la foule, et un ordre exemplaire règne. «C'est une manifestation plus grandiose que celle de l'enterrement de Parnell» (célèbre chef nationaliste irlandais), dit un vieil Irlandais à un journaliste allemand.

Les événements de Dublin marqueront un tournant dans l'histoire du mouvement ouvrier et du socialisme en Irlande. Murphy menaçait d'anéantir les syndicats ouvriers irlandais. Il n'a anéanti que les derniers vestiges de l'influence de la bourgeoisie irlandaise nationaliste sur le prolétariat de l'Irlande. Il a contribué à aguerrir en Irlande un mouvement ouvrier indépendant révolutionnaire, exempt de préjugés nationalistes.

Ces faits ont eu un retentissement immédiat au congrès des syndicats (trade-unions) qui s'est ouvert le 1^{er} septembre (19 août ancien calendrier) à Manchester. Les événements de Dublin enflammèrent les délégués, en dépit de la résistance des opportunistes-professionnalistes, empreints de l'esprit petit-bourgeois et d'admiration de l'autorité. La délégation des ouvriers dublinois fut accueillie par des ovations. Le délégué Partridge, président de la section dublinoise du syndicat des métallurgistes, parla des actes de violence révoltants commis par la police à Dublin. Une jeune ouvrière était allée se coucher lorsque la maison fut envahie par la police. Elle se réfugia dans les W.C. On l'en fit sortir en la tirant par les cheveux. Les policiers avaient été enivrés. Ces «hommes» (entre guillemets) ont roué de coups des garçons de dix ans et des enfants de cinq ans.

Partridge fut arrêté à deux reprises, pour des discours que le juge lui-même a reconnus pacifiques. Je suis sûr, a dit Partridge, qu'on m'arrêterait maintenant si je récitais le Pater Noster en public.

Le congrès de Manchester envoya une délégation à Dublin. La bourgeoisie locale empoigna de nouveau l'arme nationaliste (exactement comme le font nos bourgeois nationalistes en Pologne, ou en Ukraine, ou parmi les Juifs !), disant: «les Anglais n'ont rien à faire sur le sol irlandais! ». Mais les nationalistes ont déjà perdu leur influence sur les ouvriers, *fort heureusement* *.

Des propos comme on n'en avait pas entendu depuis longtemps ont retenti au congrès de Manchester. On a proposé de transporter tout le congrès à Dublin et de lancer une grève générale dans toute l'Angleterre. Smillie, président du syndicat des mineurs, a déclaré qu'avec les méthodes de Dublin on pousserait les ouvriers anglais à s'engager tous dans la révolution, et qu'ils sauraient apprendre à manier les armes.

Lentement mais fermement, la masse ouvrière anglaise passe sur une nouvelle voie, abandonnant la défense des petits privilèges de l'aristocratie ouvrière pour la grande lutte héroïque de la masse elle-même en vue d'une nouvelle organisation de la société. Et dans cette voie, le prolétariat anglais, grâce à son énergie et à son degré d'organisation, réalisera le socialisme plus vite et plus solidement que nulle part ailleurs.

La «Sévernaïa Pravda» n° 23, 29 août 1913.

«Nach Pout» n° 5, 30 août 1913.

Signé: V. Lénine

Conforme au texte de la «Sévernaïa Pravda»

(in Lénine : Œuvres complètes – tome 19 – Editions sociales)

* On entend déjà les nationalistes irlandais exprimer leur inquiétude que Larkin forme un parti ouvrier irlandais indépendant dont il faudra tenir compte au premier parlement national irlandais.

POBLACHT NA H EIREANN.
THE PROVISIONAL GOVERNMENT
OF THE
IRISH REPUBLIC
TO THE PEOPLE OF IRELAND.

IRISHMEN AND IRISHWOMEN: In the name of God and of the dead generations from which she receives her old tradition of nationhood, Ireland, through us, summons her children to her flag and strikes for her freedom.

Having organised and trained her manhood through her secret revolutionary organisation, the Irish Republican Brotherhood, and through her open military organisations, the Irish Volunteers and the Irish Citizen Army, having patiently perfected her discipline, having resolutely waited for the right moment to reveal itself, she now seizes that moment, and, supported by her exiled children in America and by gallant allies in Europe, but relying in the first on her own strength, she strikes in full confidence of victory.

We declare the right of the people of Ireland to the ownership of Ireland, and to the unfettered control of Irish destinies, to be sovereign and indefeasible. The long usurpation of that right by a foreign people and government has not extinguished the right, nor can it ever be extinguished except by the destruction of the Irish people. In every generation the Irish people have asserted their right to national freedom and sovereignty: six times during the past three hundred years they have asserted it in arms. Standing on that fundamental right and again asserting it in arms in the face of the world, we hereby proclaim the Irish Republic as a Sovereign Independent State, and we pledge our lives and the lives of our comrades-in-arms to the cause of its freedom, of its welfare, and of its exaltation among the nations.

The Irish Republic is entitled to, and hereby claims, the allegiance of every Irishman and Irishwoman. The Republic guarantees religious and civil liberty, equal rights and equal opportunities to all its citizens, and declares its resolve to pursue the happiness and prosperity of the whole nation and of all its parts, cherishing all the children of the nation equally, and oblivious of the differences carefully fostered by an alien government, which have divided a minority from the majority in the past.

Until our arms have brought the opportune moment for the establishment of a permanent National Government, representative of the whole people of Ireland and elected by the suffrages of all her men and women, the Provisional Government, hereby constituted, will administer the civil and military affairs of the Republic in trust for the people.

We place the cause of the Irish Republic under the protection of the Most High God, Whose blessing we invoke upon our arms, and we pray that no one who serves that cause will dishonour it by cowardice, inhumanity, or rapine. In this supreme hour the Irish nation must, by its valour and discipline and by the readiness of its children to sacrifice themselves for the common good, prove itself worthy of the august destiny to which it is called.

Signed on Behalf of the Provisional Government,

THOMAS J. CLARKE,

SEAN Mac DIARMADA, THOMAS MacDONAGH,

P. H. PEARSE, EAMONN CEANNT,

JAMES CONNOLLY, JOSEPH PLUNKETT.

LENINE : L'INSURRECTION IRLANDAISE DE 1916

Nos thèses ont été rédigées avant cette insurrection qui doit servir de matériel d'étude pour vérifier nos vues théoriques.

Les opinions des adversaires de l'autodétermination aboutissent à cette conclusion que la viabilité des petites nations opprimées par l'impérialisme est d'ores et déjà épuisée, qu'elles ne peuvent jouer aucun rôle contre l'impérialisme, qu'on n'aboutirait à rien en soutenant leurs aspirations purement nationales, etc. L'expérience de la guerre impérialiste de 1914-1916 dément *concrètement* ce genre de conclusions.

La guerre a été une époque de crise pour les nations d'Europe occidentale et pour tout l'impérialisme. Toute crise rejette ce qui est conventionnel, arrache les voiles extérieurs, balaie ce qui a fait son temps, met à nu des forces et des ressorts plus profonds. Qu'a-t-elle révélé du point de vue du mouvement des nations opprimées ? Dans les colonies, plusieurs tentatives d'insurrection que les nations oppressives se sont évidemment efforcées, avec l'aide de la censure de guerre, de camoufler par tous les moyens. On sait, néanmoins, que les Anglais ont sauvagement écrasé à Singapour une mutinerie de leurs troupes hindoues ; qu'il y a eu des tentatives d'insurrection dans l'Annam français (voir *Naché Slovo*) et au Cameroun allemand (voir la brochure de Junius); qu'en Europe, il y a eu une insurrection en Irlande, et que les Anglais « épris de liberté », qui n'avaient pas osé étendre aux Irlandais le service militaire obligatoire, y ont rétabli la paix par des exécutions; et que, d'autre part, le gouvernement autrichien a condamné à mort les députés de la Diète tchèque « pour trahison » et fait passer par les armes, pour le même « crime », des régiments tchèques entiers.

Cette liste est naturellement bien loin d'être complète, tant s'en faut. Elle démontre néanmoins que des foyers d'insurrections nationales, surgies *en liaison* avec la crise de l'impérialisme, se sont allumés *à la fois* dans les colonies *et* en Europe; que les sympathies et les antipathies nationales se sont exprimées en dépit des menaces et des mesures de répression draconiennes. Et pourtant, la crise de l'impérialisme était encore loin d'avoir atteint son point culminant: la puissance de la bourgeoisie impérialiste n'était pas encore ébranlée (la guerre « d'usure » peut aboutir à ce résultat, mais on n'en est pas encore là) ; les mouvements prolétariens au sein des puissances impérialistes sont encore très faibles. Qu'arrivera-t-il lorsque la guerre aura provoqué un épuisement complet ou bien lorsque, au moins dans l'une des puissances, le pouvoir de la bourgeoisie chancellera sous les coups de la lutte prolétarienne, comme le pouvoir du tsarisme en 1905 ?

Le journal *Berner Tagwacht*, organe des Zimmerwaldiens, jusques et y compris certains éléments de gauche, a publié le 9 mai 1916 un article consacré au soulèvement irlandais, signé des initiales K.R.² et intitulé: « Finie, la chanson ! » L'insurrection irlandaise y était qualifiée de "putsch" ni plus ni moins, car la « question irlandaise », y disait-on, était une « question agraire »; les paysans avaient été apaisés par des réformes, et le mouvement national n'était plus maintenant « qu'un mouvement purement urbain, petit-bourgeois, et qui, en dépit de tout son tapage, ne représentait pas grand-chose au point de vue social ».

Il n'est pas étonnant que cette appréciation d'un doctrinarisme et d'un pédantisme monstrueux ait coïncidé avec celle d'un national-libéral russe, un cadet, monsieur A. Koulicher (*Retch*³, n° 102 du 15 avril 1916), qui a qualifié lui aussi l'insurrection de « putsch de Dublin ».

Il est permis d'espérer que, conformément au proverbe: « A quelque chose malheur est bon », beaucoup de camarades qui ne comprenaient pas dans quel marais ils

² Karl Radek

³ "*Retch*" [la Parole], quotidien, organe central du Parti des cadets; parut à Pétersbourg à partir de février 1906; interdit le 26 octobre (8 novembre) 1917 par le Comité militaire révolutionnaire auprès du Soviet de Pétrograd; parut sous d'autres noms jusqu'en août 1918.

s'enlisaient en s'opposant à l'« autodétermination » et en considérant avec dédain les mouvements nationaux des petites nations, auront leurs yeux dessillés sous l'effet de cette coïncidence « fortuite » entre l'appréciation d'un représentant de la bourgeoisie impérialiste et celle d'un social-démocrate !!

On ne peut parler de « putsch », au sens scientifique du terme, que lorsque la tentative d'insurrection n'a rien révélé d'autre qu'un cercle de conspirateurs ou d'absurdes maniaques, et qu'elle n'a trouvé aucun écho dans les masses. Le mouvement national irlandais, qui a derrière lui des siècles d'existence, qui est passé par différentes étapes et combinaisons d'intérêts de classe, s'est traduit, notamment, par un congrès national irlandais de masse, tenu en Amérique (*Vorwärts* du 20 mars 1916), lequel s'est prononcé en faveur de l'indépendance de l'Irlande; il s'est traduit par des batailles de rue auxquelles prirent part une partie de la petite bourgeoisie des villes *ainsi qu'une partie des ouvriers*, après un long effort de propagande au sein des masses, après des manifestations, des interdictions de journaux, etc. Quiconque qualifie de putsch *pareille* insurrection est, ou bien le pire des réactionnaires, ou bien un doctrinaire absolument incapable de se représenter la révolution sociale comme un phénomène vivant.

Croire que la révolution sociale soit *concevable* sans insurrections des petites nations dans les colonies et en Europe, sans explosions révolutionnaires d'une partie de la petite bourgeoisie *avec tous ses préjugés*, sans mouvement des masses prolétariennes et semi-prolétariennes politiquement inconscientes contre le joug seigneurial, clérical, monarchique, national, etc., – c'est *répudier la révolution sociale*. C'est s'imaginer qu'une armée prendra position en un lieu donné et dira : « Nous sommes pour le socialisme », et qu'une autre, en un autre lieu, dira : « Nous sommes pour l'impérialisme », et que ce sera alors la révolution sociale ! C'est seulement en procédant de ce point de vue pédantesque et ridicule qu'on pouvait qualifier injurieusement de « putsch » l'insurrection irlandaise.

Quiconque attend une révolution sociale « pure » ne vivra *jamais* assez longtemps pour la voir. Il n'est qu'un révolutionnaire en paroles qui ne comprend rien à ce qu'est une véritable révolution.

La révolution russe de 1905 a été une révolution démocratique bourgeoise. Elle a consisté en une série de batailles livrées par *toutes* les classes, groupes et éléments mécontents de la population. Parmi eux, il y avait des masses aux préjugés les plus barbares, luttant pour les objectifs les plus vagues et les plus fantastiques, il y avait des groupuscules qui recevaient de l'argent japonais, il y avait des spéculateurs et des aventuriers, etc. *Objectivement*, le mouvement des masses ébranlait le tsarisme et frayait la voie à la démocratie, et c'est pourquoi les ouvriers conscients étaient à sa tête.

La révolution socialiste en Europe *ne peut pas être* autre chose que l'explosion de la lutte de masse des opprimés et mécontents de toute espèce. Des éléments de la petite bourgeoisie et des ouvriers arriérés y participeront inévitablement – sans cette participation, la lutte *de masse n'est pas possible*, aucune révolution n'est possible – et, tout aussi inévitablement, ils apporteront au mouvement leurs préjugés, leurs fantaisies réactionnaires, leurs faiblesses et leurs erreurs. Mais, *objectivement*, ils s'attaqueront au *capital*, et l'avant-garde consciente de la révolution, le prolétariat avancé, qui exprimera cette vérité objective d'une lutte de masse disparate, discordante, bigarrée, à première vue sans unité, pourra l'unir et l'orienter, conquérir le pouvoir, s'emparer des banques, exproprier les trusts haïs de tous (bien que pour des raisons différentes !) et réaliser d'autres mesures dictatoriales dont l'ensemble aura pour résultat le renversement de la bourgeoisie et la victoire du socialisme, laquelle ne « s'épurera » pas d'emblée, tant s'en faut, des scories petites-bourgeoises.

La social-démocratie, lisons-nous dans les thèses polonaises (I,4), « doit utiliser la lutte menée par la jeune bourgeoisie coloniale contre l'impérialisme européen *pour aggraver la crise révolutionnaire en Europe* » (les italiques sont des auteurs).

N'est-il pas clair que, sous *ce* rapport moins que sous tous les autres, on n'a pas le droit d'opposer l'Europe aux colonies? La lutte des nations opprimées *en Europe*, capable d'en arriver à des insurrections et à des combats de rues, à la violation de la discipline de fer de l'armée et à l'état de siège, « aggravera la crise révolutionnaire en Europe » infiniment plus qu'un soulèvement de bien plus grande envergure dans une colonie lointaine. A force égale, le coup porté au pouvoir de la bourgeoisie impérialiste anglaise par l'insurrection en Irlande a une importance politique cent fois plus grande que s'il avait été porté en Asie ou en Afrique.

La presse chauvine française a annoncé récemment la parution en Belgique du 80^e numéro de la revue illégale la *Libre Belgique*⁴. La presse chauvine française ment très souvent, certes, mais cette information semble exacte. Alors que la social-démocratie allemande chauvine et kautskiste n'a pas créé de presse libre pendant ces deux années de guerre et supporte servilement le joug de la censure militaire (seuls les éléments radicaux de gauche ont, à leur honneur, fait paraître des brochures et des proclamations sans les soumettre à la censure), une nation cultivée opprimée répond aux atrocités inouïes de l'oppression militaire en créant un organe de protestation révolutionnaire! La dialectique de l'histoire fait que les petites nations, impuissantes en tant que facteur *indépendant* dans la lutte contre l'impérialisme, jouent le rôle d'un des ferments, d'un des bacilles, qui favorisent l'entrée en scène de la force *véritablement* capable de lutter contre l'impérialisme, à savoir : le prolétariat socialiste.

Dans la guerre actuelle, les états-majors généraux s'attachent minutieusement à tirer profit de chaque mouvement national ou révolutionnaire qui éclate dans le camp adverse : les Allemands, du soulèvement irlandais ; les Français, du mouvement des Tchèques, etc. Et, de leur point de vue, ils ont parfaitement raison. On ne peut se comporter sérieusement à l'égard d'une guerre sérieuse si l'on ne profite pas de la moindre faiblesse de l'ennemi, si l'on ne se saisit pas de la moindre chance, d'autant plus que l'on ne peut savoir à l'avance à quel moment précis et avec quelle force précise «sautera» ici ou là tel ou tel dépôt de poudre. Nous serions de piètres révolutionnaires si, dans la grande guerre libératrice du prolétariat pour le socialisme, nous ne savions pas tirer profit de *tout* mouvement populaire dirigé contre *tel ou tel* fléau de l'impérialisme, afin d'aggraver et d'approfondir la crise. Si nous nous mettions, d'une part, à déclarer et répéter sur tous les tons que nous sommes «contre» toute oppression nationale, et, d'autre part, à qualifier de «putsch» l'insurrection héroïque de la partie la plus active et la plus éclairée de certaines classes d'une nation opprimée contre ses oppresseurs, nous nous ravalierions à un niveau de stupidité égal à celui des kautskistes.

Le malheur des Irlandais est qu'ils se sont insurgés dans un moment inopportun, alors que l'insurrection du prolétariat européen n'était *pas encore* mûre. Le capitalisme n'est pas harmonieusement agencé au point que les diverses sources d'insurrection peuvent fusionner d'elles-mêmes et d'un seul coup, sans échecs et sans défaites. Au contraire, c'est précisément la diversité de temps, de forme et de lieu des insurrections qui est le plus sûr garant de l'ampleur et de la profondeur du mouvement général ; ce n'est que par l'expérience acquise au cours de mouvements révolutionnaires inopportuns, isolés, fragmentaires et voués de ce fait à l'échec, que les masses acquerront de la pratique, s'instruiront, rassembleront leurs forces, reconnaîtront leurs véritables chefs, les prolétaires socialistes, et prépareront ainsi l'offensive générale, de même que les grèves isolées, les manifestations dans les villes ou de caractère national, les mutineries dans l'armée, les soulèvements paysans, etc., avaient préparé l'assaut général de 1905.

BILAN D'UNE DISCUSSION SUR LE DROIT DES NATIONS A DISPOSER D'ELLES-MEMES

LENINE : Œuvres complètes – Tome 22 - pages 381 à 386 - Editions sociales - Paris - 1960

⁴ La "*Libre Belgique*", revue illégale du Parti ouvrier belge, Bruxelles (1915-1918).



La grande poste de Dublin après l'écrasement de l'insurrection

TROTSKY :

LA GUERRE ET LA REVOLUTION

I. « CLÉMENCE ! »

La rébellion irlandaise est écrasée. On a fusillé ceux qu'on a jugé bon de fusiller. Les survivants attendent qu'on statue sur leur sort, alors que celui de l'insurrection est réglé depuis longtemps. Le triomphe de l'Angleterre est si complet que le Premier Asquith déclare aux Communes qu'on peut envisager « des mesures de clémence » envers les insurgés prisonniers. Ensuite, il s'étend sur les fruits bénéfiques de la clémence prodiguée par Botha aux révoltés sud-africains. Il se garde bien de faire allusion à la clémence anglaise envers ce même Botha qui commandait les Boers, il y a douze ans, et qui aujourd'hui écrase ses concitoyens. Asquith demeure dans la tradition de l'Impérialisme anglo-saxon quand il loue le travail des spécialistes du maintien de l'ordre, à Dublin et ailleurs, comme répondant au principe « d'humanité rationnelle ». Ainsi l'ordre règne, et nos sentiments quant à la déclaration d'Asquith ne peuvent éveiller aucun doute chez nos lecteurs.

Mais l'affaire n'est pas terminée pour autant ! Une révolte est écrasée, il y a des dégâts matériels, des cadavres, des hommes et des femmes emprisonnés. Il y a un pouvoir triomphant qui esquisse un geste inspiré par « l'amour du prochain ». Pour compléter ce tableau historique dans le cadre de la guerre mondiale, il faut ajouter une figure : celle du social-patriote français, porte-drapeau de la guerre libératrice et des principes de la « liberté nationale », soulignant l'humanité officielle du gouvernement anglais à Dublin.

Pour finir et donner un ultime coup de pinceau au tableau, Renaudel a publié un article, « Clémence », dans *l'Humanité* qui n'avait encore soufflé mot de la révolte irlandaise.

Evidemment, Renaudel sait que dans le passé certains faits ont assombri les relations anglo-irlandaises. Il admet qu'ils ont pu provoquer une certaine amertume qui a duré jusqu'à maintenant. Mais les insurgés ont choisi le moment le moins favorable à leur entreprise. Renaudel n'a jamais douté que le gouvernement anglais mettrait tout en œuvre pour rester « maître de la situation ». Il ne s'est pas trompé sur ce point. Mais « l'Angleterre, luttant pour le droit des peuples, peut et doit montrer de la grandeur d'âme ». C'est pourquoi, futur ami de l'Angleterre qui écrase et de l'Irlande qui est écrasée, Renaudel ne peut que saluer le geste plein de grandeur d'âme d'Asquith. Il semblerait que le cynisme du socialiste qui prône la clémence devant le visage même des bourreaux ait atteint son maximum. Mais non ! Renaudel doit encore motiver son intercession en faveur des vaincus devant la France officielle. « Il est évident que dans le pays où l'on pleure, en lisant Corneille, l'on ne s'étonnera pas de nous entendre conseiller la clémence. »

De cette manière, les héritiers spirituels et politiques de Thiers et de Galliffet sont tranquilles ! N'ont-ils pas, en pleurant à la lecture de Racine, manifesté leur clémence envers les Communards ?

Voici le couronnement de la réconciliation spirituelle entre les successeurs de Galliffet et les descendants dégénérés du mouvement dans l'histoire duquel s'est inséré l'épisode de la Commune !

(in Chapitre IV : La guerre dans la politique)

II. LES COMPTES SONT FAITS A DUBLIN

Sir Roger Casement, ex-haut fonctionnaire colonial de l'Empire britannique, révolutionnaire irlandais de conviction, intermédiaire entre l'Allemagne et l'insurrection irlandaise, a été condamné à mort... « *Je préfère être au banc des accusés qu'à la place de l'avocat général* », s'écria-t-il après lecture de la sentence qui, suivant la formule traditionnelle, le condamnait « à être pendu par le cou jusqu'à ce que mort s'ensuive », et « que Dieu ait pitié de votre âme ». La sentence sera-t-elle exécutée ? Cette question doit procurer à Asquith et à Lloyd George bien des heures troublées. Le châtiment de Casement rendra plus difficile encore la position de la fraction purement opportuniste et parlementaire nationale irlandaise, sous la direction de Redmond, et qui est prête à accepter un compromis dans le sang de la révolte étouffée. Gracier Sir Roger, cela ne se peut après tant d'exécutions : c'est « *gracier un traître de la plus belle volée !* ». C'est sur cette corde que jouent sociaux-impérialistes, type Heydemann, avec une avidité sanguinaire d'apaches. Quel que soit le sort de Casement, sa condamnation jette une lueur caractéristique sur cet épisode dramatique de la rébellion irlandaise.

En ce qui concerne les opérations purement guerrières des insurgés, nous savons bien que le gouvernement a toujours été maître de la situation. Un soulèvement général, tel que le concevaient les « penseurs nationalistes », n'a pas eu lieu. La campagne irlandaise ne s'est pas soulevée. La bourgeoisie s'est tenue à l'écart. Ont combattu, ont succombé les travailleurs urbains mêlés à des révolutionnaires enthousiastes issus de l'« Intelligentsia » petite-bourgeoise. Le terrain historique pour une révolution nationale n'existe pas, même dans l'Irlande arriérée. Pour autant que les mouvements irlandais du siècle passé prenaient un caractère populaire, ils le devaient à la participation du métayer exploité et sans aucun recours devant son seigneur et maître, le « landlord » anglais. Si pour ce dernier, l'Eire était un terrain d'exploitation éhontée, pour l'Empire britannique, elle se révélait une base indispensable.

Casement, dans une brochure écrite avant la guerre, démontre que l'indépendance de l'Irlande (s'appuyant sur l'aide de l'Allemagne) menace « la liberté des mers » et est un coup mortel à la suprématie maritime anglaise. C'est vrai pour autant que l'Irlande « indépendante » peut exister comme avant-poste d'une puissance hostile à l'Angleterre et comme base contre les voies maritimes britanniques. Le premier, Gladstone, plaça l'intérêt de l'Angleterre impérialiste au-dessus de ceux des « Landlords » et commença une réforme agraire qui, en dédommageant largement les propriétaires terriens anglais, distribuait en partie leurs terres aux fermiers irlandais. Après ces réformes qui vont de 1881 à 1903, les métayers deviennent des possédants que le drapeau vert ne peut arracher à leurs lopins de terre. L'« Intelligentsia » irlandaise – avocats, journalistes, employés de commerce, etc. – émigre en masse dans les villes anglaises et, de ce fait, est perdue pour la « cause ». La bourgeoisie commerciale et industrielle qui se forma lentement au siècle dernier, s'oppose au jeune prolétariat, et du camp révolutionnaire passe dans celui du possibilisme. La classe ouvrière, de création récente, pleine des souvenirs des luttes héroïques de jadis, se heurte à l'égoïsme des « Trade-unions » et hésite entre le nationalisme et le syndicalisme, prête à réunir ces deux conceptions dans sa conscience révolutionnaire. Elle entraîne avec elle la jeune « Intelligentsia » et des fanatiques nationalistes isolés qui empêchent le mouvement de faire triompher le drapeau vert sur le rouge. Ainsi la « révolution nationale » est en fait une révolte des travailleurs comme l'indique la position isolée de Casement.

Plékhanov, en un article pitoyable et honteux, met le doigt sur le caractère « malsain » de la révolte et se réjouit de ce que le peuple irlandais - c'est tout à son honneur ! - l'ait compris et n'ait pas soutenu les fous révolutionnaires. On pourrait

supposer que les paysans aient, du point de vue international, manifesté leur aversion envers la rébellion et sauvé « l'honneur » de l'Eire. Mais en l'occurrence, ils furent guidés par leur égoïsme obtus de campagnards et une totale indifférence envers ce qui ne touche pas leurs « bouts » de terrain. Ils assurèrent ainsi la prompte victoire de Londres sur les héroïques défenseurs des barricades à Dublin.

L'expérience irlandaise à laquelle Casement prit part avec un courage indiscutable est terminée. Mais c'est là que commence seulement le rôle du prolétariat irlandais. En cette insurrection, sous les plis d'un drapeau « périmé », il a mené sa lutte de classe contre l'impérialisme et le militarisme. Ce mouvement ne finira pas. Au contraire, il trouvera son écho dans toute l'Angleterre. Les soldats écossais ont démoli les barricades édifiées à Dublin. Mais, en Ecosse même, l'on se groupe autour du drapeau rouge levé par Mac Lean.

Le travail de bourreau accompli par Lloyd George sera vengé par ces mêmes travailleurs que les Henderson s'efforcent de lier au char de l'impérialisme.

(Naché Slovo, 4 juillet 1916.)

in Trotsky : « *La guerre et la révolution* »
Tome I – pages 129 à 131
Ed. Archives et Documents - 1979

JAMES CONNOLLY (1868 - 1916)

Au lendemain de l'insurrection de Dublin, le dirigeant ouvrier James Connolly, gravement blessé pendant les combats, était exécuté, attaché sur une chaise, son état ne lui permettant pas de rester debout...

Dans son ultime message après son jugement, il déclarait :

« Nous nous sommes dressés pour rompre le lien de dépendance avec l'Empire britannique, dans le but d'édifier une république irlandaise. (...)

Convaincus que le gouvernement britannique n'a aucun droit sur l'Irlande, n'en a jamais eu et n'en aura jamais, la présence dans

chaque génération d'Irlandais - même s'ils ne constituent qu'une minorité respectable - prêts à mourir pour affirmer cette vérité, marque pour toujours le pouvoir comme un usurpateur et un crime contre l'humanité.»

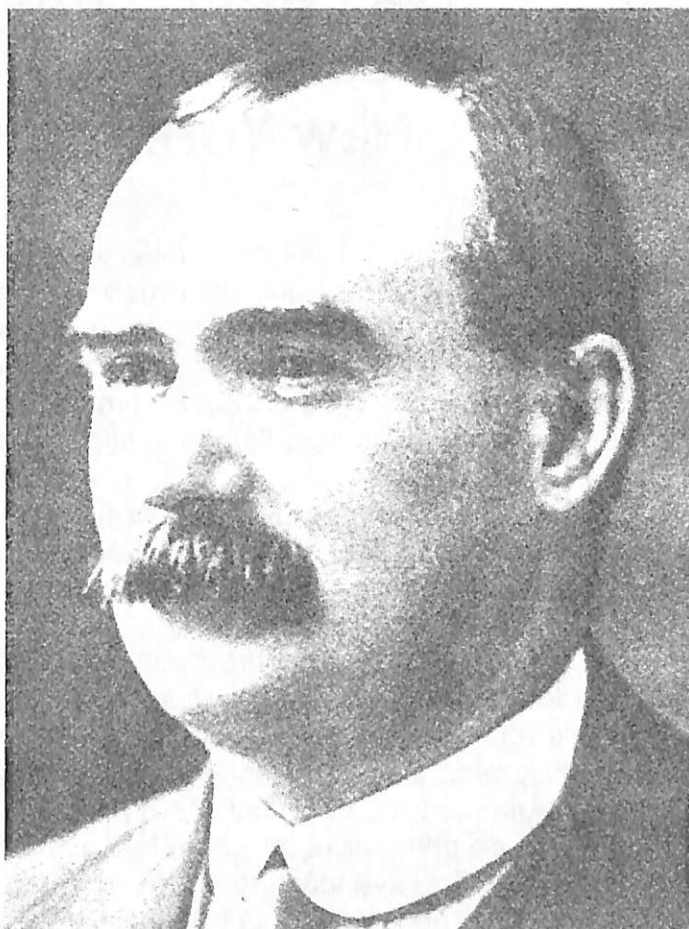
James Connolly demeure dans la mémoire du peuple irlandais comme un des héros de son combat pour l'indépendance, mais aussi comme l'un des fondateurs du mouvement ouvrier en Irlande.

Pionnier du syndicalisme, organisateur de la grève des dockers de Belfast en 1907, il constitue l'Irish Republican Socialist Party. L'un des dirigeants de la grande grève de 1913, il est aussi le fondateur de l'Irish Citizen Army, organisation d'autodéfense ouvrière qui sera aussi le fer de lance du soulèvement de 1916.

James Connolly, responsable ouvrier et militant internationaliste, considérait que le combat pour l'indépendance et la démocratie ne pouvait se séparer de l'action des travailleurs pour leur émancipation sociale.

Lorsqu'il est assassiné par le gouvernement britannique en 1916, et bien qu'il ait alors à peine cinquante ans, il lègue au mouvement ouvrier irlandais et international une œuvre historique et théorique d'importance.

Nous reproduisons ici quelques uns des articles, en particulier ceux de la dernière période, où il dénonce le caractère impérialiste de la guerre.



Déclaration des Principes de la Fédération Socialiste Irlandaise New York - janvier 1908

La Fédération Socialiste Irlandaise est composée des membres de la race irlandaise en Amérique et elle est organisée pour aider le mouvement de la classe ouvrière révolutionnaire en Irlande par la diffusion de sa littérature, pour former la classe ouvrière irlandaise de ce pays à la connaissance des principes socialistes et pour préparer les ouvriers à coopérer avec les travailleurs de toutes les autres races, couleurs et nationalités pour l'émancipation du travail.

Elle affirme sa conviction que la liberté politique et la liberté sociale ne sont pas des idées séparées et sans relations entre elles, mais que ce sont les deux faces d'un seul grand principe, chacune étant incomplète sans l'autre.

Au plan politique, le cours de la société est passé des tribus guerrières mais démocratiques au sein de chaque nation au gouvernement unifié sous une monarchie totalement non démocratique. Au sein de cette monarchie se sont à leur tour développées des révoltes contre son pouvoir, des révoltes qui ont d'abord cherché seulement à limiter ses prérogatives, et qui ont ensuite revendiqué le droit pour le sujet de critiquer et de contrôler le pouvoir du monarque et finalement, dans les pays les plus avancés, le mouvement a culminé avec l'abolition totale de l'institution de la monarchie et la transformation du sujet en citoyen.

Dans l'industrie un développement similaire s'est produit. Le producteur indépendant, qui possédait ses propres outils et ne connaissait pas de maître, s'est effacé devant les capacités productrices plus efficaces du grand capital, concentré entre les mains du capitaliste. Ce dernier, ne reconnaissant aucun droit à ses ouvriers, a régné comme un monarque absolu dans son usine. Mais au sein du royaume du capital s'est développée une révolte contre le pouvoir du capitaliste. Cette révolte, prenant la forme du syndicalisme, a poursuivi dans le domaine industriel la même ligne de développement que celle qu'a suivi le mouvement pour la liberté politique dans le domaine du gouvernement national. Elle s'est d'abord contentée de protester contre les abus et les exactions, contre toutes les extensions arbitraires du pouvoir du capitaliste, ensuite ses actions se sont élargies jusqu'à revendiquer des limitations au caractère absolu d'un tel pouvoir, c'est-à-dire en revendiquant que les syndicats aient le droit d'établir des règles en faveur des ouvriers dans l'atelier; ensuite cette révolte est allée encore plus loin en cherchant à restreindre le pouvoir du capitaliste en réduisant la journée de travail, limitant ainsi le temps pendant lequel le travailleur peut être exploité. Finalement, au travers des Organismes d'Arbitrage, elle tente d'établir dans le monde de l'industrie un équivalent de ce compromis dans le monde politique par lequel, dans les pays constitutionnels, le monarque conserve sa place en acceptant qu'un parlement partage avec lui les charges du gouvernement et il se cache ainsi tout en préservant son pouvoir. Et, tout comme dans l'histoire politique de la race humaine, le développement logique du progrès a été trouvé dans l'abolition de l'institution de la monarchie et non plus dans sa simple restriction, de même dans l'histoire industrielle le point culminant vers lequel toutes les actions doivent enfin converger réside dans l'abolition de la classe capitaliste et non dans la simple restriction de son pouvoir.

Elle reconnaît dans toute l'histoire passée la préparation de cet accomplissement et, dans les tendances de l'industrie d'aujourd'hui, elle salue la marche de ces lois du progrès humain qui mettent cet objectif à notre portée.

La concentration du capital sous la forme de trusts simplifie la tâche que nous proposons à la société d'entreprendre et l'organisation industrielle du travail qui en résulte entraîne ainsi et prépare la force nécessaire à son accomplissement.

Comme aujourd'hui le pouvoir organisé de l'Etat garantit théoriquement à chaque individu ses droits politiques, de même dans la république socialiste le pouvoir et les forces productives de la société organisée préserveront du besoin chaque individu, garantissant ce droit à la vie sans lequel tous les autres droits ne sont que des simulacres.

La Fédération Socialiste Irlandaise, reconnaissant ces deux phases du développement de l'Homme, engage ses adhérents à rester fidèles aux principes qui en découlent, rejetant politiquement la domination d'une nation sur une autre nation comme celle de l'homme sur l'homme; dans le domaine de la politique irlandaise, elle est organisée contre tout parti qui reconnaît la domination britannique en Irlande sous toute forme et sous toute manière, sur tous les modes et avec les toutes les modifications; et comme solution définitive pour les Irlandais, comme c'est le cas pour toutes les autres luttes pour la liberté, elle cherche à établir la République des Travailleurs - l'administration de toute la terre et de tous les instruments de production, de toute la propriété sociale dans laquelle tous seront les cohéritiers et les propriétaires.

(Rédigé par James Connolly)

Que signifie la guerre pour vous ?

**(Article signé au nom de l'Armée Citoyenne Irlandaise)
(Division de Belfast - 1914)**

Je vous invite à vous arrêter et à réfléchir sur ce que la guerre signifiera pour la classe ouvrière de cette ville et de ce pays.

Elle signifie déjà qu'on demandera de déboursier plus d'argent pour toute la nourriture et tous les biens de consommation des ménages. Dans chaque bouchée de nourriture que vous mangerez, vous serez obligé de payer pour la guerre ; et comme vous êtes déjà pauvres et que vous devez la plupart du temps vous battre pour survivre, la guerre signifiera pour des milliers d'entre vous la faim et la pauvreté - moins à manger sur la table, moins de vêtements sur le dos et dans les lits, moins de charbon pour le feu, moins de chaussures pour vos enfants et pour vous-mêmes.

La guerre signifiera plus de chômage et moins de salaire. Déjà les usines de Belfast réduisent les horaires de travail, ce qui signifie des salaires de misère, les entrepôts sont en train de fermer et toutes fonderies et les entreprises de mécanique qui fabriquent des machines pour le continent, si elles ne sont pas déjà fermées, elles s'appêtent à le faire.

Ainsi donc, avant même qu'un seul coup de feu ait été tiré par l'armée britannique sur terre, avant qu'une bataille n'ait été livrée sur mer, la ruine et la pauvreté ont fait leur entrée dans les maisons ouvrières. Qu'allez-vous devenir ? Des milliers d'entre vous vont mourir de mort lente du fait de la faim ou du froid, ou d'avoir trop longtemps vécu dans la misère avant la fin de la guerre si vous souffrez autant avant qu'elle n'ait commencé.

Il y a des gens qui vous diront qu'elle sera finie en quinze jours. Ils ont raconté la même chose à propos de la Guerre des Boers, mais elle a duré trois ans. Et la Guerre des Boers n'a été qu'une simple promenade en comparaison de ce que sera cette guerre.

Rappelez-vous que Lord Kitchener explique à tous ceux qui s'engagent maintenant qu'ils doivent se préparer à servir sous les drapeaux pendant trois ans. Et il sait de quoi il parle.

Et vous les femmes ! Rappelez-vous que ce sont les enfants que vous avez nourris à votre sein, tenus sur vos genoux, et dont vous avez surveillé les premiers pas et auxquels sont allées vos prières et dont vous étiez si fières, ce sont eux qu'on enverra se battre pour l'Empire - un Empire qui vous méprise vous aussi bien qu'eux - un Empire dont la domination a jeté trois millions d'Irlandais sur les routes de la faim, qui a chassé comme des bêtes sauvages quatre millions d'Irlandais hors de leur propre pays, un Empire sous le joug duquel en moins de cinquante ans un million et demi d'Irlandais, hommes, femmes et enfants, sont morts de faim au beau milieu de récoltes abondantes, et sous le joug duquel VOUS avez mené une vie d'exploitation, de pauvreté et de dur labeur mal payé.

Femmes de Belfast ! Allez-vous envoyer vos maris, vos pères, vos fils ou vos fiancés se faire tuer pour défendre un Empire qui n'a pas levé le petit doigt et qui a laissé les Orangistes s'armer contre vous et contre la liberté de l'Irlande, mais qui a envoyé ses soldats tirer sur le peuple sans défense de Dublin quand celui-ci a tenté de s'armer pour défendre la nation irlandaise ?

[...] Nous n'avons pas d'ennemis étrangers, à part le gouvernement traître de l'Angleterre - un gouvernement qui, alors même qu'il nous appelle à aller mourir pour lui, refuse de donner une réponse claire à notre revendication de Gouvernement Autonome.

Volontaires ! Le fer de l'esclavage est-il entré si profondément dans votre cœur que vous allez vous mettre à chanter les louanges, à porter les drapeaux et à vous battre pour une Puissance qui même poussée dans ses derniers retranchements refuse de laisser votre nation prendre sa place parmi les Nations de la Terre ?

La Grande Bretagne s'est portée garante de l'indépendance de la Belgique. Oui, tout comme elle s'est portée garante de l'indépendance de l'Egypte et qu'elle l'a ensuite engloutie et qu'elle a assassiné et emprisonné ses fils et ses filles qui défendaient leur patrie. La Grande Bretagne s'est portée garante de l'indépendance de la Belgique. Oui, tout comme elle s'est portée garante de l'indépendance de la Perse et qu'elle a ensuite encouragé la Russie à l'envahir et à noyer sa liberté dans une mer de sang.

La Grande Bretagne s'est portée garante de l'indépendance de la Belgique. Mais qui obtiendra et qui garantira l'indépendance de l'Irlande ? Est-ce que ce sera les Volontaires ? Est-ce que les aristocrates anti-irlandais qui se pressent pour devenir vos officiers vous laisseront prendre position pour la nation irlandaise ?

Rappelez-vous les paroles de Wolfe Tone :

"Quand l'aristocratie s'avance, c'est le peuple qui recule ; quand le peuple s'avance, l'aristocratie, qui a peur de rester en retrait, s'insinue dans nos rangs et produit des dirigeants sans envergure ou des auxiliaires qui trahissent".

**Nous voulons l'Irlande,
pas sous la coupe des aristocrates ou de leurs hommes de paille,
mais l'Irlande pour les Irlandais !**

Article de James Connolly

Pour l'Armée Citoyenne (1915)

L'Armée Citoyenne Irlandaise a été constituée pendant le grand Lock-Out de Dublin de 1913-1914, dans le but de protéger la classe ouvrière et de préserver son droit à tenir des réunions publiques et sa liberté d'association. Les rues de Dublin étaient jonchées des corps sans défense d'hommes, de femmes, de filles et de garçons brutalement matraqués par les hommes de main en uniforme du gouvernement britannique.

Trois hommes avaient été tués et une jeune Irlandaise assassinée par un briseur de grève et rien n'avait été fait pour amener les assassins devant la justice. Si donc la justice n'existait pas pour nous et puisque la loi, au lieu de protéger les droits des travailleurs, était ouvertement leur ennemi, et puisque les forces armées de la Couronne étaient mises sans restriction à la disposition des ennemis des travailleurs, on a décidé de créer notre propre armée pour garantir nos droits, pour protéger nos adhérents et pour servir de garantie à nos propres progrès.

L'Armée Citoyenne Irlandaise a été la première force armée de citoyens organisée publiquement au sud de la Boyne. Ses statuts engageaient et engagent toujours ses membres à œuvrer pour une République Irlandaise et pour l'émancipation des travailleurs. C'est ce qui a toujours été mis en avant dans toute son action nationale et, sans avoir jamais négligé sa fonction spécifique propre, elle a toujours été à la disposition des forces de la nation irlandaise pour les objectifs qui sont communs à tous.

Son influence et sa présence ont fait respecter le calme dans toutes les réunions ouvrières depuis sa fondation, et le fait de savoir qu'elle existe et l'état d'esprit de ses membres ont contribué à empêcher les employeurs et le gouvernement de recourir à des moyens extrêmes à l'encontre des syndicats qui se battaient. Elle a, au sens propre, ajouté pas mal d'argent sur la paie hebdomadaire des syndiqués puisque elle, et elle seule, a empêché le gouvernement de faire à Dublin ce qu'il a fait à Barry, c'est-à-dire envoyer des soldats pour faire le travail des dockers pendant une grève. Au plan national, elle a fait beaucoup plus.

Quand on a perpétré la grande trahison contre l'Irlande et que John Redmond et ses partisans, aidés de toute la presse capitaliste du pays, se sont joints à la conspiration pour pousser les jeunes d'Irlande à s'enrôler dans les rangs de l'Armée Britannique, le premier coup important qui a été porté contre cette trahison a été le meeting historique à Stephen's Green, le soir du fiasco de Redmond à Mansion House.

Qui a occupé le terrain ce soir-là malgré la masse des bataillons de l'Armée Britannique qui attendaient l'arme au pied dans chaque caserne de Dublin ? C'est l'Armée Citoyenne Irlandaise qui s'est engouffrée dans la brèche et par sa présence résolue a redonné du courage et rétabli l'espoir parmi le peuple d'Irlande qui était trahi et désespéré.

Quand le premier ordre d'expulsion a été signifié à la première victime, le Capitaine Robert Monteith, qui a appelé aux armes et qui a invité le peuple de Dublin à lancer un défi à la tête du Gouvernement ? Qui a fait un rassemblement malgré les torrents de pluie et face au déploiement des forces armées de la garnison de Dublin ? Une fois de plus, c'est l'Armée Citoyenne Irlandaise.

Qui, chaque fois que l'ennemi a frappé ceux qui se levaient pour la liberté, s'est toujours empressé aux côtés des victimes en déclarant que leur cause était la sienne ?
L'ARMEE CITOYENNE IRLANDAISE.

Qui, lorsque le meeting de protestation se tenait à Phoenix Park sous la direction du Comité des Volontaires, constituait la seule organisation armée à participer au meeting et à déclarer son adhésion à la cause de ses frères d'arme emprisonnés ? L'ARMEE CITOYENNE IRLANDAISE !

Une organisation armée de la classe ouvrière irlandaise, cela constitue un phénomène en Irlande. Jusqu'à présent les travailleurs d'Irlande se sont battus dans les rangs des armées conduites par leurs maîtres, jamais en tant que soldats d'une armée commandée, entraînée et inspirée par des hommes de leur propre classe sociale. Désormais, les armes à la main, ils proposent de tracer leur propre route, de façonner leur propre avenir.

Ni le Gouvernement Autonome, ni l'absence de Gouvernement Autonome ne leur fera déposer les armes.

Quoi qu'il en soit pour les autres, pour nous qui sommes de l'Armée Citoyenne, il n'y a qu'un seul idéal - une Irlande gouvernée et possédée par les Irlandaises et les Irlandais, souveraine et indépendante, du centre jusqu'à la mer et avec son propre drapeau déployé sur tous les océans.

Nous ne serons pas déviés de notre route par des paroles doucereuses, notre vigilance ne sera pas trompée par la liberté de parader et de se pavaner en uniforme, et nous ne serons pas trahis par des propos ronflants.

L'Armée Citoyenne Irlandaise ne coopérera que dans un mouvement qui va de l'avant. Dès lors que cesse ce mouvement vers l'avant, elle se réserve le droit de rompre l'alignement et de s'avancer elle-même au besoin pour planter le drapeau de la liberté encore plus loin en direction de son objectif.

Article de James Connolly

Une Guerre pour la Civilisation (1915)

En ce moment, on entend et on lit beaucoup de choses au sujet d'une guerre pour la civilisation. D'une manière vague et mal définie, on nous incite à penser que les grands empires de l'Europe ont soudain été saisis du désir chevaleresque de corriger les défauts de l'humanité et qu'ils se sont lancés dans la guerre en versant leur sang le plus noble et en consacrant leurs mesures les plus grandes à la tâche de faire avancer la cause de la civilisation.

Cela paraît invraisemblable, mais il se peut que cela soit possible. Les grandes émotions dominent parfois les individus les plus insensibles et les plus calculateurs, les poussant à faire ce qu'ils auraient méprisé en des temps moins enfiévrés. De la même manière les grandes émotions dominent parfois des foules entières d'hommes et de femmes, et des nations sont prises de folie, comme lors des Croisades, pour des questions qui n'entraient dans aucune intrigue de calcul égoïste.

Mais dans de pareils cas, les grandes émotions se manifestaient au moins de façon appropriée. Leurs actions sous l'influence des grandes émotions étaient liées à la cause ou à l'idéal pour lequel elles se battaient ostensiblement.

Dans le cas de la guerre pour la civilisation, cependant, nous recherchons en vain une action quelconque qui porte en elle-même la marque de la civilisation. Quand nous parlons de civilisation, cela signifie la prépondérance de l'industrie et des arts de l'industrie sur le règne de la violence et du pillage. La civilisation signifie la conquête par le droit raisonné et la discussion pacifique des forces du mal, cela signifie l'exaltation de ceux dont la force ne réside que dans la justesse de leur cause contre ceux dont le pouvoir est obtenu par la domination impitoyable fondée sur la force.

La civilisation suggère nécessairement l'idée de la supplantation graduelle du règne du hasard et du désordre par des dispositions ordonnées et qui prennent soin de l'avenir ; cela signifie que l'on élève le niveau des classes sociales, et que l'on instruit le peuple à la connaissance et à la jouissance de tout ce qui tend à amoindrir les difficultés de la vie pour la rendre plus raffinée et plus belle.

Mais la guerre pour la civilisation n'a rien fait de tout cela - et elle n'aspire aucunement à faire tout cela. C'est en premier lieu la guerre contre une nation dont le crime principal est de refuser d'accepter une situation de dépendance, mais qui insiste au contraire pour s'organiser de façon à ce que son peuple puisse coopérer avec la nature en rendant sa vie indépendante des aléas et indépendante du bon vouloir des autres.

La guerre pour la civilisation, c'est une guerre contre une nation qui insiste pour organiser ses intellectuels de façon à ce qu'ils produisent ce qu'il y a de meilleur dans les sciences, les arts, la musique et l'industrie ; et qui insiste par dessus tout pour coordonner et relier tout cet ensemble pour qu'il en résulte une nation d'hommes et de femmes instruits à la perfection.

Dans le passé la civilisation a constitué le patrimoine d'un petit nombre d'individus au prix de l'abrutissement du plus grand nombre ; cette nation a pour objectif la civilisation de la totalité basée sur l'ensemble, ce qui n'est possible que par la coopération instruite d'un peuple tout entier instruit.

La guerre pour la civilisation est menée par une nation telle que la Russie, qui compte le plus grand nombre d'illettrés parmi toutes les puissances européennes, qui prend soin d'empêcher l'instruction quand c'est possible et qui l'empoisonne quand celle-ci ne peut pas être interdite.

La guerre pour la civilisation est menée par une nation telle que la Grande Bretagne qui maintient sous son joug un sixième de la race humaine, et qui veille comme un principe sacro-saint à ce qu'aucune des races qui lui sont assujetties, sous peine d'emprisonnement ou de mort, ne puisse caresser le rêve d'administrer son propre pays. Une nation qui croit que toutes les races sont susceptibles d'être achetées et qui qualifie de perfidie le fait qu'une nation, telle que la Bulgarie, puisse choisir d'envoyer sa production et ses armes ailleurs que sur un marché britannique.

Cette guerre pour la civilisation au nom de la neutralité et des petites nations envahit la Perse et la Grèce, et au nom des intérêts du commerce s'empare de la cargaison des navires neutres et affiche le plus grand mépris pour les pavillons neutres.

Au nom de la liberté par rapport au militarisme, elle établit la domination de l'armée en Irlande, elle se bat le progrès en abolissant les jurys au tribunal, et dans la guerre qu'elle mène pour la justice éclairée, sous elle piétine la liberté de la presse sous la botte du despotisme militaire.

Faut-il alors s'étonner alors que cette guerre particulière pour la civilisation ne rencontre guère d'enthousiasme dans les rangs des masses laborieuses de la nation irlandaise ?

Mais il y a une autre guerre pour la civilisation à laquelle s'intéressent ces masses. Cette guerre est en train d'être menée par les forces organisées des travailleurs. .

La civilisation ne peut pas être bâtie sur des esclaves; la civilisation ne peut pas être assurée si les producteurs sombrent dans la misère; la civilisation est perdue si ceux qui la rendent possible ne partagent si peu de ses fruits que sa chute n'est pas pire pour eux que sa préservation.

Les travailleurs sont au dernier rang de la société civilisée. Pour que la civilisation puisse perdurer, ils doivent s'élever de la pauvreté et de la misère où ils se trouvent pour parvenir à la pleine lumière de la liberté. Quand les fruits de la civilisation, créés par tous, seront partagés en commun par tous, alors la civilisation sera assurée. Pas avant.

Depuis que cette guerre européenne a commencé, les travailleurs dans leur totalité se sont enfoncés dans la pauvreté. Ce n'est pas simplement qu'ils ont perdu sur le plan du confort - qu'ils ont perdu une certaine qualité de nourriture et de vêtements à cause de l'augmentation des prix - mais ils ont perdu dans une large mesure, du moins en Grande Bretagne, tous ces droits durement acquis de liberté d'action, dont la jouissance constituait la base sur laquelle ils espéraient construire la plus grande liberté de l'avenir.

De la position de citoyens disposant de droits, les travailleurs ont été ramenés, par trahison, à celle d'esclaves qui n'ont que des devoirs. Certains d'entre eux peuvent bien être des esclaves bien payés, mais l'esclavage ne se mesure pas à la quantité de pâtée versée dans l'auge à laquelle l'esclave est attaché. La mesure de l'esclavage, c'est la perte du contrôle des conditions dans lesquelles il travaille.

Nous, ici en Irlande, en particulier ceux qui suivent l'exemple du Syndical Général et des Transports Irlandais (Irish Transport and General Workers Union - IT&GWU), nous nous battons pour préserver ces droits qui les autres ont abandonnés; nous nous sommes battus pour garder notre niveau de vie, pour augmenter nos salaires, pour améliorer nos conditions de travail.

C'est en cela que nous nous sommes réellement engagés dans une guerre pour la civilisation. Chaque victoire que nous avons remportée a permis d'accroître la sécurité de la vie parmi notre classe sociale, a permis de mettre du pain sur la table, du charbon dans le feu, des vêtements sur le dos de ceux pour lesquels de quoi se nourrir, se chauffer et se vêtir constituent des besoins toujours pressants.

Parmi ceux de notre classe sociale, certains se sont battus dans les Flandres et dans les Dardanelles; leurs plus grands exploits pris tous ensemble ne pèseront pas plus qu'une plume dans la balance du bien si l'on compare avec les réalisations de ceux qui sont restés au pays et qui se sont battus pour préserver les droits de la classe ouvrière contre l'invasion.

A l'avenir, on se rappellera du spectacle de la mort sur le continent comme d'un cauchemar qui n'aura pas le moindre effet bénéfique sur nos foyers, nos salaires, notre temps de travail et nos conditions de vie. Mais les victoires ouvrières en Irlande seront autant de positions, fermes et sûres, dans l'ascension de notre classe vers la jouissance pleine et entière de tout ce que produit le travail et dont la société organisée peut disposer.

En vérité, aujourd'hui seul le mouvement ouvrier mène la vraie guerre pour la civilisation.

(Article de James Connolly)

GUERRE D'INDEPENDANCE ET MOUVEMENT OUVRIER.

LES LUTTES SOCIALES.

LE MOUVEMENT OUVRIER IRLANDAIS ET LA QUESTION DES INTERNATIONALES.

La féroce répression de l'insurrection de Dublin, loin d'éliminer l'aspiration à l'indépendance nationale la renforça dans la grande majorité de la population et d'abord parmi les masses populaires. Ce qui fut balayé après 1916, dans les conditions de la guerre mondiale, était la conception selon laquelle des aménagements constitutionnels progressifs pourraient résoudre la question. La tentative du gouvernement britannique de recourir à la conscription provoqua une levée en masse contre lui.

Elle donna aussi l'occasion au mouvement syndical d'intervenir en tant que tel dans la mobilisation contre l'impérialisme anglais (grève générale du 23 avril 1918). Pendant ce temps, des cadres du mouvement républicain du Sinn-Fein, des militants de la Irish Citizen Army, rescapés de la répression, réorganisent clandestinement les « volontaires », forment les premiers noyaux de l'Irish Republican Army (IRA).

En décembre 1918 ont lieu des élections parlementaires concernant tout le territoire britannique, dont l'Irlande qui doit envoyer un contingent de députés au parlement britannique. Les partisans de l'indépendance et de la République sont très largement majoritaires. Les députés du Sinn-Fein refusent de siéger au parlement de Londres et se constituent en Assemblée nationale (le Dail).

Les opérations de l'IRA se multiplient alors, avec le soutien de plus en plus actif, d'abord dans les campagnes mais aussi dans les villes. L'IRA mène une véritable guerre de guérilla immobilisant des forces britanniques de plus en plus importantes contraignant celles-ci à recourir à des opérations de contre-guérilla, en utilisant des « troupes spéciales » (Black and Tans, Auxiliaries) déchaînant la violence contre la population.

Entre décembre 1918 et le printemps 1921, les pertes militaires britanniques sont d'au moins 600 tués et 1200 blessés. L'IRA compte 800 morts ; il y a eu des milliers d'arrestations. En Ulster, utilisant l'opposition religieuse (catholiques contre protestants), le gouvernement britannique mobilise la population « loyaliste » contre les « nationalistes », provoquant pogroms et affrontements communautaires.

Devant la montée de la mobilisation de la population et son intervention croissante – avec les conséquences sociales que cela entraîne et sur lesquelles il sera revenu plus loin – son incapacité militaire à réduire la rébellion, l'inquiétude et l'hostilité grandissante à l'échelle mondiale et le renforcement en Angleterre même de l'opposition aux opérations militaires, le gouvernement britannique propose une trêve.

C'est généralement à cet aspect que se limitent les résumés de la guerre d'indépendance, omettant le fait essentiel que la lutte militaire pour l'indépendance se combine avec l'action des travailleurs des villes et des campagnes : grèves, grèves générales, occupations d'usines, constitution de comités de grève, occupation des terres.

James Connolly avait été exécuté, Jim Larkin le « meneur » de la grande grève de 1913 exilé aux Etats-Unis, y avait été emprisonné. Les dirigeants qui assurèrent la relève, à la tête du mouvement syndical, y compris de l'ITGWU, n'avaient ni les capacités ni surtout la fermeté politique de Connolly. Ils hésitèrent face à l'enjeu de la lutte pour l'indépendance nationale ne s'y associant fermement que comme résultat d'une part, de la barbarie déchaînée

par Londres, et d'autre part de l'engagement des travailleurs. Le mouvement ouvrier a alors comme un « renouveau de confiance » pour reprendre la formulation d'Emmet O' Connor (1) qui explique qu'entre 1916 et 1920, les effectifs du mouvement syndical passent de 100 000 à quelque 250 000, soit plus de 25% des salariés. Sur la même période, le nombre de membres du syndicat général et des transports, l'ITGWU, extrémiste nationaliste, crève le plafond passant de 6 000 à 120 000.

Sur le plan politique ajoute Emmet O' Connor « *l'une des forces politiques les plus dynamiques était constituée par le Parti socialiste d'Irlande – Socialist Party (SPI)* » même s'il était resté faible en nombre. Ce « Socialist Party of Ireland » était la troisième mouture d'une organisation d'abord fondée en 1904 comme successeur de l'Irish Socialist Republican Party fondé par Connolly, puis reconstitué en 1910, sous la direction de Connolly après le retour de ce dernier des Etats-Unis. M. Mallin, qui avait été l'un des proches collaborateurs de Connolly, avait lui aussi été exécuté en avril 1916. C'est sous la direction de William O'Brian que le SPI fut reconstitué en janvier.

La structure du mouvement ouvrier en Irlande s'apparente à celle du mouvement ouvrier britannique. La confédération syndicale (ICTU) avait son expression politique : le Irish Labour Party. Il avait été constitué comme tel en 1912, mais son existence restait formelle dans la mesure où il n'existait pas d'instances distinctes de celles de la Confédération. Organisation fédérative, le Labour Party intégrait le SPI. C'est pourquoi après 1916, il est parfois difficile de séparer les initiatives du SPI de celles de l'ITGWU et même de la Confédération.

La Révolution russe – et les premiers décrets adoptés par le Congrès des Soviets au lendemain du 25 octobre sur la paix sans annexion, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes - provoquèrent un immense enthousiasme. Le 4 février 1918, dix mille personnes au moins se rassemblèrent, votèrent les résolutions de solidarité et la déclaration que nous reproduisons ci-dessous :

« - Considérant que la révolution bolchevique étendue à toute la Russie a installé un pouvoir qui, pour la première fois dans le monde, a appliqué les principes dont il se réclamait, ceux de la non-annexion et du droit à disposer d'eux-mêmes des peuples opprimés se trouvant sur son territoire.

- Considérant que cette révolution en a courageusement appelé au peuple anglais pour qu'il renonce à sa domination sur l'Irlande et sur d'autres prétendues dépendances, domination contraire aux principes rappelés plus haut.

- Considérant que cette résolution ouvre avec succès la voie à la satisfaction de l'aspiration à une paix effective sur tous les fronts, aspiration qui est celle de l'humanité qui souffre, et à l'élimination du chaos international et des haines nationales.

En conséquence, ce grand meeting des citoyens de Dublin salue avec enthousiasme l'avènement de la révolution russe. »

Cette résolution fut publiée dans « The Irish Opinion » organe de l'ITGWU du 9 février 1918.

L'appui à la Révolution russe se traduisait par l'affirmation que c'était l'orientation bolchevique qui devait présider au développement du mouvement politique ouvrier. Mais cela n'empêcha pas le SPI d'appuyer une motion du Labour Party d'Irlande appelant au rétablissement de la IIème Internationale.

C'est sur cette base que deux délégués irlandais représentant le Labour Party et le SPI se rendirent à la Conférence de Berne, mandatés sur un texte qui posait les revendications nationales. Plus tard, le SPI chercha à justifier son attitude auprès de l'Internationale Communiste en assurant que leurs buts étaient de « *nettoyer le mouvement de la classe ouvrière des éléments de social-patriotisme et d'alliance avec le capitalisme qui avaient, en particulier, affecté les composantes britannique, française, belge et allemande pendant la guerre. Et également de faire connaître au monde la situation d'oppression exercée à l'égard de l'Irlande par le moyen d'un terrorisme militaire qu'appuie le Labour Party.* »

C'est dans la même période que les dirigeants du mouvement ouvrier - y inclus le SPI - se refusèrent à présenter des candidats en décembre 1918, ce qui laissait au Sinn Fein de représenter dans leur totalité les forces combattant pour l'émancipation nationale.

Or ces forces étaient diverses ; elles étaient traversées par des lignes de classe. La direction nationaliste s'opposa, y compris en menaçant et même parfois en utilisant la force, aux mouvements indépendants des ouvriers et des paysans lorsque ces mouvements mettaient en cause la propriété privée.

Les textes qui suivent en illustrent quelques épisodes.

Il s'agit d'un extrait d'une étude sur le mouvement syndical pendant la guerre d'indépendance et d'un article sur la grève générale de Limerick.

C'est dans cette situation que des militants, dont certains étaient par ailleurs liés à l'IRA et appartenaient au SPI, cherchèrent au-delà d'un vague soutien, à opérer une jonction effective avec l'Internationale Communiste. Ce fut le cas notamment de Roddy Connolly, fils de James Connolly, combattant de l'insurrection de 1916 et de E. MacAlpine. Ils furent tous deux délégués au 2^{ème} Congrès de l'Internationale Communiste.

Nous reproduisons leur intervention à ce Congrès lors d'un débat sur les questions nationale et coloniale ainsi qu'un article de Roddy Connolly paru dans le « Bulletin Communiste ».

Le mouvement syndical pendant la guerre d'indépendance

Nous publions des extraits d'une étude de Bill Anderson intitulée : « *Le syndicalisme en Irlande, 1896-1940* ». Cette étude est elle-même la reprise, pour l'essentiel, de deux chapitres du livre de cet historien : « *James Connolly and the Irish left* » (Academic press, Dublin 1994)

Par « syndicalisme », Anderson désigne le « syndicalisme révolutionnaire », ou industriel, la conception qui présida notamment à la constitution aux Etats-Unis des IWW (Industrial Workers of the World), conception qui faisait du « grand syndicat » (the Big Union), rassemblant les travailleurs de toutes les branches et de tous les métiers, la représentation générale de la classe ouvrière et la préfiguration de la société socialiste. Connolly qui milita pendant des années aux Etats-Unis, fut profondément marqué par cette conception, tout en maintenant la nécessité d'un parti politique des travailleurs.

Les extraits de l'étude de Bill Anderson traduits ci-dessous concernent la période qui s'ouvre après l'écrasement de l'insurrection de 1916 et qui va jusqu'à la partition.

[...] La stratégie révolutionnaire de James Connolly se centrait sur le syndicat Irish Transport and General Workers Union (ITGWU) influencé par le syndicalisme révolutionnaire et sa branche armée, la Irish Citizen Army.

Pour un temps, dans la période suivant immédiatement le soulèvement, il semblait que ces instruments révolutionnaires étaient sur le point de disparaître. Plus tard, d'ailleurs, une publication de l'ITGWU notait que dans les jours sombres qui suivirent le soulèvement, le syndicat semblait brisé et saigné à blanc. Mais le syndicat allait connaître une renaissance frappante. Une combinaison de facteurs politiques et économiques – le plus important étant l'identification du syndicat avec la lutte nationale et en particulier avec le nom de plus en plus respecté de Connolly, le dirigeant assassiné – assura son nouveau développement.

Au moment du soulèvement, l'ITGWU comptait environ 5000 membres répartis en dix sections. Le soulèvement lui-même avait conduit à la mort et à l'emprisonnement de nombreux membres, dont une large proportion de responsables, et à la destruction des locaux du syndicat, Liberty Hall. Malgré tout cela, les effectifs avaient atteint 12000 membres à l'automne 1917 et avaient encore augmenté de 2000 à la fin de l'année.

Vers le milieu de l'année 1918, les effectifs avaient atteint 44 000 membres et à la fin de l'année, le syndicat regroupait 68 000 travailleurs répartis en 68 sections. Certes le développement ne se poursuivait pas au même rythme mais lors du retour de James Larkin en Irlande en avril 1923 le syndicat comptait 100 000 membres et 350 sections établies à travers toute l'Irlande, et sa trésorerie bénéficiait de ressources dépassant les 140 000 livres.

Il est clair que l'organisation mise en avant par Connolly comme instrument révolutionnaire n'avait pas fait que survivre aux difficiles années qui avaient suivi l'insurrection, mais constituait un mouvement en expansion, la plus forte organisation syndicale d'Irlande. Pour les militants qui avaient réorganisé l'ITGWU et contribué à son développement, Connolly n'était pas seulement une figure vénérée de l'histoire du syndicat, ni une icône pouvant attirer de nouvelles recrues, mais son enseignement demeurait une force vivante au sein du syndicat, lui fournissant la base théorique de son action.

Une question se pose pourtant : l'ITGWU avait-elle maintenu l'orientation syndicaliste et plus précisément syndicaliste-révolutionnaire d'où découlaient l'orientation et les objectifs de Connolly ? Dans de nombreux pays, ce courant expérimentait un déclin dont l'une

des causes était que de nombreux militants se tournaient, après la victoire de la révolution russe, vers les conceptions soviétiques.

En août 1916, se réunit dans la ville de Sligo, le congrès de la confédération syndicale, la Irish Trade Union and Labour Party Congress, la première réunion du mouvement ouvrier à l'échelle nationale depuis le soulèvement d'avril 1916. Ce fut une réunion marquée par la confusion. Certains des dirigeants les plus influents, comme O'Brien et T. Foran, n'avaient retrouvé leur liberté que depuis peu, ayant été internés par les autorités britanniques pour leurs activités nationalistes non militaires. En dépit de leur présence, le congrès ne prit pas de positions claires sur la plupart des questions importantes. Dans son discours inaugural, le président Thomas Johnson ne tarit pas d'éloges sur la mémoire de James Connolly, assurant le congrès « *qu'ayant une connaissance intime de la pensée de Connolly, de ses discours, de ses écrits, il pouvait dire que personne n'avait comme lui incarné les souffrances, les aspirations et les espoirs de la classe ouvrière* ». Mais dans ce discours, publié en brochure par décision du congrès, on ne trouve pas la moindre mention du syndicalisme industriel ou révolutionnaire, ni d'ailleurs d'aucune stratégie révolutionnaire. Cette conception demeurait pourtant vivante au sein de l'ITGWU.

Le 1^{er} juillet 1918, le comité exécutif du syndicat publia une brochure intitulée : « *The lines of progress* ». Dans la préface il est dit que ses auteurs « *partent du point de vue de Connolly et visent la nécessité du « One Big Union » (du seul grand syndicat) qui était le rêve de la vie de James Connolly* ». La préface poursuit : « *La grandeur de la pensée de Connolly, la force de ses convictions, l'héroïsme de sa mort ont marqué l'esprit d'une Irlande éveillée à la réalité des forces économiques par les conséquences de la guerre. Nous, qui récoltons ce que lui et Lardin ont semé, tenons beaucoup à utiliser la popularité et la croissance de*

notre syndicat pour unir notre organisation avec la seule solution scientifique aux problèmes du travail avancée dans ce pays. Nous devons donc veiller à ce que le développement actuel et futur de ce syndicat se fonde sur un système qui n'aura pas à être modifié lorsque enfin « The One Big Union » (le seul grand syndicat) sera considéré par le mouvement ouvrier en Irlande comme l'instrument adéquat pour réaliser l'émancipation effective du joug de l'esclavage. »

Les lignes directrices de cette brochure reprennent l'essentiel des positions développées par Connolly dans son ouvrage : « *The axe to the root* » (Porter la hache à la racine, parfois publié sous le titre : « *Socialism made easy* »). Ce texte fut d'ailleurs réédité par l'ITGWU en 1921, avec une introduction précisant : « *La démarche, la méthode et les buts de l'ITGWU sont ceux expliqués dans cette brochure, la plus populaire des œuvres de James Connolly* » et conclut « *que ce n'est là qu'un élément de la pensée et de l'exemple qu'il nous a légués. C'est notre devoir que de mettre en pratique l'action et les principes pour lesquels il a vécu et pour lesquels il est mort.* »

[...] Il est clair que pour les responsables du mouvement ouvrier irlandais et particulièrement ceux de l'ITGWU, les écrits de Connolly, pénétrés par les idées syndicalistes révolutionnaires, avaient une importance primordiale dans le domaine de l'éducation et de la propagande. Il ne s'agissait pas là de nostalgie mais d'une conviction de la justesse des positions de Connolly. En septembre 1918, un commentateur notait que « *c'était principalement au travers des écrits de Connolly que l'importance de la question du contrôle de l'industrie est plus largement saisie au sein du mouvement ouvrier irlandais* » ; et bien que l'essentiel des textes de formation ou de propagande au sujet du rôle des syndicats se réfère presque exclusivement aux positions de Connolly au point de lui attribuer la paternité des conceptions syndicalistes

révolutionnaires, il y eut quelques tentatives de rompre avec cette conception marquée d'étroitesse nationale. Il est arrivé que la presse syndicale reproduise le préambule du texte fondateur des Industrial Workers of the World ainsi que d'autres textes de militants américains.

Tout en maintenant son attachement aux conceptions de l'IWW, l'ITGWU et, dans une certaine mesure, le mouvement ouvrier irlandais dans son ensemble, connrent une période de fervente sympathie et de soutien à la Révolution russe et au gouvernement soviétique. Cela s'exprime dans l'organisation de meetings convoqués pour exprimer le soutien à la révolution et dans de nombreuses publications d'articles favorables au pouvoir soviétique, y compris des traductions de textes russes, dans la presse du mouvement ouvrier.

Le premier et sans doute le plus impressionnant des meetings de défense du pouvoir soviétique eut lieu à Dublin au début de l'année 1918. « Une foule

considérable » participa à un meeting tenu à Mansion House « pour féliciter le peuple russe de la victoire qu'il avait remportée au compte des principes démocratiques. O'Brien présidait et d'autres responsables du syndicat comme O'Shannon, Foran et Coates étaient parmi les orateurs. Il n'est pas étonnant qu'un public dont on peut sans risque assurer qu'une grande partie appartenait à l'ITGWU ait réagi positivement à l'affirmation de l'un des orateurs, Lodge, réclamant que le siège du gouvernement britannique en Irlande devienne le local du syndicat.

La principale résolution qui fut votée soulignait que « *le peuple de Dublin partageait la position des bolcheviques* » et que « l'interprétation que la Russie donnait du principe démocratique était la seule qui était acceptable par le peuple d'Irlande ». O'Shannon qui présentait cette résolution devait ajouter que « *la liberté politique ne sera pas suffisante pour notre pays ; ce que nous voulons, c'est une révolution sociale* ».

Le soviet de Limerick

Compte tenu du niveau de soutien à la Russie révolutionnaire et de l'intérêt suscité par elle, il était sans doute inévitable que certains secteurs du mouvement ouvrier cherchent à s'inspirer de son style.

Des soviets, généralement d'une durée éphémère, se créent dans de nombreux endroits comme Limerick, Broadford, knocklong, Bruree et Arigna.

La tentative la plus marquante sur ce terrain, et celle sur laquelle on dispose de plus d'informations, est celle de Limerick en avril 1919.

Dans les années précédentes, la ville avait été signalée comme un centre d'activités révolutionnaires. Pendant un temps y avait été publié un journal se réclamant de la gauche du mouvement ouvrier « the bottom dog » plein d'humour et au ton agressif, ce qui n'a sans doute pas été sans effet sur les développements ultérieurs. Le journal avait notamment republié des écrits de Connolly et s'était à

maintes reprises réclamé de son action en 1916. Certains des militants de la localité avaient d'ailleurs collaboré avec lui. Un article paru dans « *Irish opinion* » de février 1918 et intitulé « *L'idéal de Connolly vit à Limerick* » signalait que le secrétaire de la section de Limerick de l'ITGWU avait déclaré lors d'une réunion qu'ayant combattu à Dublin, il pensait comme Connolly qu'une Irlande libre devait signifier la liberté pour les ouvriers d'Irlande.

Une grève générale fut effective à partir du 13 avril 1919. Elle est parfois appelée « la grève du permis » puisqu'elle fut déclenchée en réponse à une décision des autorités militaires promulguant que la présentation d'un « permis » serait désormais obligatoire pour entrer dans Limerick ou pour en sortir. Le jour précédent, le « *Voice of labor* » publia un article dont l'auteur était sans doute O'Shannon, mais qui reflétait les positions

de la direction de l'ITGWU. Il y était question des soviets dans les termes suivants : « *Nous considérons comme résultat d'une réflexion sérieuse que la meilleure et la plus efficace des répliques que l'Irlande peut donner à Mac Pherson et au gouvernement qu'il représente, c'est la mise en place dès maintenant des soviets en Irlande (...) L'idée même des soviets gagne aujourd'hui toute l'Europe (...) La meilleure et la plus efficace réponse de l'Irlande est l'établissement immédiat des soviets, les instruments qui aboutissent à l'instauration de la dictature du prolétariat irlandais.* »

Il n'y a pas de doute que la direction de l'ITGWU a joué un rôle substantiel vis-à-vis des travailleurs de Limerick en mettant en avant la question des soviets et que, de plus, l'influence des positions de Connolly compte pour beaucoup dans l'orientation radicale prise par la grève. Le journal des grévistes « *The workers bulletin* » (« Le bulletin ouvrier ») proclamait fièrement qu'il était publié par le prolétariat de Limerick et soulignait : « *James Connolly n'est pas mort en vain, son esprit vit aujourd'hui parmi les travailleurs de Limerick. (...) Nous lui rendons le plus grand des hommages en poursuivant le combat contre la tyrannie et l'oppression.* »

Mais en dépit de multiples promesses d'un large soutien, les grévistes durent constater que les leaders de l'ITGWU furent bien lents à se manifester. Tom Johnson, au nom de l'ILPTUC prit certes la parole pour exprimer son soutien, mais celui-ci devait demeurer verbal et moral. La confédération n'assura pas le soutien financier et logistique qui aurait permis à la grève de tenir et ses composantes ne purent s'entendre pour lancer un appel à une grève générale nationale en solidarité avec Limerick.

La grève s'effondra véritablement le 24 avril, lorsque l'évêque catholique de Limerick et le maire de la ville envoyèrent conjointement une lettre à l'union locale des syndicats de Limerick demandant qu'il y soit mis fin. Si cette intervention est

clairement responsable du blocage des mouvements de sympathie et de solidarité à l'égard de la grève et du moment de son interruption, c'est la direction du mouvement ouvrier à l'échelle nationale qui a assuré l'échec de cette grève avant que le coup final ne lui soit porté.

A la suite de cet échec, le journal « *Voice of labor* » notait avec un optimisme quelque peu exagéré qu'un résultat de cette grève « conduite efficacement par un comité central de grève est une leçon d'action et d'unité qui stimule notre volonté d'aboutir à un grand syndicat industriel ». En fait, la réalité était inverse, l'échec de la grève et plus spécifiquement l'échec du mouvement ouvrier à l'échelle nationale à donner un soutien efficace aux grévistes fut généralement admis. Ainsi au congrès de l'ILPTUC (de la confédération) en 1919, T. Foran, alors président de l'ITGWU, caractérisait la grève de Limerick comme « *un exemple parfaitement clair du caractère inadéquat des méthodes que nous employons* » et poursuivait en expliquant que si alors avait existé « le grand syndicat industriel » (The One Big Union) des décisions plus positives auraient été prises à Limerick.

Ce congrès de 1919 devait d'ailleurs consacrer une grande partie de son temps à discuter de quelle manière on pouvait avancer vers le « One Big Union ». L'un des orateurs soulignait que seulement un très petit nombre de délégués ne considérait pas que le One Big Union était le but que nous désirions et que, tôt ou tard, sa réalisation était inévitable. Mais si l'on prend en compte le fait que d'autres tentatives de travailleurs d'établir des soviets continuaient à se voir refuser l'appui du mouvement ouvrier organisé, on peut considérer que cette concentration sur des problèmes d'organisation masquait la limitation à un plan purement théorique du soutien de la direction à la conception soviétique et à l'établissement de soviets en Irlande.

Dans la pratique les dirigeants du mouvement ouvrier n'avaient ni la conviction, ni l'audace nécessaires pour

soutenir les actions radicales potentiellement révolutionnaires des secteurs de leur base.

A deux reprises, la confédération syndicale (ITUC) appela et organisa avec succès deux grèves générales de durée limitée sur des objectifs précis. Une grève de 24 heures, à l'échelle nationale contre la conscription en avril 1918 et une grève générale de 48 heures pour la libération de tous les prisonniers républicains en avril 1920. D'autres mouvements majeurs furent organisés, comme les grèves contre le système des permis de transport et les

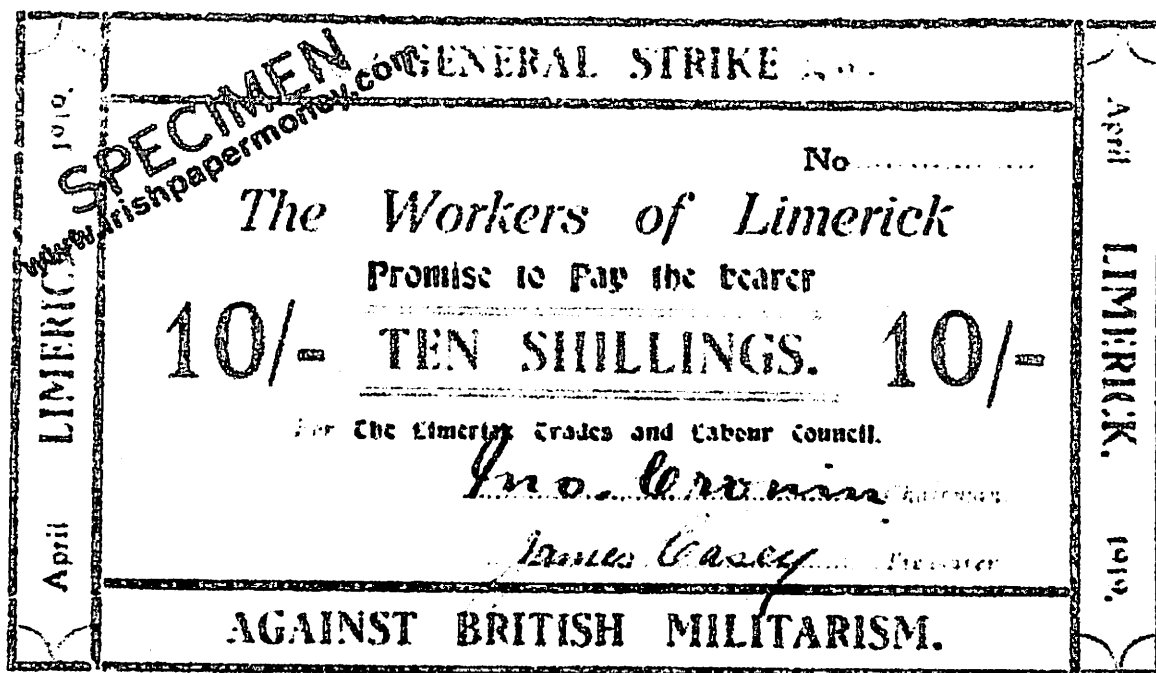
grèves contre le transport de munitions en 1920.

Tous ces mouvements avaient en commun d'être organisés autour d'un objectif particulier et restaient limités dans leur ampleur et leurs buts.

[...] Ils ne se situaient pas dans le cadre de la conception syndicaliste révolutionnaire de la grève générale comme moyen révolutionnaire de destruction du capitalisme.

Il faut aussi souligner que ces grèves majeures étaient organisées plus autour de revendications découlant de la lutte pour l'indépendance nationale que sur le terrain socialiste.

REPRODUCTION D'UN BON D'ACHAT GARANTI
PAR LE COMITE DE GREVE DE LIMERICK



Traduction :

« Grève générale »

Les travailleurs de Limerick
s'engagent à payer au porteur
dix shillings

pour le Comité intersyndical
le trésorier

A BAS LE MILITARISME BRITANNIQUE

Les événements de Limerick

Dans son article, Bill Anderson se réfère à ce qui est resté dans l'histoire sous le nom du « soviet de Limerick ». Voici quelques éléments supplémentaires sur cet important épisode, tirés d'un bulletin anarcho-syndicaliste « *Workers solidarity movement*. »

Limerick qui est une ville d'environ 40 000 habitants, au bord du Shannon, se trouve au centre de l'Irlande. Bill Anderson dans son article souligne qu'elle était marquée par une forte activité syndicale et la présence de militants se réclamant d'une lutte révolutionnaire contre le capitalisme. L'ITGWU qui se réclamait de la tradition de Connolly comptait 3000 adhérents dans la ville. Lors du 1^{er} mai 1918, ce sont plus de 10 000 travailleurs de Limerick et de la région qui se rassemblaient et qui votèrent une résolution qui déclarait :

« Nous, les travailleurs de Limerick et de la région, réunis dans un meeting de masse, adressons notre salut fraternel aux travailleurs de tous les pays et adressons un salut particulier à nos camarades de Russie qui ont mené un combat magnifique pour leur émancipation sociale et politique. »

En 1919, un incident sanglant lié à la guerre d'indépendance nationale devait entraîner une riposte massive du mouvement ouvrier et de la population travailleuse de Limerick.

Eddie Byrne était un postier (il travaillait comme téléphoniste à la poste centrale de Limerick), détenant des responsabilités syndicales (il était délégué à l'union locale) et appartenait à l'Armée Républicaine Irlandaise (IRA). En janvier 1919 Eddie Byrne fut licencié pour avoir assisté aux obsèques d'un volontaire de l'IRA. Peu après, sa maison fut perquisitionnée. Byrne fut arrêté sous l'accusation de détention d'armes et condamné à un an de travaux forcés.

Dans la prison, il s'imposa comme l'un des responsables des détenus républicains. Réclamant le statut de

détenus politiques, les prisonniers furent soumis à de nombreuses exactions. Finalement Byrne entama une grève de la faim.

L'indignation montait à Limerick. Le maire et le conseil municipal protestèrent contre la manière dont les prisonniers étaient traités. L'union syndicale locale appela à la mobilisation, se solidarisant avec les prisonniers.

Trois semaines après le début de la grève de la faim, Byrne fut transféré dans un hôpital de la ville. L'IRA organisa alors une opération pour le libérer. Le détachement de l'IRA se heurta à la police et au cours de la fusillade, Byrne fut mortellement blessé et un policier abattu.

Dans les jours qui suivirent, une grande partie de la ville de Limerick et des parties des districts environnants furent déclarés « zone militaire spéciale ». Toute personne pénétrant ou quittant cette zone devait présenter aux postes de contrôle militaires un « permis spécial ». Les permis étaient délivrés par l'autorité militaire sur recommandation de la police locale certifiant de « leur loyauté à l'égard de la Couronne ». Ainsi toute personne connue, ne serait-ce que pour ses sympathies à l'égard de la cause républicaine, ne pouvait obtenir de permis et ne pouvait se rendre à son travail. La limite de la « zone militaire spéciale » séparait la concentration ouvrière de Thomondgate du reste de la ville. Ultime provocation, l'armée interdit le passage à la plupart de ceux qui voulaient se rendre aux funérailles d'Eddie Byrne.

Le 13 avril commença la grève générale. L'appel avait été lancé par les délégués des 35 syndicats affiliés à l'union locale, unanimes dans leur refus

d'accepter l'état de siège décrété par les autorités militaires. Douze heures de discussion avaient précédé la décision. L'appel fut imprimé dans la nuit par les travailleurs d'une imprimerie agissant sur ordre du comité de grève et placardé sur tous les murs de la ville.

Un comité de grève avait en effet été formé. C'est lui qui pendant près de deux semaines exerça le pouvoir à Limerick. Des commissions de ce comité avaient été formées pour assurer la propagande, la sécurité, l'alimentation et les finances.

La grande majorité des travailleurs cessa le travail. Pratiquement tous les secteurs de l'industrie et du commerce furent fermés. Lorsqu'un établissement - ce fut par exemple le cas des cinémas - ouvrait, sa façade était barrée d'une annonce : « *Avec l'autorisation du comité de grève* ».

C'était d'ailleurs l'ensemble des activités qui étaient placées sous l'autorité du comité de grève, c'est lui qui contrôlait les entrées et les sorties de Limerick. C'est sous son autorité que les vivres étaient distribués, des prix maximum fixés et parfois des biens de première nécessité étaient remis aux grévistes contre des bons émis et garantis par le comité de grève.

On comprend qu'isoler Limerick soit devenu un problème non seulement pour les autorités britanniques mais pour toute une partie du mouvement nationaliste qui prit appui sur le refus des directions du mouvement ouvrier - y compris celle de l'ITGWU - de sérieusement organiser la solidarité autour de Limerick. Les proclamations de solidarité restèrent dans le domaine de la rhétorique. Même l'aide financière tarda à arriver. La seule aide effective et immédiate dont bénéficia la population travailleuse de Limerick fut une aide en produits alimentaires, fournie par les paysans de la région et les commerçants.

Les syndicats irlandais versaient un soutien financier à leurs adhérents mais la direction des syndicats britanniques (auxquels appartenaient nombre de travailleurs irlandais puisque l'Irlande

dans sa totalité était une possession du Royaume-Uni) s'y refusa. Ce fut le cas notamment du syndicat des travailleurs des chemins de fer, la NUR (National Union of Railwaymen).

C'est dans ces conditions que les autorités purent chercher à diviser le mouvement, d'abord en acceptant que les permis soient délivrés non par l'armée mais par les employeurs, puis en retirant l'obligation pour certaines catégories.

Le coup de grâce fut toutefois porté par l'action conjointe de l'Eglise et de la municipalité - pourtant nationaliste - demandant l'arrêt du mouvement.

La question irlandaise au 2^{ème} congrès de l'Internationale Communiste

Le 2^{ème} congrès de l'Internationale Communiste s'ouvrit à Petrograd le 17 juillet 1920 et se termina le 7 août. Plus de deux cents délégués venant d'environ trente-cinq pays y participèrent.

Le 2^{ème} congrès, au travers d'amples discussions, dessina les frontières de l'Internationale Communiste, précisant ce que devait être le caractère et le rôle des partis regroupés dans l'Internationale et discuta de la participation aux élections, de la question syndicale.

C'est aussi lors du 2^{ème} congrès mondial que fut posée, dans toute son ampleur, la question de la signification – du point de vue de la lutte de classe internationale du prolétariat - des mouvements d'émancipation des pays coloniaux et opprimés. Un débat essentiel s'engagea autour du projet de thèses préparé par Lénine et des thèses additionnelles élaborées par M.N Roy.

C'est dans ce débat – où de nombreuses références furent faites à l'Irlande, notamment en ce qui concerne les tâches des communistes britanniques - que devaient intervenir les deux délégués irlandais présents (avec voix consultative).

Il s'agit de Roddy Connolly, le fils de James Connolly, qui avait déjà derrière lui une activité s'étendant sur plusieurs années, à la fois dans le combat contre la domination britannique et dans le regroupement de militants s'orientant vers l'Internationale Communiste et de E.MacAlpine résidant alors aux Etats Unis et lié à John Reed.

Dans sa classique histoire de la révolution russe, « *The bolshevik révolution* » 1917-1923, l'historien anglais E.H.Carr écrit : « *Le soutien ouvert de Lénine aux mouvements de libération nationale même d'un caractère bourgeois reçut l'assentiment enthousiaste du délégué irlandais, fils du leader exécuté à Dublin en 1916.* ».

Ils sont désignés dans les procès verbaux du congrès sous les initiales X et Y (le congrès se tient alors que la guerre d'indépendance bat son plein)

Nous reproduisons les interventions de Connolly et de MacAlpine faites lors de la cinquième session du Congrès le 28 juillet consacrée à la poursuite de la discussion sur la question nationale et coloniale et la faisons suivre du rapport écrit auquel se réfère Connolly. Ce rapport a été publié dans le Bulletin Communiste n° 10 de mars 1921 sous la signature de Thomas Darragh.



Lénine avec les délégués irlandais (Roddy Connolly, à droite, et
Eadhonn MacAlpine, à gauche)
lors du 2^{ème} Congrès de l'Internationale Communiste

Intervention de Roddy Connolly

au 2^{ème} congrès de l'Internationale Communiste

dans la discussion des thèses

sur la question nationale et coloniale

Les thèses du camarade Lénine ont souligné les traits fondamentaux de la tactique d'ensemble de l'Internationale Communiste à l'égard du mouvement national révolutionnaire des pays opprimés.

Pour appliquer effectivement ces thèses, l'Internationale Communiste doit disposer d'une information fiable sur l'histoire et les bases économiques de ces mouvements dans divers pays et de plus doit avoir la possibilité d'évaluer la signification révolutionnaire des diverses forces à l'œuvre dans ces pays. Aussi, sans discuter des thèses dans leur ensemble, nous voudrions maintenant donner un rapport détaillé sur la situation en Irlande.

La question irlandaise peut être vue comme une question relevant de l'oppression nationale selon trois points de vue différents : du point de vue du mouvement révolutionnaire national ; du point de vue des petits bourgeois sociaux démocrates et libéraux ; et du point de vue de l'Internationale Communiste

Dans le premier cas, l'Irlande est considérée comme une unité nationale distincte, opprimée par l'Angleterre à la fois économiquement et politiquement depuis sept siècles et la solution du problème réside uniquement et simplement dans l'indépendance complète de l'Irlande vis à vis de l'Angleterre. Toutefois pour atteindre ce but, un état bourgeois démocratique, doit être établi sur le modèle des autres républiques démocratiques de l'Europe occidentale. Sans cela, l'Irlande ne pourrait se développer pleinement sur le plan économique et culturel.

Du point de vue des libéraux – point de vue qui est partagé à quelques détails près par les petits bourgeois sociaux démocrates - l'Irlande est déjà économiquement et politiquement une composante de la Grande Bretagne. En conséquence, les revendications nationales peuvent être satisfaites par des concessions politiques raisonnables dans le cadre d'un gouvernement relativement autonome et une telle indépendance ne doit pas menacer la métropole.

Du point de vue de l'Internationale Communiste, les choses sont tout à fait différentes.

Dans la phase ultime du système capitaliste, la situation de toutes les minorités et des colonies est exceptionnellement complexe. Au sein de la majorité de ces peuples et races opprimés se développe un mouvement révolutionnaire dirigé contre l'impérialisme. Même si la lutte de l'Internationale Communiste s'oriente vers d'autres buts, elle ne peut simplement tourner le dos à ces soulèvements révolutionnaires dont le but est de se libérer de l'impérialisme. Elle doit au contraire apporter son soutien à tout mouvement qui peut contribuer à la marche en avant de la révolution mondiale. L'Internationale Communiste doit encourager et soutenir tout mouvement qui vise à affaiblir les puissances impérialistes et à renforcer le mouvement grandissant vers la révolution mondiale. L'Internationale Communiste doit fortifier et unir tous les groupes communistes impliqués dans de telles luttes. Une telle politique assurerait la formation d'un parti communiste dans lequel, face à la dictature militaire de l'impérialisme, se

développeront une stricte centralisation et une sérieuse discipline lui permettant de mener une rude lutte pour le pouvoir contre sa propre bourgeoisie, après s'être libéré du joug impérialiste.

Partant de ces éléments, nous demandons que l'Internationale Communiste soutienne les mouvements révolutionnaires nationaux. La seule voie qui puisse assurer le succès, c'est ce soutien actif combiné avec l'aide apportée par les groupes communistes du pays en question, si faibles soient-ils.

Cela est particulièrement vrai pour l'Irlande, où le soutien au mouvement national de l'Internationale Communiste et de la section britannique sans l'inclusion des groupes communistes irlandais ne pourrait qu'affaiblir ces derniers. Le soutien de l'IC est le seul moyen qui leur permettra, même dans les premières phases de la lutte révolutionnaire, de jouer un rôle significatif. Dans leur lutte contre l'impérialisme britannique, les nationalistes irlandais sont prêts à user de tous les moyens disponibles, et si l'action de l'Internationale Communiste se développe au travers des petits groupes communistes que j'ai mentionnés plus haut, les nationalistes seront contraints de demeurer neutres à l'égard des communistes qui disposeront ainsi d'un délai pour se renforcer et attirer à eux de nouvelles forces. En fait, il se peut que parfois ils aient à activement soutenir de tels groupes, facilitant inconsciemment leur propagande.

S'il n'existait pas de mouvement communiste en Irlande, le résultat direct - indépendamment du fait que l'Irlande demeure sous le joug de la dictature militaire qui y exerce aujourd'hui le pouvoir ou qu'elle forme un état bourgeois - serait de la transformer en une base sociale contre-révolutionnaire opposée à la montée de la révolution sociale en

(Roddy Connolly lit alors le rapport qui a été publié en français dans « Le Bulletin Communiste » n°10 de mars 1921 et que nous reproduisons après l'intervention du second délégué irlandais.)

Grande Bretagne. Et nous devons prêter attention au fait que dans les luttes la marine jouerait un grand rôle et l'Irlande possède des grands ports et des bases de sous-marins qui pourraient être utilisés par une flotte blanche pour assurer le blocus de la Grande Bretagne. Ceci nous ramène à la première partie du rapport qui soulignait la place stratégique de l'Irlande comme un facteur de grande importance pour le communisme.

(Ici Roddy Connolly se réfère à un rapport écrit reproduit plus loin)

Si nous analysons la situation mondiale comme celle d'une lutte âpre entre le centre de la révolution mondiale, la Russie soviétique avec les petits états groupés autour d'elle, et la Ligue des Nations sous la conduite de l'impérialisme britannique, alors l'Irlande, ce foyer permanent de révolution qui brûle au cœur de l'Europe, qui contraint l'Angleterre à y maintenir 200 000 hommes armés, est d'une importance majeure pour le mouvement révolutionnaire international. Par ailleurs, nous devons faire tous les efforts pour empêcher que l'Irlande soit transformée en une sorte de base pour les massacreurs de la révolution anglaise.

En ce qui concerne les Irlandais qui vivent aux Etats Unis et ceux qui sont éparpillés dans l'Empire britannique, tout le monde sait qu'ils suivent avec un vif intérêt les événements politiques dans leur patrie, et est conscient de la vitesse avec lequel ils réagissent à ce qui s'y passe.

Ainsi la tendance de la politique irlandaise à s'orienter vers le communisme attirera les masses irlandaises vivant dans les possessions britanniques et aux Etats Unis et renforcera le mouvement du prolétariat international dans son ensemble.

Intervention de Eadhmann MacAlpine lors de la même session

J'attire votre attention sur la 12ème thèse qui dit :

« L'oppression séculaire des petites nations et des colonies par les puissances impérialistes a fait naître chez les masses laborieuses opprimées, non seulement un sentiment de rancœur envers les nations qui oppriment en général, mais encore un sentiment de défiance à l'égard du prolétariat des pays oppresseurs.

Un exemple de cet état de fait, c'est l'attitude des masses laborieuses irlandaises à l'égard du prolétariat anglais ; souvent elles ne font pas la distinction entre la classe dirigeante du prolétariat anglais de l'Angleterre et les ouvriers anglais. Cette attitude de la part des travailleurs irlandais est l'un des facteurs qui expliquent que – jusqu'à présent – le mouvement ouvrier anglais se soit montré incapable de comprendre les problèmes soulevés en Irlande.

La plupart des révolutionnaires polonais à qui j'ai parlé des conditions aujourd'hui existant en Irlande étaient étonnés de leur similarité avec celles prévalant en Pologne en 1905.

Similarité frappante et bien que les temps révolutionnaires actuels nous soient favorables, nous ne pouvons ignorer la possibilité de voir exploiter les revendications nationales de l'Irlande par la bourgeoisie anglaise face à une crise sociale. L'attitude du mouvement révolutionnaire britannique à l'égard de l'Irlande n'a pas été marqué par sa tolérance ni par l'adoption de la politique des sociaux démocrates qui soutiennent en paroles les nationalistes irlandais. Le fait que l'Irlande soit une arme puissante contre l'impérialisme britannique et qu'en même temps elle puisse être transformée en un instrument dangereux contre la

révolution semble être oublié. Il semble que le mouvement des « shop stewards » (délégué d'atelier) soit le premier à reconnaître l'importance de la question irlandaise et son rapport avec le mouvement révolutionnaire britannique. Les discussions qui ont eu lieu lors de la Conférence de Londres au commencement de cette année et les résolutions qui y ont été adoptées ont suscité, de la part des ouvriers irlandais, l'intérêt pour ce mouvement et ont contribué à lier de meilleures relations entre les deux prolétariats des deux pays.

Il est extrêmement important que les communistes britanniques soutiennent activement l'Irlande, qu'ils mènent une agitation au sein des troupes britanniques en Irlande, qu'ils empêchent l'envoi de renforts de munitions.

Il faut noter que le résultat de l'activité du mouvement ouvrier britannique a été le retrait des cheminots de la NUR (syndicat britannique des cheminots) et que ces derniers mois les métallurgistes du sud de l'Irlande ont quitté le syndicat britannique, AEU⁵.

Néanmoins, il ne doit pas y avoir de liens directs entre les communistes britanniques et le mouvement national anglais sans la médiation ou une discussion avec les communistes irlandais. Toute aussi importante est la

⁵ L'Irlande dans sa totalité faisait alors partie du Royaume Uni, de nombreux travailleurs irlandais appartenaient à des syndicats britanniques fédérés dans les Trade-Unions comme le syndicat des travailleurs des chemins de fer ou celui des métallurgistes cités ici. La direction des Trade-Unions et celle de ces syndicats refusaient de soutenir les revendications de leurs adhérents irlandais qui rejoignaient alors les syndicats constitués en Irlande comme l'ITBWU fondé par James Connolly et Jim Larkin

condition suivante : si les communistes anglais soutiennent la lutte nationale, ils doivent cependant faire la différence entre la révolution nationale et la révolution communiste.

Ils doivent montrer que leur attitude vis à vis de l'Irlande ne relève pas d'une réaction humanitaire bourgeoise à l'égard de l'oppression mais qu'elle découle des intérêts de classe communs qui lient le prolétariat et la paysannerie des deux pays.

Herman Forter a récemment dit que l'attitude des ouvriers anglais à l'égard de l'Irlande est l'indication des sentiments socialistes en Grande Bretagne. On peut ajouter que l'attitude des communistes anglais à l'égard de l'Irlande est la mesure de la clarté de l'expression communiste en Grande Bretagne.

Dans la commission il a été dit que les ouvriers anglais considéraient comme une « trahison » le soutien aux luttes révolutionnaires des colonies contre l'impérialisme britannique. Il faut dire que le plus tôt les ouvriers anglais apprendront à pratiquer cette trahison contre l'état bourgeois sera le mieux pour le mouvement révolutionnaire. Un tel soutien est absolument nécessaire, même s'il se limite à l'éducation des travailleurs britanniques.

Je m'oppose avec force à la proposition faite par le camarade italien Braziadri de substituer dans la thèse n° 11 la formule : « montrer un intérêt actif » à « soutenir activement ». Ce serait une formulation wilsonienne, vide de sens, comme toutes les formules de ce genre. C'est une manière détournée de vider tout ce point des thèses de son contenu et rappelle la méthode de la 2^{ème} Internationale à l'égard des petites nations.

J'aurais voulu développer d'autres points mais comme il ne reste pas de temps, je les évoquerai rapidement. La situation en Ulster – ou au moins dans la partie nord de cette province – diffère de celle existant dans

les autres parties de l'Irlande. Par bien des aspects, elle présente pour les communistes un problème moins compliqué que dans le reste de l'Irlande.

La majorité des habitants de cette partie de l'Irlande est anti-nationaliste et s'oppose au reste de la population de l'Irlande. A première vue, cela rend la situation plus compliquée mais elle rend pourtant plus claire la nécessité de la lutte des classes. L'oppression politique ne se confond pas avec l'oppression économique des travailleurs. Le fait que l'Ulster soit le centre industriel de l'Irlande et se voit comme une composante à égalité avec les autres du Royaume Uni, indique que l'Ulster se trouve sur un pied d'égalité avec les grands centres industriels d'Angleterre.

J'aimerais aussi parler de la question des coopératives qui se développent comme une composante importante de la vie économique en Irlande, mais je n'ai pas le temps. La croissance des coopératives à la campagne neutralise l'idéologie de la propriété privée qui crée tant de problèmes pour les communistes, en particulier dans la paysannerie. Les coopératives font avancer l'idée de développer toute une partie de la production sur une base communiste et renforcent la lutte des travailleurs ruraux et des semi prolétaires pour la terre. »

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITE DE LA TROISIEME INTERNATIONALE
123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

L'Irlande révolutionnaire et le Communisme

On attribue pour deux raisons une importance toute particulière au rôle de l'Irlande dans le mouvement communiste international: 1° par suite de la situation stratégique de ce pays à l'égard de l'Angleterre, qui est le siège central de l'impérialisme britannique; 2° par suite de l'influence du développement politique de l'Irlande sur la masse de ses nationaux disséminés en Angleterre et aux Etats-Unis.

Il nous semble important de faire un exposé succinct du mouvement ouvrier et socialiste irlandais et de dépeindre les personnes qui ont joué et jouent encore un rôle plus ou moins important dans ce mouvement. L'histoire moderne du mouvement ouvrier irlandais ne commence, à vrai dire, qu'à l'arrivée de Jim Larkin dans ce pays, en 1907. Jusqu'à cette date, le nombre des ouvriers irlandais, organisés en syndicats, était insignifiant; encore, se trouvaient-ils (dans la proportion de 90% environ), incorporés dans des filiales irlandaises de trade-unions anglaises. Ces membres purement officiels se bornaient au versement régulier de leurs cotisations et n'exerçaient qu'une influence minime ou à peu près nulle, sur la politique des unions, dont les organes exécutifs se trouvaient en Angleterre.

Jim Larkin, dont la personnalité était inséparable du Parti Ouvrier Indépendant anglais, dès l'origine de ce dernier, y apparut comme l'organisateur déjà connu du "Syndicat des Dockers anglais"; peu

après son arrivée, les ouvriers irlandais déclaraient leur première grande grève, à Belfast. Elle fut d'autant plus remarquable que la police y participa. L'excitation fut très grande et nécessita l'intervention d'une force armée très importante. Quelques mois après le règlement du conflit de Belfast, les dockers de Cork se mirent aussi en grève. En manière de protestation contre son attitude envers les grévistes de Belfast, et les mêmes procédés ayant été appliqués à ceux de Cork, Larkin rompit avec le "Syndicat des Dockers anglais" et organisa, sur les bases de l'unionisme industriel, le "Syndicat des Ouvriers des Transports et l'Union des Travailleurs Irlandais"⁽¹⁾. Après une série de grèves très mouvementées, ce syndicat se développa dans la plupart des grands ports et des centres industriels du pays. Connolly, rentré d'Amérique en 1910, alla aussitôt voir Larkin, qui se trouvait, à cette date, à la prison de Mountjoy, à Dublin. En résultat de cette entrevue, Connolly se chargea de la direction du Syndicat pour toute la durée de l'emprisonnement de Larkin et, plus tard quand celui-ci fut remis en liberté, les deux militants unirent leurs efforts. Depuis lors, ils n'ont pas cessé de travailler ensemble, jusqu'au moment où Larkin se rendit en Amérique

⁽¹⁾ Note du traducteur : Nous traduirons *Irish Labour Party* (I.L.P.) par Parti Ouvrier Irlandais ; *Irish Transport Union* (I.T.U.) par Syndicat des Travailleurs des Transports ; *General Workers Unions* (G.W.U.) par Union Générale des Travailleurs Irlandais ; *Irish Trade-Union Congress* par Congrès des Trade-Unions Irlandaises.

pour recueillir des fonds, dont avait besoin la caisse du Syndicat, presque complètement épuisée par la grande grève de Dublin, en 1913-1914.

Connolly avait, dans les jeunes années de son activité politique, participé activement au mouvement socialiste en Angleterre et tout particulièrement en Ecosse. Il était de ces jeunes marxistes intrépides et peu nombreux, qui, aux origines de la Fédération Social-démocrate, avaient refusé de prendre part aux premières manifestations du social-patriotisme et du social-réformisme de Hyndman, pour constituer le Parti Ouvrier Socialiste (Socialist Labour Party, dont il fut l'organisateur et le premier président. Jusqu'à ces derniers temps, il resta en contact permanent avec ce parti et son influence s'exerce encore dans cette organisation qui est une des forces socialistes militantes, si peu nombreuses, de l'Angleterre. En 1896, il rentra en Irlande, y constitua le Parti Socialiste Républicain Irlandais, la première organisation socialiste en Irlande. Il était directeur de son organe officiel - *The Worker's Republic (La République Ouvrière)* - grâce auquel la doctrine révolutionnaire du parti commença à gagner peu à peu les masses ouvrières irlandaises. Notons ici que, seul parmi les autres partis, le P.S.R.I. fut le premier à se prononcer ouvertement en faveur de l'instauration en Irlande d'un régime républicain. Ce parti était numériquement faible mais très actif, et tenta, sans succès d'ailleurs, de participer aux élections municipales.

En 1902, Connolly alla, en Amérique, voulant en rapporter, pour les besoins du parti, des fonds qu'il se proposait, de réunir au moyen d'une série de conférences politiques. Ce but atteint, il demeura quelque temps aux Etats-Unis et participa très activement à la création des I.W.W. et à l'organisation du Party Socialiste Ouvrier Américain. En 1908, il fonda la Fédération Socialiste Irlandaise d'Amérique et dirigeait son organe officiel *The Harp*, que l'on transporta plus tard en Irlande. En 1910, rentré dans son pays, il publia son livre *Labour in Irish History (Le Travail dans l'Histoire de l'Irlande)*, qui est la seule et unique interprétation marxiste de l'histoire du développement du

prolétariat et de la classe paysanne irlandaise.

Depuis 1910, Larkin et Connolly se trouvaient à la tête du mouvement ouvrier et socialiste irlandais. Leur travail consistait dans l'organisation du Syndicat des Ouvriers des Transports et des Travailleurs irlandais, dans la propagande de l'usage des grèves de masses et des grèves de sympathie et dans la transformation du Congrès des Trade-Unions irlandaises en un Parti Ouvrier Irlandais. Le syndicat sus-mentionné dont le mot d'ordre était l'abolition du salariat devint bientôt si puissant, qu'en 1913 la bourgeoisie irlandaise et les capitalistes anglais se virent dans la nécessité de s'unir, pour écraser, d'un commun effort, cette organisation qui offrait du danger à leurs intérêts. Cette alliance eut pour résultat le look-out et la grève de Dublin qui durèrent plus de dix mois et suscitèrent la première levée en masse du prolétariat irlandais. Les ouvriers radicaux anglais vinrent en aide à leurs camarades irlandais, en envoyant à Dublin de l'argent et des vivres, mais les leaders du Labour Party britannique, restant fidèles aux intérêts de la classe capitaliste et sabotant toute action révolutionnaire ouvrière, empêchèrent la demande de secours, adressée en Angleterre, d'avoir des suites, si bien qu'à la fin les ouvriers irlandais durent battre en retraite. Ce ne fut pour la bourgeoisie qu'une victoire à la Pyrrhus : le Syndicat des Transports, quoique éprouvé numériquement et pécuniairement, garda néanmoins intacte son organisation intérieure, et les ouvriers demeurèrent dans un état d'exaspération amère qui se fit sentir plus tard, pendant l'action du prolétariat en 1916.

La conflagration européenne trouva le Syndicat des Transports assez vigoureux pour protester contre les social-traitres du Labour Party britannique, qui ayant adhéré à la campagne de défense nationale, prenait une part active à la politique de représailles à l'égard de l'Irlande, considérée comme une petite nationalité, et des ouvriers irlandais, en tant que classe sociale. Larkin et Connolly ont organisé, dans tout le pays, une série de meetings, démasquant la nature impérialiste du conflit, exhortant les ouvriers à profiter, par tous les moyens en leur pouvoir, de la crise, critiquant sans

merci le Parti Ouvrier britannique et dévoilant le caractère bourgeois et impérialiste du parti parlementaire irlandais, qui portait jusqu'alors le masque d'un parti d'opposition à l'impérialisme britannique et qui soutenait maintenant la guerre; ils s'attaquèrent aussi à la réaction bourgeoise des sinn feiners qui s'étaient prononcés pour la neutralité de l'Irlande. Ces deux camarades, comprenant que les embarras de l'impérialisme britannique ne pouvaient être qu'utiles au prolétariat irlandais, préconisèrent l'armée citoyenne irlandaise, en élargissent la base, en armant ses partisans et rendant plus serrée l'organisation militaire de leur parti politique. Pour obtenir les fonds nécessaires à cette fin, Larkin ayant été expulsé par le gouvernement britannique, se rendit une nouvelle fois en Amérique, et Connolly se chargea, en son absence de la direction du parti et de la formation de l'Armée Citoyenne irlandaise, faisant lui-même presque tout cet important travail. Depuis lors et jusqu'à 1916, l'idée de l'Armée Citoyenne irlandaise absorbe les hommes politiques du Parti Ouvrier irlandais.

L'Armée citoyenne irlandaise (Citizen Army)

L'Armée Citoyenne irlandaise fut créée à Cork, en 1908. Elle avait pour but la défense des ouvriers contre les brutalités de la police; en dehors de cette destination, on n'en entendait parler que très peu et elle n'eut aucune importance jusqu'à la fin de 1913, époque à laquelle elle prit part à plusieurs conflits au cours de la grève de Dublin. Mais dès le début de la guerre mondiale, les leaders politiques commencèrent à manifester à l'égard de cette armée un intérêt très vif, se consacrèrent à son armement régulier, y invitèrent plusieurs instructeurs militaires, dont le capitaine White, fils du feld-maréchal britannique, sir George White, a été le premier. Cet officier avait été mêlé à la grève de Dublin et fut plus tard, en 1916, arrêté en Galles du Sud, sous l'inculpation d'avoir tenté d'y provoquer une grève de mineurs pour empêcher l'exécution de Connolly.

Connolly, en sa qualité de commandant, s'entoura d'un état-major socialiste, dont il avait désigné le chef, Michael Mallin, un tisserand en soie

(exécuté en 1916 par les Anglais). L'effervescence révolutionnaire nationale se répandant rapidement par tout le pays, les Anglais la combattirent par l'état de siège, ce qui détermina la création d'un état-major de coopération, jouant le rôle d'organe intermédiaire entre les volontaires nationalistes irlandais (Nationalist republican armed forces) et l'Armée Citoyenne irlandaise ; cet état-major de coopération fut constitué sur l'initiative du commandement de l'armée citoyenne et demeura à la tête de l'alliance jusqu'à l'insurrection de 1916. Le gouvernement britannique ayant suspendu tous les journaux révolutionnaires, Connolly se mit à publier son organe *Worker's Republic*, sous la protection de l'Armée Citoyenne, qui se chargea, en même temps, de la garde du " Liberty Hall " (Salle de la Liberté), où se trouvait le quartier général du Syndicat des Transports. Cet état de choses se maintint pendant trois mois, et le dernier numéro de la *Worker's Republic* parut deux jours avant l'insurrection.

L'organisation de l'Armée Citoyenne fut basée sur un principe prolétarien ; l'armée avait un commandant, un état-major, composé d'officiers supérieurs, et des officiers subalternes, élus par les soldats ; elle avait, en outre, un comité de direction, formé d'un nombre égal de représentants des officiers et des soldats. Le champ d'activité de l'armée se bornait à la ville de Dublin et à ses environs. C'était une force d'opération armée de premier ordre qui rivalisait sérieusement avec les Volontaires Irlandais; en maintes occasions elle soutint de véritables combats de rue; ses officiers, magnifiquement entraînés, et tout particulièrement son haut commandement, donnaient aux Volontaires Irlandais des leçons d'une grande utilité sur la guerre de partisans. L'Armée Citoyenne issue de la masse prolétarienne, comptait dans ses rangs de nombreux soldats qui avaient servi, pour des raisons d'ordre économique, dans l'armée anglaise.

L'Armée Citoyenne déclencha le mouvement révolutionnaire, précurseur de l'insurrection ; en dépit des hésitations sempiternelles du gros des leaders des Volontaires Irlandais, l'Armée Citoyenne, en face de la crise et grâce à son attitude résolue et énergique, les contraignit à une participation directe au soulèvement armé.

Si les forces révolutionnaires échouèrent dans leur entreprise, la faute en fut à l'ordre qui contremanda subitement la mobilisation des troupes républicaines irlandaises, commencée depuis onze heures. Ce fut l'œuvre des leaders bourgeois, dont les efforts tendaient incessamment à enrayer ceux de Connolly et à empêcher toute coopération des Volontaires Irlandais et de l'Armée Citoyenne. Malgré ce fait, un millier de combattants irréguliers républicains ont défendu la capitale, dont ils s'étaient emparés contre 47.000 soldats britanniques, armés et équipés d'après toutes les règles de l'art militaire moderne; les rebelles ont en outre combattu avec succès au nord de Dublin et provoqué plusieurs soulèvements armés dans l'Ouest de l'Irlande.

Au cours de la révolte, l'Armée Citoyenne, en tant que contingent des forces républicaines, attaqua le château de Dublin, où se tenait le quartier général du gouvernement britannique en Irlande. Elle s'en empara et prit possession de plusieurs positions stratégiques dans la ville même. Connolly fut le commandant en chef de toutes les forces de la République pendant toute la durée de l'insurrection. Après la capitulation, Connolly grièvement blessé au cours du combat, et Michael Mallin, chef de l'état-major de l'Armée Citoyenne, furent exécutés en même temps que d'autres leaders nationalistes de l'aile gauche, alors que la plupart des militants prolétariens, plus ou moins connus, avaient péri pendant ou furent tués après la bataille. L'Armée Citoyenne fournissant un nombre de combattants beaucoup plus important que les Volontaires Irlandais et étant poursuivie avec acharnement par les autorités britanniques, elle sortit naturellement de la lutte complètement délabrée, comme organisation militaire, tandis que les Volontaires Irlandais, beaucoup moins éprouvés, réussirent à maintenir intacte leur organisation intérieure dans une grande partie du pays, où il n'y avait pas eu de combats.

Après la remise en liberté, en décembre 1917, de tous les prisonniers, l'Armée Citoyenne commença sa réorganisation en cherchant à maintenir à sa base le principe prolétarien: le rôle prédominant appartenait maintenant aux Volontaires Irlandais et presque tous les chefs de l'Armée Citoyenne ayant été tués, celle-ci perdit de plus en plus

son influence et ne joue, en ce moment, aucun rôle dans la vie politique de l'Irlande. Il est à noter ici que l'Armée Citoyenne n'est pas une organisation communiste, bien qu'elle soit hostile aux tendances présentes du Parti Socialiste Irlandais et qu'elle n'ait coopéré avec lui qu'une seule fois en défendant, contre la police, un meeting convoqué par le parti en faveur de la révolution bolcheviste russe. Le programme de l'Armée Citoyenne irlandaise prévoit l'instauration en Irlande, par la force armée, d'une république ouvrière, – bien que les formes et la structure de cette république ne soient pas assez claires à la majorité de ses membres.

Les Sinn-Feiners et les Volontaires Irlandais

Pour bien comprendre les traits caractéristiques des sinn-feiners, il faut s'adresser à leur prédécesseur politique – le Parti Parlementaire Irlandais. Ce parti a joué, pendant plus de 40 ans, un rôle prédominant parmi les hommes politiques nationalistes irlandais. Il avait pour but d'assurer à l'Irlande un *home rule* dans les cadres de l'Empire britannique ; il y tendait par des moyens constitutionnels. Sur les 104 membres irlandais du Parlement britannique, le Parti Parlementaire Irlandais en comptait environ 80 ; le reste était composé d'unionistes hostiles au *home rule* et formant un groupe du parti des tories anglais.

Sous la conduite de Parnell, le Parti Parlementaire Irlandais fit de l'obstruction au Parlement britannique et défendit énergiquement son indépendance politique, refusant tout accord avec les partis anglais quels qu'ils fussent et prêtant son concours parlementaire tantôt à un groupe, tantôt à un autre. Cette politique finit par le compromettre et en faire un auxiliaire du Parti libéral anglais. Peu à peu, malgré bien des efforts pour faire valoir leur indépendance politique en Irlande, l'attachement des députés irlandais au Parti libéral anglais les mit à la remorque des hommes politiques de l'Empire britannique en les faisant renoncer à l'opposition dite démocratique, à l'impérialisme anglais. L'acte final de cette politique d'obstruction fut l'opposition des députés irlandais à la guerre sud-africaine de 1899-1901.

Pendant que le Parti perdait les liens qui le rattachaient à son pays, une nouvelle politique nationale naissait en Irlande : le mouvement *sinn feiner*. Un pamphlet intitulé : " La Résurrection de la Hongrie, Un parallèle pour l'Irlande ", commença, à cette date, à attirer vers lui l'attention générale. L'auteur de cet ouvrage, Arthur Griffith, journaliste indépendant bourgeois, dépeignait la lutte de la Hongrie pour son indépendance politique et recommandait l'application des méthodes et des moyens dont s'étaient servis les nationalistes hongrois. Il traçait un programme, dont le développement prévoyait la conquête du pouvoir par son parti après 1916 et dont les points capitaux étaient :

- a) formation, par la voie du système électoral anglais, d'un parti qui s'engagerait à ne pas participer au Parlement britannique,
- b) constitution d'un Parlement irlandais ou d'un conseil général,
- c) refus de payer les impôts à la Trésorerie royale anglaise,
- d) politique de défense contre les aspirations d'expansion du gouvernement britannique,
- e) encouragement de l'industrie irlandaise,
- f) constitution d'un corps consulaire irlandais, et g) encouragement à tous les mouvements nationaux irlandais, tels que la "Gaelic League" (Ligue gaélique), la régénération et le perfectionnement de la langue irlandaise, la "Gaelic Athletic Association" pour la restauration des anciens sports et jeux irlandais, la renaissance de la littérature et de l'art dramatique irlandais et l'organisation des boy-scouts irlandais pour faire face aux boy-scouts militaires anglais de Baden-Powell.

Les *sinn-feiners* reconnaissaient toute action politique et extra-parlementaire, mais ne recommandaient pas l'emploi des armes et ne tendaient pas à la création d'une République irlandaise. Ils restaient fidèles aux méthodes hongroises et insistaient sur la constitution d'un Parlement irlandais qui ne devrait être uni au Parlement britannique qu'en la personne du monarque britannique, qui serait, en même temps, roi d'Irlande, et ratifierait ainsi les votes des deux Parlements. Le fait est que pendant la première décennie du vingtième siècle, aucun parti, sauf le Parti Socialiste Républicain

Irlandais, ne professa ouvertement l'idée d'une république irlandaise.

Pendant nombre d'années, bien avant l'insurrection, malgré la popularité toujours croissante et le krach politique du Parti Parlementaire Irlandais, les *sinn-feiners* ne réussirent pas à devenir une force, et existaient plutôt pour critiquer le Parti Parlementaire Irlandais et sans revêtir le caractère d'un parti politique concret. Leur programme économique s'accordait parfaitement avec les thèses surannées de l'économiste bourgeois Friedrich List et leurs décisions économiques respiraient un esprit de réaction outrancier. En 1913, les *sinn-feiners* se montrèrent hostiles à la grève de Dublin.

Pendant la période qui s'étendit du commencement de la guerre à l'insurrection, les *sinn-feiners* jouèrent un rôle plus révolutionnaire, étant fortement influencés par le mouvement des Volontaires Irlandais, qui étaient alors, bien plus que les *sinn-feiners* eux-mêmes, la force nationale prédominante dans toute la politique irlandaise. Après l'insurrection, les *sinn-feiners*, bien qu'ils n'eussent point participé activement à la lutte, se mirent à la tête du mouvement national irlandais, ayant éliminé de leur programme les éléments réactionnaires et mis le reste en accord avec les aspirations populaires tendant à l'instauration du régime républicain en Irlande. Ils allèrent de succès en succès et finirent, en 1918, au cours des élections parlementaires générales, par envahir politiquement tout le pays; ils aboutirent à la constitution de leur propre parlement, " Dáil Éireann ", et tentèrent même de former un ministère et de prendre le pouvoir. Le parlement irlandais fut aussitôt déclaré illégal et fonctionne depuis lors, comme il peut, bien que la plupart de ses membres soient détenus dans les prisons anglaises, dont ils ne s'échappent qu'à force de grèves de la faim, d'assauts des prisons par le peuple et d'autres stratagèmes révolutionnaires.

Au fur et à mesure que l'oppression du militarisme anglais augmente, les *sinn-feiners* tombent, de plus en plus, sous l'influence des Volontaires Irlandais, et c'est, à l'heure qu'il est, cette dernière

organisation, qui, ayant recours aux armes, démolit les bureaux du fisc anglais et les baraquements de la police, forme des comités judiciaires et des tribunaux, crée des conseils d'arbitrage agraires, etc., bref, met à exécution la doctrine politique et économique des sinn-feiners. Durant les dernières élections, les sinn-feiners ont gagné à leur cause la plupart des municipalités et des conseils ruraux, ayant battu leur adversaire le plus sérieux, le Parti Ouvrier Irlandais, avec lequel ils se partagent l'administration locale du pays. Toute la politique des sinn-feiners ne tend qu'à rendre impossible la gestion de l'Irlande par les Anglais et à constituer le plus grand nombre possible d'institutions publiques qui permettraient au parti de se comporter comme un gouvernement bien organisé.

Les Volontaires Irlandais forment une organisation purement militaire ayant un état-major général et des officiers élus par les soldats. Nombre de ces officiers, chargés de diverses fonctions exécutives sont des sinn-feiners membres du Parlement, qui relie en quelque sorte ces deux organisations et facilitent aux Volontaires Irlandais le contrôle de l'activité des sinn-feiners. Le programme des Volontaires Irlandais a pour base l'institution en Irlande, par la force des armes, d'un régime républicain, et cette république a déjà pris corps et est en voie d'établissement définitif par les efforts combinés des Volontaires Irlandais et des sinn-feiners. Les Volontaires Irlandais se composent principalement de prolétaires et de paysans, bien que la plupart des officiers appartiennent à la petite bourgeoisie et aux fermiers. La masse des Volontaires Irlandais considère l'instauration du régime républicain en Irlande comme la question la plus importante de leur programme et seraient enclins à ne poser les questions sociales qu'après l'accomplissement de leur grande tâche politique. Mais la fidélité des Volontaires Irlandais, habitant la campagne, à cette idéologie se trouve quelque peu ébranlée, par suite de leur adhésion au Syndicat des Transports et à l'Union des Travailleurs Irlandais (I.T.W.U.) et l'étincelle de conscience de classe qui éclaire, de ce fait, leur esprit leur montre que des difficultés économiques toujours croissantes les mettront

inévitablement en opposition avec les Volontaires Irlandais appartenant à la classe des fermiers. En somme, les Volontaires Irlandais ne comptent parmi eux que très peu de socialistes et un groupe de partisans et d'admirateurs de Connolly, que séduit l'idée d'une république ouvrière.

A la suite de la constante effervescence révolutionnaire parmi toutes les classes de la population et en raison du mouvement anglophobe à peu près général qui pousse les diverses couches sociales à une coopération spasmodique avec les révolutionnaires, avec lesquels elles ne sympathisaient pas jusqu'ici, il est bien difficile d'établir, à l'heure présente, quelles sont les classes dont ces diverses organisations sont l'expression plus ou moins fidèle. Généralement parlant, les sinn-feiners sont représentés à la campagne par les petits fermiers et les paysans pauvres ou qui prennent des terres à ferme, — dans les villes d'importance secondaire par les petits boutiquiers et par la classe moyenne et, enfin dans les centres industriels par les petits manufacturiers, les marchands et les bourgeois intellectuels. Ce mouvement ne comprend pas de gros propriétaires fonciers ni même de capitalistes moyens, ces classes dépendant, en Irlande, presque entièrement du capitalisme britannique et étant politiquement représentées par les tories anglais et les partis libéraux. Le caractère social du conglomerat que présente le parti des sinn-feiners y provoque nécessairement des courants contraires et, tant que la coopération de ces classes et des masses ouvrières, lui sera indispensable pour réaliser l'indépendance politique du pays, le pays se trouvera dans l'impossibilité de formuler un programme social ou économique quelconque. Le but du parti étant l'indépendance politique, il estime nécessaire pour y aboutir, la participation de toutes les classes de la population à cette œuvre et, pour s'assurer cette coopération et la maintenir en vigueur, n'ose pas adopter officiellement tel ou tel autre programme politique ou économique. Le parti sinn-feiner a fait publier un soi-disant programme démocratique qui réunit tous les lieux communs hypocrites et faux de la bourgeoisie démocratique: souveraineté du peuple, égalité des citoyens, etc., et révèle, en même temps, son véritable esprit de

classe, en promettant la réglementation internationale des conditions du travail, etc., de *la classe ouvrière*. En somme, l'idéologie de ces deux mouvements alliés, des sinn-feiners et des Volontaires Irlandais, est semblable à celle d'une petite nationalité. Les sinn-feiners basent toutes leurs espérances sur l'antagonisme existant entre l'Angleterre et l'Amérique et ils se sentent de plus en plus enclins à s'attacher au capitalisme américain et à lui être utiles.

Le mouvement ouvrier irlandais

Le mouvement ouvrier irlandais est entretenu par le Syndicat des travailleurs des Transports, l'Union des Travailleurs Irlandais, les Syndicats professionnels locaux ou nationaux et les filiales de la grande Union des Syndicats ouvriers, ainsi que de l'Union nationale des cheminots et de l'Union générale des mécaniciens. Au point de vue national, ce mouvement agit sur les masses ouvrières par le Congrès des trade-unions irlandaises et par le Parti Ouvrier Irlandais ; au point de vue local, par des conseils composés de représentants de diverses unions de province. Parmi les organisations sus-mentionnées, la plus puissante est le Syndicat des travailleurs des Transports et l'Union générale des Travailleurs irlandais qui compte 120.000 membres. A ses débuts, l'Union avait pour base l'unionisme industriel et ne cherchait pas à s'accroître numériquement, bornant son activité aux grandes villes et centres industriels. Elle utilisait avec beaucoup d'énergie et de succès les armes dont elle disposait : influence sur les masses ouvrières, grèves de sympathie, etc., et se livrait, en même temps, à une campagne de propagande révolutionnaire permanente et très intense. Depuis l'insurrection, ayant perdu ses deux leaders les plus éminents et en augmentant, sans les choisir, le nombre de ses membres, l'Union a vu les idées révolutionnaires dont elle s'inspirait s'oblitérer au point qu'elle se trouve en ce moment réduite à une organisation professionnelle d'ouvriers non spécialistes, bureaucratique et fortement centralisée. Elle n'a plus rien de commun avec les syndicats ouvriers, ni avec les récents succès de l'unionisme industriel, et tend à devenir une arme lourde et peu efficace, dont le prolétariat ne peut se servir ni contre l'impérialisme étranger, ni contre le capitalisme de son propre pays.

La plupart des membres du Syndicat des Transports et de l'Union des Travailleurs irlandais se recrutent parmi les paysans pauvres et les laboureurs, qui sympathisent peu les uns avec les autres ; et leur activité ne s'accorde pas avec celle du prolétariat industriel. Il ne faut pas oublier, d'ailleurs, que l'organisation du prolétariat rural a été une rude besogne et qu'elle a réveillé chez les prolétaires la conscience de classe. Quant à la forme d'organisation et à l'échec subi par le Syndicat des Transports, dans ses efforts d'élever politiquement ces ouvriers originaires des campagnes et de leur indiquer leur position de classe, il s'est depuis avéré qu'il n'appartient pas à l'organisation de jeter un pont entre les prolétaires agricoles et industriels.

L'atmosphère de la vie irlandaise étant imprégnée de nationalisme révolutionnaire, le Syndicat des Transports et des Travailleurs irlandais, tout comme les trade-unions du pays, a un esprit combatif beaucoup plus vigoureux que ses prototypes anglais. De concert avec les nationalistes, le mouvement ouvrier irlandais a fait échouer la conscription de 1918; le 1^{er} mai 1919, il a arrêté le travail des usines et fabriques dans la plupart des villes du pays ; et tout récemment encore, toujours de concert avec les nationalistes, il contraignait le gouvernement britannique, par une grève de deux jours, à remettre en liberté plus de cent prisonniers qui faisaient la grève de la faim. Dans la plupart de ces cas, cependant, c'est l'impulsion populaire qui force le mouvement ouvrier à l'action, qui est toujours autant le fait des non-unionistes que des unionistes.

L'apparition du Syndicat des Transports et de l'Union des Travailleurs irlandais, en qualité de force prédominante, sur l'arène de la lutte politique ne date pas de loin, et les succès réalisés par ces organisations pendant les dernières élections municipales n'ont fait que fortifier leurs tendances réactionnaires. Le Parti Ouvrier irlandais et le Congrès des Trade-

Unions, qui agit par l'organe de ses conseils locaux, sont sortis de cette campagne électorale détenteurs de la seconde place dans la vie politique ; et la plupart des élus ouvriers appartiennent à leurs organisations. Tout ceci contribue à consolider la situation du Syndicat des Transports et de l'Union des Travailleurs vis-à-vis du Parti Ouvrier irlandais et du Congrès des Trade-Unions, auxquels ils ont donné leur programme et leur forme actuelle. Bien que le Labour Party irlandais insiste sur le fait que son programme fut rédigé par Connolly et qu'il est par conséquent foncièrement révolutionnaire, il ne veut manifestement pas comprendre qu'il le fut à la veille de l'époque de la révolution mondiale et que les temps ont changé depuis.

Les tentatives du Syndicat des Transports en vue d'absorber les Trade-Unions dans "l'Union Générale des Travailleurs" ont eu pour conséquence le développement, au sein du Parti Ouvrier, d'un antagonisme très vif. Les unions ont fait objecter, à ce sujet, que leur idéologie ne leur permet pas de fusionner et que le Syndicat des Transports, loin de représenter l'unionisme industriel, a une tendance toujours croissante à soumettre tout le mouvement ouvrier à un régime bureaucratique. Les unions qui fonctionnent en Irlande sont de petites organisations qui dégénèrent de plus en plus et n'ont presque aucune importance politique, à l'exception d'une ou deux filiales des grandes unions anglaises.

Le Syndicat des Transports ne fait publier en Irlande qu'un organe ouvrier : *The Watchword of Labour*, hebdomadaire qui tire à 10.000 exemplaires et partage le sort de toutes les publications nationalistes et révolutionnaires irlandaises, c'est-à-dire la suspension périodique par le gouvernement. Cette revue, bien qu'elle prétende à l'honneur de poursuivre l'œuvre de la publication révolutionnaire de Connolly - *The Workers Republic* - ne fait en réalité qu'affaiblir et diluer sa théorie du marxisme révolutionnaire appliqué l'Irlande, tout comme Kautsky s'applique à dénaturer les principes généraux du marxisme. Cet organe est le porte-voix des opinions politiques des éléments qui prédominent dans le Syndicat des Transports, notamment du Parti Ouvrier irlandais et du Parti Socialiste irlandais.

Au point de vue international, le mouvement ouvrier irlandais est affilié à

l'Internationale jaune. Cathal O'Shannon, éditeur du *The Watchword of Labour*, membre du Comité Exécutif du Parti Ouvrier irlandais et président du Parti Socialiste irlandais ; Thomas Johnston, trésorier du Parti Ouvrier irlandais ; William O'Brien, secrétaire du Parti Ouvrier irlandais, trésorier du Syndicat des Transports et personnalité très en vue du mouvement ouvrier irlandais ; Hughes, secrétaire adjoint des Transports et de l'Union des Travailleurs, représentant du Parti Socialiste irlandais, tels sont les représentants accrédités de l'Irlande auprès de l'Internationale jaune.

Seuls, O'Shannon et Johnston, que le Parti Socialiste irlandais avait munis de mandats supplémentaires, ont pu arriver à Berne en 1919. Ils y ont signé la résolution Adler-Longuet.

Le Parti Socialiste irlandais, créé en 1896, changea plusieurs fois depuis de programme et de nom. Ce n'est jusqu'ici qu'une petite organisation politique, presque inactive et sans politique nationale nettement prononcée. Les personnes mêmes dont l'influence s'exerce sur le Parti Ouvrier irlandais et sur le Syndicat des Transports, influencent et dirigent sa politique et sa tactique. Il y eut un moment où il fut, pour ainsi dire, conquis par sa gauche, laquelle réussit, en dépit de l'opposition très vive du reste du parti, à ajouter à son programme politique depuis longtemps élaboré, quelques idées révolutionnaires, obtint que l'adhésion à la résolution de Berne fut désavouée, assura un vote en faveur de la 3^e Internationale et organisa, à Dublin, un meeting à l'occasion du dernier anniversaire de la révolution bolcheviste. Mais avant que la gauche eût eu le temps de consolider sa force, elle la perdit, et les décisions relatives à la 3^e Internationale restèrent lettre-morte. A l'heure qu'il est, ce parti compte en tout 150 membres environ, dont une trentaine seulement sont réellement attachés à leur organisation et résident à Dublin, alors que les autres, disséminés par tout le pays, n'ont guère de contact les uns avec les autres ou avec le siège central du parti, à Dublin. Le parti est presque inactif ; il n'a pas de presse et toute sa publicité se réduit à quelques pamphlets rédigés par ses membres et dont aucun ne souffle mot des problèmes intéressant le prolétariat irlandais.

Il y a en ce moment, en Irlande, une force politique qui jouera sans doute un rôle très important dans le cours des événements révolutionnaires dans ce pays ; c'est le mouvement coopératif que dirige George Russel. Ce mouvement, dont plusieurs branches sont parfaitement organisées, embrasse une partie considérable de l'économie nationale du pays. et pourrait être utilisé sur-le-champ par l'Etat prolétarien aux fins de solutionner les problèmes urgents du ravitaillement, etc., pendant la première période de la dictature du prolétariat. La production coopérative éléments de la classe ouvrière et rendant certaine l'union des paysans et du prolétariat industriel sous la dictature de ce dernier.

L'Ulster, ou, pour mieux dire, le nord-est de l'Irlande, est un centre manufacturier et industriel de haute importance. Au point de vue industriel, il ressemble plus que toute autre partie du pays, aux régions les plus industrielles de l'Angleterre et de l'Ecosse. Toute cette contrée est sous la domination de gros capitalistes en contact étroit avec la bourgeoisie britannique. Au point de vue économique, les ouvriers de cette région sont organisés en filiales étroitement rattachées aux unions professionnelles anglaises ; au point de vue politique, le gros des travailleurs de l'Ulster adhère au Parti Unioniste qui est en opposition extrême aux Sinn feiners et à toutes les formes du nationalisme irlandais. Un facteur très important, quoiqu'il aille en diminuant d'intensité, c'est l'antagonisme religieux de l'Ulster à l'égard du pays. Sous plusieurs rapports, le problème communiste est ici plus facile à résoudre que partout ailleurs, le prolétariat local étant disposé à se rallier sur la plate-forme du passage direct de l'Etat capitaliste à l'Etat prolétarien. L'absence de tout sentiment républicain nationaliste chez la majorité des prolétaires de l'Ulster les rend hostiles à une république bourgeoise irlandaise. Exception faite du sentiment antinationaliste, qui est, en partie, la conséquence de la dévotion religieuse, l'Ulster pose une question que l'on peut retrouver dans tout centre industriel, et c'est précisément pour cette raison qu'il peut devenir le foyer principal de la lutte du prolétariat contre la république bourgeoise irlandaise.

Nous nous sommes efforcés, dans notre exposé, de dépeindre sommairement les

des paysans pauvres du pays doit intéresser au plus haut degré les communistes. Ce mouvement, qui cherche à détruire dès maintenant, parmi la classe paysanne la plus pauvre, l'idéologie de la petite propriété, est de la plus haute importance pour les communistes. Il tend, en effet, à la solution d'un problème qui paraît être le plus difficile et le plus sérieux pour l'Etat prolétarien; le procédé dont il se sert à cette fin est très simple : il organise les paysans pauvres sur la base très large de la production coopérative, harmonisant ainsi les deux

différentes forces et tendances qui se manifestent actuellement en Irlande et dont la connaissance est nécessaire pour comprendre la situation politique générale du pays. Nous ne prétendons pas avoir épuisé le sujet que nous avons traité. Mais les événements qui se déroulent actuellement en Irlande revêtent l'aspect d'une guérilla perpétuelle entre les forces impérialistes et nationalistes et ces dernières sont vigoureusement appuyées par le mouvement ouvrier irlandais.

Thomas DARRAGH.

La partition, la guerre civile et le mouvement ouvrier.

En 1921, le gouvernement britannique a besoin de trouver une solution politique au conflit en Irlande. L'élargissement de la guerre menée contre la domination britannique, le soutien de plus en plus actif qu'elle reçoit de la population, les pertes que subit l'armée anglaise rendent la poursuite de la guerre de plus en plus impopulaire en Angleterre même. La pression internationale se fait sentir avec chaque jour plus de force.

En Irlande, comme l'ont indiqué les pages précédentes, les revendications sociales s'imposent dans le cours même de la guerre d'indépendance. Pour maintenir sa domination comme classe, la bourgeoisie nationaliste a elle aussi intérêt à un compromis avec l'impérialisme. En juillet 1921, une trêve est signée et une délégation de la direction nationaliste se rend à Londres pour négocier. Pendant la trêve, les mouvements d'ouvriers et de paysans (grèves, occupations, saisies de terres) se poursuivent et, à plusieurs reprises, des détachements de l'IRA sont utilisés pour défendre les droits des propriétaires. Par exemple, Frank Ryan qui allait devenir plus tard l'une des figures de la gauche du mouvement républicain et qui commande la brigade internationale irlandaise lors de la révolution espagnole rappelait qu'en 1921, commandant un détachement de l'IRA, il avait été chargé de faire retirer le drapeau rouge d'une laiterie occupée (The Irish Democrat, mai 1984).

Pour l'impérialisme britannique, le compromis devait lui permettre de maintenir son influence sur toute l'Irlande en la divisant pour assurer sa domination directe (comme partie du Royaume-Uni) sur six districts ou comtés du nord de l'Irlande qui forment aujourd'hui encore l'Irlande du Nord.

Au début du 20^{ème} siècle, alors que le mouvement nationaliste se développe et que déjà le gouvernement anglais cherche à ménager les formes de sa domination, il s'orientait vers une solution de « Home Rule » (d'autonomie interne) dont le nord de l'Irlande (l'Ulster) serait exclu.

James Connolly déclarait alors :

« Tout espoir d'unir les travailleurs indépendamment des questions religieuses et des vieux cris de guerre sera brisé ; au nord comme au sud, la question du « Home Rule » sera utilisée pour préserver les iniquités des capitalistes et des propriétaires fonciers. Je parle en connaissance de cause de ce que sont les sentiments du mouvement ouvrier organisé en Irlande en assurant que nous préférons voir la loi sur le « Home Rule » repoussée que de la voir adoptée en en excluant tout ou partie de l'Ulster. »

Le traité qui est finalement présenté aux délégués irlandais est fondé sur cette partition. Les 26 comtés du sud constituent un état « indépendant » mais qui demeure membre du Commonwealth, relevant donc de la couronne britannique ; les députés élus au Parlement du Sud doivent prêter un serment de fidélité à la couronne.

Ce traité est assorti d'un ultimatum : son refus entraînerait « une guerre terrible et immédiate ». Ce chantage est relayé par les dirigeants nationalistes favorables au traité pour peser sur l'opinion publique.

L'acceptation ou le rejet du traité divisent toute la représentation politique, à commencer par le gouvernement (de Valera s'oppose au traité). Du 14 décembre 1921 au 10 janvier 1922, l'Assemblée qui a été élue pendant la guerre d'indépendance en débat. Finalement le traité est ratifié par 64 voix contre 57.

Ceux qui s'opposent au traité commencent à s'organiser, mais sur un plan militaire : c'est une convention des délégués des unités de l'IRA hostiles qui se réunit et élit un Conseil Exécutif.

La guerre civile avait en fait commencé lorsque eurent lieu les premières élections organisées dans le cadre du nouvel état. Elections marquées par la peur, le chantage à une guerre d'extermination, les

affrontements et les intimidations dans lesquels ceux qui détiennent le pouvoir ont nécessairement l'avantage.

Du côté des forces politiques et sociales, la direction centrale du mouvement nationaliste, la bourgeoisie industrielle et commerçante, les propriétaires terriens, les églises de toutes confessions se prononçaient pour le traité.

La direction du mouvement syndical et du Labour Party, des hommes comme William O'Brien, Thomas Johnson – rejetant dans les faits l'héritage de James Connolly dont ils se réclamaient – par leurs hésitations et leur relative passivité, basculèrent du côté des partisans du traité, acceptant d'emblée les institutions de l'Etat libre. Après une période d'apparente neutralité, sans vanter les mérites du traité, ils condamnèrent l'action de ceux qui s'y opposaient. Sur le plan des dirigeants « historiques » du mouvement ouvrier seul James Larkin, l'organisateur de la grève de Dublin de 1913, qui se trouvait aux Etats-Unis, appela à combattre le traité.

Les élections eurent lieu le 16 juin : quatre-vingt-douze députés favorables au traité furent élus contre trente-six opposés (486 419 voix contre 133 864).

Depuis le 13 avril 1922, les républicains occupaient la Cour de justice de Dublin (The Four Courts) et en avaient fait leur quartier général.

Avec le soutien logistique des Britanniques qui leur fournissent des armes lourdes, les troupes de « l'Etat libre d'Irlande » à peine établi s'attaquent aux républicains retranchés dans les Four Courts et reprennent le contrôle de Dublin.

La guerre civile qui vient d'éclater se poursuit alors en province. Rapidement, les grands centres qui étaient sous contrôle de l'IRA sont repris par les forces régulières. Dans le sud du pays, la guérilla se développe. La répression est impitoyable. Le gouvernement de l'Etat libre exécutera plus de militants républicains opposés au traité que les forces britanniques pendant la guerre d'indépendance !

La « guerre terrible » dont l'impérialisme menaçait l'Irlande, ce sera en fait cette « guerre civile ». James Connolly avait prévu que la partition de l'Irlande entraînerait une « *orgie de réaction* » au nord comme au sud.

Ce fut le cas. Au nord, le prolongement artificiel de l'état britannique qui se mettait en place ne s'imposa que par la violence : attentats et discriminations frappent la minorité nationaliste.

Dans l'Etat libre, l'écrasement brutal de l'opposition au traité signifie une victoire de la réaction sur tous les plans. Les aspirations et les revendications sociales qui se combinaient à la volonté d'indépendance et d'unité de l'Irlande étaient piétinées. Il, faut noter que les grèves avec occupation, les saisies de terres sont beaucoup plus rares et sporadiques que pendant la guerre d'indépendance.

Non seulement la direction du mouvement ouvrier s'est rangée du côté de l'Etat, contre la résistance républicaine, mais la direction du mouvement nationaliste de l'IRA se refuse à donner un contenu social au combat contre le traité et la partition, se refuse strictement à reprendre à son compte les revendications de ceux qui forment sa base sociale essentielle : les ouvriers et les paysans.

Des années plus tard, Léon Trotsky écrira à Nora Connolly, la fille de James Connolly : « *La tradition révolutionnaire de la lutte nationale est un bien précieux. S'il était possible d'en imprégner le prolétariat irlandais pour sa lutte de classe socialiste, la classe ouvrière de votre pays, malgré la faiblesse numérique de votre population, pourrait jouer un rôle historique.* » (6 juin 1936) L'un des aspects de la réaction qui suivit la partition fut la volonté de les séparer.

Le groupe de militants - essentiellement de jeunes militants - qui s'était formé sur la base de l'affiliation à l'Internationale Communiste, publiait depuis septembre 1921 un journal : « Workers

Republic ». Roddy Connolly avait pu participer au 3^{ème} Congrès de l'Internationale Communiste (juin-juillet 1921) où il prit part à une discussion sur l'Irlande avec Lénine (Ernest O'Connor « The reds and the green, p. 49).

Pour Roddy Connolly, l'avenir d'une organisation communiste ne pouvait se séparer d'une alliance avec le mouvement républicain dans des conditions où « *la scission au sujet du traité placerait le contrôle entre les mains des éléments les plus déterminés qui aborderaient avec pragmatisme les questions sociales.* » C'est pourquoi il s'adressait à eux dans un éditorial de « Workers Republic » en rappelant la déclaration de Wolfe Tone, le « jacobin irlandais », l'inspirateur de la révolte de 1796 : « *Si ceux qui détiennent la propriété ne veulent pas nous aider, ils devront tomber ; nous nous libérerons en prenant appui sur cette classe vaste et respectable de notre société – ceux qui sont sans propriété.* » (Wolfe Tone – 1796)

« Workers Republic » du 17 juin 1922 publiait un manifeste où l'on pouvait lire :

« C'est seulement le jeune parti communiste d'Irlande qui a le courage et la détermination d'indiquer la voie à suivre en disant : c'est seulement quand le joug de l'impérialisme anglais aura été écarté que la lutte contre les exploités irlandais aura la possibilité d'être victorieuse.

L'attitude de la majorité prolétarienne de l'IRA confirme que le parti communiste d'Irlande, même s'il existe depuis peu, est sur la bonne voie et représente la volonté de la classe ouvrière d'Irlande. »

« Workers Republic » maintiendra cette orientation : opposition au traité, soutien aux républicains, tout en mettant en avant les revendications sociales autour desquelles les masses pouvaient se mobiliser. Le numéro du 29 juillet 1922 publiait une plate-forme d'action réclamant notamment la nationalisation de la grande industrie, des banques et des transports, la distribution des terres, la journée de 8 heures, le salaire minimum pour les chômeurs, l'armement des travailleurs.

Ce programme social et démocratique ne fut pas sans écho parmi certains dirigeants républicains se revendiquant d'une orientation socialiste. Ce fut notamment le cas de Liam Mellows qui recommandait la formation d'un gouvernement civil provisoire sur la base d'une plate-forme coïncidant avec celle publiée dans « Workers Republic ». A ce moment-là, Mellows était déjà emprisonné mais parvenait à communiquer avec la direction de l'IRA. Le 8 décembre 1922, sans jugement mais en représailles de l'assassinat d'un dignitaire de l'état libre, Mellows et trois autres dirigeants républicains étaient exécutés.

En mai 1923, Eamon de Valera, l'autorité publique dans le camp républicain appelait à cesser le combat.

C'est dans ce contexte que se situent les documents que nous reproduisons : la résolution adoptée par le 4^{ème} Congrès de l'Internationale Communiste (novembre 1922) et un article paru dans « La Correspondance Internationale ».

4^{ème} Congrès de l'Internationale Communiste (novembre 1922)

Résolution sur l'Irlande

Le IV^e Congrès de l'Internationale Communiste proteste énergiquement contre l'exécution de cinq révolutionnaires nationalistes, qui eut lieu les 17 et 25 novembre, sur l'ordre de l'Etat Libre d'Irlande. Il attire l'attention de tous les travailleurs du monde sur cet acte sauvage qui couronne la terreur féroce sévissant en Irlande. Plus de 6000 personnes qui combattaient courageusement contre l'impérialisme britannique ont déjà été incarcérées; nombre de femmes ont été obligées de faire la grève de la faim en prison, et déjà 1800 procès ont été intentés au cours des cinq mois de lutte contre cette terreur dont les atrocités dépassent celles des " Black and Tans ", des fascistes italiens ou des " Trust Thugs " d'Amérique. L'Etat Libre qui, sans hésiter, a employé l'artillerie et les munitions fournies par les Anglais, les fusils et les bombes, et même des avions avec des mitrailleuses contre la foule aussi bien que contre les révolutionnaires, a couronné tous ces forfaits par l'exécution brutale de cinq hommes, simplement parce qu'ils avaient des armes en leur possession. Cette exécution est au fond un acte de désespoir, la preuve directe de la faillite de l'Etat Libre qui fait une dernière tentative pour briser la résistance des masses irlandaises combattant contre l'esclavage que veut leur imposer l'Empire Britannique. Les républicains ne peuvent être battus, que par un gouvernement terroriste impérialiste qui n'hésite pas à employer les moyens les plus brutaux contre le mouvement ouvrier irlandais, dès que ce dernier cherche à arriver au pouvoir ou à améliorer ses conditions d'existence. Il en est indubitablement ainsi en Irlande; en soutenant ces exécutions, la

majorité du Labour Party, dirigé par Johnson, a commis la trahison la plus criminelle qu'elle pouvait perpétrer contre la classe ouvrière, et cela au moment où l'organe capitaliste le plus réactionnaire d'Irlande qui, en 1916, réclamait impérieusement le sang de Connolly, s'élève contre cet acte barbare du gouvernement.

L'Internationale Communiste met en garde la classe ouvrière d'Irlande contre ces trahisons de l'idéal de Connolly et de Larkin, et indique aux travailleurs et paysans irlandais que la seule issue au terrorisme de l'Etat Libre et à l'oppression impérialiste est dans la lutte organisée et coordonnée, aussi bien dans le domaine politique et industriel que dans le domaine militaire. La lutte à main armée, si elle n'est pas renforcée et soutenue par l'action politique et économique aboutira inévitablement à la défaite. Pour être victorieuses, les masses doivent être mobilisées contre l'Etat Libre, ce qui n'est possible que sur la base du programme social du Parti Communiste d'Irlande.

L'Internationale Communiste envoie ses salutations fraternelles aux révolutionnaires irlandais luttant pour la libération de leur pays et est persuadée qu'ils s'engageront bientôt dans la seule voie menant à la véritable liberté, la voie du communisme. L'Internationale Communiste soutiendra tous les efforts ayant pour but d'organiser la lutte contre cette erreur et d'aider les ouvriers irlandais et les paysans à obtenir la victoire.

Vive la lutte nationale de l'Irlande pour son indépendance !

Vive la République Ouvrière d'Irlande !

Vive l'Internationale Communiste !

LA CORRESPONDANCE INTERNATIONALE

BI-HEBDOMADAIRE PARAISSANT LE MERCREDI ET LE SAMEDI

Républicains et révolutionnaires d'Irlande

Les causes économiques des sanglantes luttes actuelles.

— Elles ne peuvent pas cesser —

Comment et pourquoi y participent les travailleurs révolutionnaires.

Par C.O'Sullivan (Moscou, le Bolchevik)

L'opposition républicaine au nouvel Etat libre irlandais est due davantage à un besoin économique qu'à un sentiment national inapaisé ou à une révolte contre la trahison.

A la suite du traité conclu à l'avantage des Anglais, *il est devenu impossible* pour le gouvernement de l'Etat Libre, même s'il le désirait, *d'essayer aucune solution sérieuse de la question agraire*. L'excédent de population ne peut pas émigrer parce que l'Angleterre doit d'abord encourager l'émigration de ses propres chômeurs et que les Dominions redoutent de recevoir les révoltés irlandais.

Une guerre sans trêve au début de cette année, combinée avec le sentiment des paysans possédants que l'Etat Libre leur accorderait la paix et des marchés pour leurs produits, fit oublier d'abord la trahison de la bourgeoisie nationale. Les militaristes se séparèrent des politiciens républicains tels que De Valera, en accusant ce dernier de pencher vers un compromis. L'Etat Libre aux ordres du gouvernement britannique attaqua les républicains militaires; mais cette attaque unit et renforça le front républicain tout entier et favorisa sa

propagande « contre la trahison ». Forcés de se défendre, les républicains prirent l'offensive, déterminés à produire la plus grande désorganisation possible dans la machine de l'Etat Libre. Ils espéraient faire ressortir ainsi l'échec de l'Etat Libre, stimuler les éléments nationalistes fatigués, réunir les sans-travail de la ville et de la campagne, mettre le nombre croissant des paysans sans terres et du prolétariat des villes en face de deux alternatives : se joindre à l'armée de la République ou à celle de l'Etat Libre.

Les républicains ont réussi. Mais il y a un plus grand abîme et une perspective unique de pauvreté et de misère, un plus grand désarroi dans le crédit, dans les transports et de plus dans le commerce, question vitale. Le gouvernement peut améliorer l'état de choses en recrutant parmi les sans-travail des soldats pour l'armée de l'Etat Libre, quand l'attaque républicaine est assez forte pour justifier cette mesure. Seulement la petite guerre des républicains produit des résultats plus impressionnants avec des dépenses militaires moindres. Le succès de la guérilla républicaine est rapporté par le *Manchester Guardian*, le plus sérieux des

journaux bourgeois anglais, en ces termes : « *Pendant ces quelques dernières semaines, les irréguliers ont à différentes reprises marqué des succès qui en Irlande leur gagnent les sympathies de fractions irresponsables du peuple. Ils ont contribué à donner l'impression qu'ils ont harassé les troupes nationales infiniment plus qu'ils n'ont été fatigués eux-mêmes. Ceux qui ont enregistré les coups de chaque côté ont pris note et ont leur opinion faite* ».

Il est important de noter que le Labour Party Irlandais (bien qu'il eût 17 membres élus au premier Parlement de l'Etat Libre en juin), le Congrès des Trade Unions et l'exécutif de l'Union Générale des Cheminots ne peuvent isoler leurs membres (140.000) de la question politique parce que ces membres sont mêlés au combat politique et militaire. Les travailleurs les plus révolutionnaires ont donné leur aide armée aux républicains. Depuis la fin de la plus ardente lutte entre les républicains et la Grande-Bretagne en 1921, le Labour Party et l'Union des cheminots n'ont pas réussi à grouper les ouvriers même pour l'amélioration immédiate de leur situation économique. Maintenant que le combat militaire grandit, la question économique devient à nouveau plus importante et le prolétariat de l'Irlande entre de plus en plus dans le sillage de la force combattante la plus révolutionnaire – les républicains.

L'Armée républicaine a, pour le moment, contraint de Valera de la servir. Son nom a encore une valeur de propagande et, en tant que Président de la République, il est désigné pour parler de buts irréductibles. Mais de Valera ne sera jamais un économiste révolutionnaire, et

bien qu'il soit discipliné jusqu'à un certain point, il deviendrait le leader de la Droite lorsqu'un Parlement républicain serait réuni. Le mouvement républicain, à cause de l'opposition traditionnelle au gouvernement anglais et à ses méthodes, et à cause du problème économique grandissant dont la solution dans une situation militaire ne peut admettre des méthodes pacifiques, grandira avec une nouvelle force et même à présent (18 mois après l'armistice avec la Grande-Bretagne) il atteste un regain de vigueur.

De plus, les nerfs de la classe ouvrière sont tellement habitués à l'action militaire que le Labour Party et l'Union des Cheminots deviendront plus impuissants encore que maintenant. Aussi les communistes irlandais doivent-ils continuer à aider le mouvement républicain.

Telle est la force particulière du sentiment national, que les communistes auront besoin d'agir immédiatement et continuellement dans le mouvement républicain afin de convaincre les masses que chaque progrès républicain est une preuve du pouvoir du prolétariat. Une vingtaine de « soviets » agricoles et industriels de courte durée ont vu le jour spontanément ça et là en Irlande, même pendant la lutte avec l'Angleterre en 1920-21, et tous peuvent revivre. Les *économistes-révolutionnaires* (maintenant communistes) ont participé à l'action depuis 1916 et ils voient les fruits de leur propagande. Le contrôle des masses dans le combat est devenu évident.

Le PC d'Irlande et l'Internationale de Staline

(de la 3^{ème} période au pacte germano-soviétique et à la guerre)

Répetons-le, ce numéro des *Cahiers* n'a nullement la prétention d'être une histoire du PC irlandais. Il vise seulement à fournir quelques éléments indispensables à la réflexion au sujet du mouvement ouvrier irlandais.

Cela vaut en particulier pour toute la période pendant laquelle l'Internationale Communiste sera un instrument de la politique suivie par la bureaucratie en URSS dont une histoire devrait suivre tous les cheminements.

Ce qui peut être éclairé par les pages qui suivent, c'est le fait que l'évolution en Irlande ne suit pas un cours « exceptionnel » qui serait dicté par des circonstances particulières. Au contraire, et certes en relation avec les problèmes spécifiques auxquels fait face le mouvement ouvrier irlandais, la question nationale, celle de la partition, la place du mouvement républicain, la politique suivie en Irlande reprend – parfois même caricaturalement – les « lignes générales » changeantes et contradictoires de l'Internationale Communiste.

Après une période de désorganisation, où les manœuvres en direction des secteurs de l'appareil syndical et les décisions arbitraires se succèdent, c'est l'ère dite de la « bolchevisation ».

Des cadres nouvellement promus sont formés à Moscou et reviennent exécuter les consignes. C'est l'heure de la « troisième période », c'est-à-dire du « social fascisme ». Une résolution du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste dénonce la direction des syndicats de la confédération syndicale irlandaise comme étant « une bureaucratie totalement social fasciste » (septembre 1930).

Pendant un premier temps, cette tactique dite « classe contre classe » ne s'applique qu'aux directions politique et syndicale réformistes. La direction républicaine est temporairement exemptée. Mais, à partir de 1930, cette réserve disparaît. Le refus de toute initiative de Front Unique à l'égard des Républicains est strictement imposé alors même que ce mouvement fait un pas à gauche. En effet, face à de Valera, la fraction du mouvement nationaliste qui refuse d'entériner la partition et de faire allégeance aux institutions de l'Etat du Sud, ressent la nécessité d'un appui social. Elle laisse même pendant un temps la « gauche » de l'IRA promouvoir la création d'un parti politique, « Saor Eire » (Irlande Libre), reprenant dans sa plate-forme des revendications ouvrières et paysannes. C'est alors, au moment même où les Républicains discutent de la nécessité d'un parti, que le PC ignore délibérément la question nationale » (E. O'Connor : *The Reds and the Green*, page 169) et ramène la discussion en cours dans l'IRA « à une tentative des dirigeants petits-bourgeois d'empêcher la formation d'un parti communiste » (ibidem, page 173).

L'évènement le plus important se produira en 1934. L'Irlande connaît les conséquences de la radicalisation du mouvement ouvrier international après la prise de pouvoir par Hitler. Face à une situation économique désastreuse, au chômage, aux bas salaires, les travailleurs engagent l'action au nord et au sud. Au plan politique, cela a des conséquences au sein du Labour Party, mais avant tout dans le mouvement républicain. La question d'un parti ouvrier indépendant socialiste est cette fois clairement posée par toute une aile du mouvement républicain. Dans la bataille politique qui aboutit à l'une des plus graves scissions de l'IRA, se constitue le Congrès Républicain.

Les documents qui suivent montrent ce qu'a été alors le rôle du stalinisme !...

Puis il est ensuite abordé la politique suivie par le PC irlandais à la veille de la seconde guerre mondiale et au début de celle-ci.

POURQUOI LE CONGRES REPUBLICAIN N'A-T-IL PAS ABOUTI A LA CONSTITUTION D'UN PARTI OUVRIER REPUBLICAIN ET SOCIALISTE ?

Au début de l'année 1934, les 17 et 18 mars se réunit une « Convention de l'armée », c'est-à-dire l'instance la plus élevée de l'IRA. Par une voix de majorité – mais avec une très large majorité opposée à l'initiative dans le Comité Exécutif – cette Convention rejeta l'appel à un « Congrès républicain ». De nombreux dirigeants de l'IRA donnèrent alors leur démission et appelèrent à une réunion nationale avec d'autres éléments venant de diverses organisations ouvrières.

La réponse du parti Communiste d'Irlande fut publiée le 14 avril :
« Le Parti communiste engagera toutes ses forces dans la construction d'un front unique. Mais il met en garde contre toute tentative de former un nouveau parti. Un parti, c'est la direction. Il ne peut y avoir qu'une direction pour la classe ouvrière, celle de l'Internationale Communiste et de son parti. »

Le texte le plus connu sur le Congrès Républicain est celui de Georges Gilmore : « The Irish Republican Congress », publié par le Cork Workers Club.

Il reprend la thèse du PC : au sein du Congrès Républicain, des éléments sectaires opposèrent le mot d'ordre de République ouvrière à celui de République sur lequel l'unité de tous pouvait se faire : d'où l'échec.

Les documents qui sont publiés ici soulignent que le véritable problème était ailleurs.

Le « Congrès Républicain » n'était pas l'amorce d'un front unique, mais un regroupement politique qui posait la question d'un parti.

Le PC d'Irlande a posé la question d'un Front Unique – front unique pour lequel aurait pu combattre le nouveau parti – comme s'opposant à la formation d'un nouveau parti.

De ce point de vue, le témoignage de P. Byrne qui acceptait alors la position de la direction du PC est particulièrement frappante.

L'APPEL D'ATHLONE

Deux cents responsables et de militants venant de l'IRA et de diverses organisations ouvrières se réunirent dans la ville d'Athlone les 7 et 8 avril 1934 et adoptèrent l'appel qui suit :

« Nous sommes convaincus qu'une République de l'Irlande unie ne verra le jour qu'au travers d'une lutte qui s'attaque aux racines du capitalisme. Nous ne pouvons concevoir une Irlande libre avec une classe ouvrière opprimée, nous ne pouvons concevoir une Irlande soumise alors que la classe ouvrière serait libérée.

L'enseignement de Connolly constitue la base la plus profonde du sentiment révolutionnaire en Irlande.

La lutte pour la liberté a été affaiblie par l'incapacité des ouvriers du nord-est à saisir que la liberté est inséparable de la lutte nationale pour la liberté.

Maintenant que d'importants secteurs de la classe ouvrière dans cette partie du pays se libèrent des illusions qui les ont si longtemps maintenus dans la servitude à l'égard de leurs exploiters, la question nationale doit être replacée au premier rang.

D'autre part, le mouvement républicain des 26 comtés doit comprendre que le capitalisme irlandais est le nœud principal du lien de subordination à l'empire et que les forces qui défendent le capitalisme irlandais sont les forces qui, face à la montée des mouvements pour la libération, seront appelées à préserver la domination britannique.

L'appui rhétorique au mot d'ordre de « République » de la part de directions reliées au capitalisme irlandais ne pouvait donc que semer la confusion parmi d'authentiques républicains et les détourner du combat pour la libération. De telles organisations réduisent délibérément les revendications nationales. Ce sont elles qui en 1921 ont ramené la République au niveau du Document N°2

C'est un gouvernement basé sur une telle politique qui, lorsque le gouvernement britannique contesta la souveraineté irlandaise sur la question des annuités, riposta non en dressant l'appel à la République et en rassemblant le peuple, mais en invoquant des actes du parlement britannique.

Cet abandon du combat pour la République ne fut hélas pas combattu par des organisations qui avaient le moyen d'unir le peuple autour du mot d'ordre de la République. Si la direction de l'IRA avait compris que la guerre économique, telle qu'elle était menée, visait à servir le capitalisme irlandais et non à libérer l'Irlande, elle aurait prioritairement organisé la mobilisation sur le terrain de la République avant d'accorder son soutien à cette guerre. Cette attitude a rejeté encore plus au second plan la question de la République.

Il faut maintenant remédier à cette erreur. Un Congrès de toute l'opinion républicaine doit se réunir pour faire de la République la question principale dominant tout le champ politique et pour dégager les formes d'activité y conduisant.

[...] Comme la République, quand elle sera établie, sera la République des ouvriers et des paysans, les forces qui la réaliseront doivent venir de ces couches.

Pour que ces forces puissent se rassembler pour cette tâche, nous appelons à la tenue d'un Congrès Républicain et nous nous engageons à accomplir le travail nécessaire à sa tenue. »

Un bureau d'organisation fut mis en place à Dublin et des comités de préparation se constituèrent dans les diverses parties du pays, au nord comme au sud. Un hebdomadaire « Workers Republic » fut lancé.

Les militants associés à la préparation du Congrès Républicain jouèrent un rôle actif dans de nombreuses grèves et organisèrent la grève des loyers dans certains quartiers de

Dublin. Le Conseil de l'Armée, l'organisme exécutif de l'IRA, lança un ordre interdisant à tout membre de l'IRA de participer au Congrès Républicain. Cette décision divisa en deux parties égales la brigade de Dublin et « *la plupart des unités de l'IRA à travers tout le pays furent affectées* », écrit Gilmore. Tim Pat Coogan dans son livre « L'IRA » estime qu'environ 5 000 membres de l'IRA, alors forte d'environ 35 000 « volontaires », firent scission. Ils se retrouvèrent avec des vétérans de l'Irish Citizen Army de Connolly et des militants se réclamant de cette tradition.

Au nom du Comité d'organisation, Mick Price, ancien dirigeant de l'IRA, s'adressant à une assemblée de syndiqués des travailleurs du bois, fixait ainsi le cadre ce Congrès :

« La grande masse des adhérents de Fianna Fail partagent notre but ; nous les invitons à venir à notre Congrès, mais nous n'invitons pas leur direction. Nous n'invitons pas le gouvernement de Fianna Fail. Nous considérons le gouvernement de Fianna Fail comme l'exécutant du capitalisme industriel irlandais organisant son champ d'exploitation. Les défenseurs de ces intérêts ne sauraient conduire la lutte pour l'unité et l'indépendance de l'Irlande. En fait, pour ces intérêts, le maintien de la partition de l'Irlande est une nécessité. Les bonnes intentions d'individus peuvent trouver une expression dans les mots, mais cela ne suffira pas à contrebalancer les intérêts qui contrôlent la direction de Fianna Fail.

La direction du Labour Party n'est pas invitée. La direction du Irish Labour Party a trahi les enseignements et la tradition de Connolly en 1922 et la position qu'elle occupe aujourd'hui sur la question de la République n'est nullement une remise en cause de cette trahison. En fait, l'Irish Labour Party demeure fuyant sur la question de la République et il est avéré qu'il ne mène aucune lutte pour le renversement du capitalisme.

Nous invitons la direction de l'IRA. Nous ne le faisons pas parce que nous croyons qu'elle assumera les tâches que nous proposons, nous les faisons parce que nous considérons qu'elle doit faire face à un Congrès de Républicains, pour dire pourquoi elle veut pas s'engager à ne pas dissoudre l'IRA tant que l'unité et la souveraineté d'une République irlandaise, fondée sur l'organisation de la société telle que Connolly l'envisageait, soient réalisées. Et que cette direction doit expliquer pourquoi elle se sent mal à l'aise devant une expression de masse du sentiment républicain tel que la Congrès doit le permettre. »

Dans la préparation du Congrès Républicain, des réunions de syndicalistes partisans de ce Congrès eurent lieu au nord et au sud de l'Irlande, adoptant des appels spécifiques.

C'est ainsi que l'appel de Belfast déclarait : « *Nous sommes convaincus que les horreurs du système économique capitaliste, la menace du fascisme, l'oppression exercée par l'impérialisme britannique et la question de l'unité nationale irlandaise sont des questions reliées les unes aux autres, et qu'une solution ne peut leur être apportée que sur la base de la solidarité conscient e et de l'action unie des ouvriers, des petits paysans, des travailleurs agricoles du nord, du sud, de l'ouest et de l'est.[...] Nous appelons tous les militants syndicalistes à soutenir le Congrès Républicain.* »

Cet appel était signé par une dizaine de responsables syndicaux (dont le vice-président pour la région de Belfast de la Confédération des syndicats irlandais).

L'appel émanant de Dublin disait notamment : « *L'unité dans l'action de tous les travailleurs d'Irlande dans la lutte qui vient doit être réalisée si un Etat ouvrier doit émerger du chaos actuel. Nous en appelons aux syndicalistes et aux travailleurs dans leur ensemble pour qu'ils soutiennent l'appel au Congrès Républicain, pour qu'ils y participent d'une manière décisive, afin que les travaux de ce Congrès soient déterminés par les travailleurs et qu'enfin une véritable direction républicaine et ouvrière soit formée.* »

LE POINT DE VUE D'UN FONDATEUR DU « REPUBLICAN CONGRESS » : (EXTRAIT D'UN ARTICLE DE PATRICK BYRNE)

Patrick Byrne fut l'un des secrétaires d'organisation du « Republican Congress ». Il était proche de ses principaux animateurs Peadar O'Donnell et Frank Ryan. Influencé par la politique du PC irlandais, il assure n'en avoir jamais été membre.

En mai 1984, dans le journal « Irish Democrat » édité par des éléments membres ou liés au PC, il publia un long article rappelant ses souvenirs et son jugement à propos du « Republican Congress ».

Nous en publions ici quelques extraits.

[...] « En 1929, l'IRA demeurait une organisation puissante et disciplinée. Trois ans auparavant elle comptait encore parmi ses responsables des dirigeants issus de la guerre civile comme Eamon de Valera, Sean Lemmon et Thomas Aiken qui avaient ensuite changé d'orientation et accepté de participer au Parlement. En 1927, ils avaient été à deux doigts de faire tomber le gouvernement de « l'Etat libre ». En 1938, leur parti le Fianna Fail remporta les élections.

Fianna Fail avait reçu un soutien considérable de la part de l'IRA, pendant la campagne électorale. Deux jours après la mise en place du nouveau gouvernement, des discussions furent ouvertes entre de Valera et le Conseil de l'Armée (l'IRA) envisageant la fusion entre les deux organisations qui disposaient fondamentalement d'une base sociale presque identique : dans la classe ouvrière et parmi les petits paysans. Ces discussions n'aboutirent pas.

On était alors engagé dans toute l'Europe occidentale et en Irlande – au nord comme au sud – en particulier dans une profonde dépression. Il y avait 250 000 chômeurs dans un pays qui comptait 4 millions d'habitants. Les conditions existantes étaient encore pires dans le nord. L'activité des chantiers navals était au point mort. 20 000 travailleurs du textile étaient sans emploi. Dans les quartiers pauvres de Belfast

8 000 enfants, d'après les chiffres des autorités, souffraient de malnutrition.

Le sud aussi connaissait une situation économique désastreuse. Il y avait un chômage de masse, la pauvreté et la faim régnaient dans les bidonvilles de Dublin, de Waterford et de Cork. La stagnation dominait à la campagne. Les évictions de petits paysans de leur terre et les chiffres de l'émigration atteignaient des records qui n'avaient pas été approchés depuis les années 1880.

L'orage menaçant de colère et de frustration éclata d'abord à Belfast. L'Irish Press du 4 octobre 1933 signale que « 10 000 chômeurs ont manifesté en exigeant l'augmentation des allocations de chômage. Le 12 octobre la presse signalait « La police entoure Belfast. Des affrontements ont lieu dans différents quartiers comme Falls et Shanhill. La police a tiré, tuant des ouvriers. Il est significatif que pour une fois la religion ne comptait pas. Des jeunes protestants manifestaient dans les quartiers catholiques et vice-versa ».

Dans cette situation révolutionnaire qui se développait à Belfast, que faisait l'IRA ? Elle organisait une campagne de boycott des brasseries Bass ! Le patron de cette marque de bière, le colonel Bretton, avait fait des remarques « racistes » à propos de l'Irlande et les dirigeants de l'IRA avait décidé d'envoyer des équipes

dans les pubs de Dublin détruire les stocks de Bière Bass. Une activité à laquelle je regrette de dire que j'ai participé.

(...) Il y eut aussi la bataille sur les «Land Annuités» (annuités foncières) qui commença en 1933. Les annuités foncières étaient des paiements effectués deux fois par an par les petits paysans propriétaires irlandais pour rembourser les dettes de capital produites par le rachat des terres des grands propriétaires fonciers au moment du Traité. Le gouvernement de l'Etat Libre avait accepté de se charger de l'acquittement de ce tribut par le moyen d'une Commission de la Terre, transférant 5 millions de livres annuellement en Angleterre. Le paiement de ces annuités avait créé un grand ressentiment et lorsque l'agitation pour y mettre fin commença dans la région du Donegal, à l'initiative du dirigeant socialiste et républicain Peadar O'Donnell, elle devait vite prendre une dimension nationale. Le gouvernement du Fianna Fail, largement contre son gré, fut entraîné dans la campagne et le parlement irlandais vota une législation gelant le paiement des annuités foncières. Le gouvernement anglais d'union nationale, conduit par les renégats du Labor, Ramsay Mac Donald et J.H Thomas réagirent en imposant des taxes écrasantes sur les produits irlandais. Cette guerre économique ou «froide» frappa durement les industriels et les agriculteurs irlandais.

Malgré les difficultés, la majorité populaire demeurait fidèle à Fianna Fail. Mais le parti d'opposition (le parti qui se réclamait du Traité) vit se développer en son sein une aile militaire, les «chemises bleues» (Blueshirt !). Il s'agissait d'une organisation de caractère fasciste composée d'officiers déçus de l'armée de l'Etat libre, de carriéristes, d'éléments du lumpen et dirigés par un ancien chef de la police Eoin O'Duffy. Il avait déclaré lors d'un meeting : «Ce que les chemises noires ont fait pour l'Italie et les chemises brunes pour l'Allemagne, les chemises bleues le feront pour l'Irlande».

L'IRA eut à cet égard une position abstentionniste recommandant à ses militants (dont beaucoup ignoraient ces consignes) de ne pas participer aux manifestations opposées aux chemises bleues. En février 1934, le Conseil de l'Armée (IRA) décréta que «les volontaires (c'est-à-dire les membres de l'IRA) ne devaient pas participer aux manifestations anti-fascistes, car ce n'était pas la politique de l'IRA».

Cette politique provoqua questions et mécontentement au sein de l'armée. La crise éclata à la Convention de l'Armée du 17 mars 1934, tenue à Dublin. La direction traditionnelle et de droite de l'IRA réagit, Sean Russell déclara «qu'il n'était pas intéressé par des politiques de parti». C'est alors que Peadar O'Donnell appela à un congrès républicain (Republican Congress) où se rassembleraient tous les courants républicains et antifascistes. La direction de l'IRA s'opposa à cette proposition et l'emporta de peu. A ce moment, Peadar O'Donnell, Michael Price, George Gilmore et Frank Ryan quittèrent la Convention et l'IRA.

Le même phénomène se répéta au niveau régional. Par exemple à Dublin c'est Sean McBride qui défendit la position de la majorité contre moi, l'emportant par une courte majorité. Les dissidents quittèrent alors la salle.

C'est à la suite de ce processus qu'une conférence fut convoquée dans la ville d'Athlone les 7 et 8 avril 1934, conférence à laquelle participèrent 200 responsables et militants connus, se réclamant de la République et du socialisme. Cette conférence se conclut par un appel affirmant :

« Nous sommes convaincus qu'une Irlande unie ne sera jamais réalisée sans une bataille visant à extirper les racines du capitalisme ».

(...) Il y avait alors un nouvel esprit enthousiaste, surtout parmi les jeunes. A Dublin cinq sections furent établies et rapidement une sixième se constitua dont le Président était Jack White (l'un des

fondateurs de l'Irish Citizen Army en 1913).

(...) Les sections du Congrès Républicain participèrent dans tout le pays aux activités revendicatives des travailleurs. C'est à leur initiative que fut employée pour la première fois la technique des piquets de masse. C'est ainsi qu'à Dublin pour la première fois, 200 militants furent arrêtés après avoir formé un piquet de masse encerclant un grand magasin où les salaires étaient particulièrement bas.

Des associations de locataires protestant contre la cherté des loyers se constituèrent en particulier à Dublin et à Wateeford. Une campagne de presse menée dans le journal du Congrès, The Republican congress, révéla la réalité des quartiers pauvres : trente mille familles vivaient dans une seule chambre. 49% des appartements utilisés dans la ville de Dublin ne bénéficiaient pas des normes minimales pour qu'ils soient habitables. Ces associations de locataires à l'initiative de militants du Congrès Républicain organisèrent la grève des loyers. (...)

L'INCIDENT DE BODENSTOWN

(Chaque année du mois de juin le mouvement républicain commémore la mémoire de Wolfe Tone, le républicain et révolutionnaire d'Irlande du Nord venant des milieux protestants, qui avait cherché l'aide de la République française pour soutenir la révolution irlandaise. Chaque année le mouvement républicain manifeste à Bodenstown. En 1934, à l'initiative du Congrès Républicain, un contingent d'ouvriers protestants venus de quartiers ouvriers de Belfast, là où dominaient généralement les organisations unionistes les plus réactionnaires, voulut se joindre à la commémoration.)

En juin 1934, pour la première fois un groupe d'ouvriers - environ 500 - venant des quartiers de Shanbhill et de Ballymacaret de Belfast (les quartiers protestants) affréta des cars pour se rendre à la manifestation annuelle en hommage à Wolfe Tone, à Bodenstown dans le comté de Kildare.

A Dublin, ils se rendirent sur la tombe de James Connolly à Arbor Hill pour déposer une gerbe. Puis ils rendirent à Bodenstown pour y défilé avec leurs banderoles sur lesquelles on pouvait lire : « 1934 - La section de Stanbhill salue la mémoire de Wolfe Tone » « Rompons avec le capitalisme - Les Irlandais unis de 1934 ».

L'un de ceux qui portaient cette banderole, Jim Strarey, devait mourir en 1938, dans les rangs des Brigades Internationales, lors de l'offensive de l'Ebre.

Quand les sections du Congrès Républicain se mirent en marche vers le cimetière, le service d'ordre de l'IRA tenta d'abord de séparer les ouvriers de Belfast

des autres. Ils enfoncèrent la ligne de service d'ordre qui cherchait à les isoler. Mais au cimetière même, des éléments de l'IRA s'opposèrent à nouveau à leur passage. Voulant éviter un affrontement dans de telles circonstances, ils déposèrent leur gerbe et se retirèrent.

On se doute que la presse bourgeoise, notamment le « Irish Times » commenta ironiquement la manière dont les partisans de l'unité de l'Irlande accueillirent leurs camarades de Belfast.

Pendant ce temps, la préparation du congrès allait bon train. Un fort soutien se manifestait dans le mouvement syndical. La Workers Union of Ireland (WUI), la seconde confédération en importance dans le sud du pays, s'était affiliée. Son principal dirigeant, le grand Jim Larkin, était un partisan déterminé du congrès et en parlait souvent dans nos réunions. Parmi les autres syndicats qui soutenaient le congrès on peut citer le syndicat des mineurs, celui des marins, des ouvriers imprimeurs, des travailleurs du textile, des transports urbains, etc.

LA TENUE DU CONGRES

(...) Le Congrès Républicain se réunit finalement à Rathmines les 29 et 30 septembre 1934. Lorsque je suis arrivé le matin du 29, j'ai vu qu'il y avait un rassemblement devant la salle où devait se tenir le congrès, brandissant une banderole qui proclamait « Que Dieu bénisse notre pays ». Les camarades étaient un peu inquiets. Frank Ryan (qui devait plus tard être responsable de la brigade irlandaise en Espagne) me demanda « si j'avais un peu de matériel ». Il pensait que c'était une précaution nécessaire que le service d'ordre soit armé, on ne pouvait prévoir ce qui allait se passer.

Alors, avec Larry O'Connor qui était le responsable de la branche de Dublin, nous sommes allés dans la boutique de Christy le « sniper » qui était l'armurier de l'Irish Citizen Army reconstituée et nous sommes revenus avec, « un peu de matériel » juste au cas où...

De mon avis, c'était la première conférence véritablement socialiste tenue en Irlande depuis la mort de Connolly. Le nord était fortement représenté. William MC Muller, président de l'Union des syndicats de Belfast présidait. Cent quatre vingt trois délégués étaient présents, venus de toutes les parties de l'Irlande. Des travailleurs de la côte ouest exprimèrent leur position en gaélique, la seule langue qu'ils parlaient. Il y avait des délégués fraternels d'Angleterre et des Etats-Unis. Presque toutes les résolutions posaient des questions comme celles de l'emploi, du logement, du transport, des jeunes et de la nécessité d'aller vers le socialisme. Il y avait une absence bienfaisante de jargon chauvin.

Toutefois, sur la question centrale en débat, le Congrès se divisa en deux

parties quasi égales. Cette question était ainsi formulée : le Congrès Républicain doit-il se transformer en un nouveau parti socialiste et révolutionnaire ou demeurer un front unique de toutes les forces progressistes contre le fascisme.

Dans une lettre récente qu'il m'a adressée, Peadar O'Donnell qui était président du Congrès Républicain résumait ainsi la définition de nos buts :

« L'idée centrale du Congrès Républicain était qu'une avant-garde ouvrière identifiable mobilise toutes les forces indépendantes. Un autre point de vue était que nous nous déclarions pour une république ouvrière. »

Le vote donna 99 voix pour le front unique et 84 pour la constitution d'un parti socialiste. O'Donnell, Ryan, Gilmore et Murrey défendaient la position du front unique. L'autre position était défendue par Roddy Connolly, Mickael Price, Nora Connolly et d'autres.

Personnellement, j'étais en faveur de la constitution du parti socialiste, mais par loyauté à l'égard de O'Donnell, Ryan et Murrey, j'approuvais la résolution majoritaire.

Rétrospectivement, je pense que nous avons commis une lourde erreur en ne nous prononçons pas pour la constitution du parti. Après le vote, Mickael Price m'a dit : « Vous avez fait reculer la révolution pour des années ».

Après le Congrès, le mouvement perdit son élan, le soutien des syndicats disparut, les Connolly et d'autres se perdirent dans le Labour Party. Roddy Connolly était désespéré comme beaucoup d'entre nous. »

La position de Nora Connolly

(Extrait de son livre « We shall rise again »)

« Il y avait un vide du point de vue du mouvement politique quand se constitua le Republican Congress (Congrès Républicain). C'était un mouvement purement socialiste. Nous voulions créer un nouveau parti et nous voulions que le Republican Congress soit le prochain gouvernement. Nous attirions tellement de monde que c'était possible. Le socialisme était discuté partout à ce moment. Le Congrès Républicain était une force considérable. C'était une période formidable. J'allais d'un coin à un autre du pays avec Mick Price pour mettre en place des sections.

(...) Mais les communistes ne voulaient pas que le Congrès Républicain constitue un nouveau parti, ce que nous voulions faire pour notre part.

Ce qu'ils préconisaient c'était un front unique, c'était cela que voulait la Russie pas ce que nous voulions. Les communistes s'enveloppaient dans les plis du drapeau vert et se présentaient comme les plus nationalistes de tous et les plus préoccupés de ce qui arriverait à l'Irlande. Ils disaient que ceux qui étaient morts pour notre cause se retourneraient dans leurs tombes s'ils apprenaient que nous voulions constituer un nouveau front. A ceux d'entre nous qui nous opposions à eux, ils disaient que nous étions trop à gauche.

À l'époque Peadar O'Donnell était un républicain très populaire. Il avait pris contact avec des socialistes sur le continent. Le parti communiste britannique dépêcha de Londres Willie Gallagher pour le convaincre (W.Gallagher était un dirigeant du P.C anglais qui fut en 1945 élu membre du parlement, le seul élu du P.C) de défendre l'idée d'un Front Unique et ne pas faire du Republican Congress un front unique.

Gallagher et O'Donnell discutèrent toute la nuit et finalement O'Donnell céda et défendit la thèse du Front Unique. Même Sean Murray, le dirigeant du parti communiste irlandais, n'était pas au courant ; c'est Willie Gallagher lui-même qui m'a raconté, plus tard, ce qui c'était passé. Cela, pour moi, a mis fin et pour toujours au respect que j'avais pour O'Donnell.

Nos camarades dans le Congrès Républicain n'avaient été, en fait, formés qu'à une seule chose : se battre. Les communistes eurent un comportement détestable cherchant, par tous les moyens, à avoir des délégués communistes. Je ne pouvais pas le tolérer et quand il devint clair que le Congrès Républicain n'allait pas se constituer en parti, je claquai la porte.

Je dis : « *Nous ne voulons pas un front unique, nous voulons une Irlande unie.* »

Je n'avais plus rien à faire avec le Congrès Républicain. Ils m'ont élue membre de leur exécutif mais je n'y ai pas participé. Peadar O'Donnell et les autres se précipitèrent dans tout le pays, mais l'élan ne dura pas

Sean Murray et son parti communiste étaient en liaison avec la Russie par l'intermédiaire de Londres. Personnellement j'appréciais Sean Murrey. C'était un type bien mais la position qu'il adopta le rendit impopulaire. A un point tel qu'il dut s'installer à Belfast. »

UNE FIN SANS GLOIRE

(La 2^{ème} guerre mondiale et l'auto-dissolution du PC irlandais)

Comme cela a déjà été indiqué, de nombreuses références et citations de ce cahier proviennent du livre *Reds and the Green* de Emmet O'Connor (University College Dublin Press).

Ce dernier passage, concernant l'attitude du PC d'Irlande face à la seconde guerre mondiale est composé d'extraits du chapitre 10 du livre d'Emmet O'Connor, chapitre intitulé « Espagne, Déclin et Dissolution -1936-1943 ».

Comme la reproduction intégrale de ce dernier chapitre aurait dépassé les limites de ce cahier, nous avons dû, en plus de coupes, résumer certains développements. Ces résumés dont le CERMTRI prend la responsabilité, sont placés entre crochets.

Les variations brutales, les tournants à angle droit montrent à quel point le PC d'Irlande - comme toutes les organisations staliniennes – était assujetti aux changements de la politique étrangère du Kremlin, l'appareil du parti anglais agissant fréquemment comme courroie de transmission des instructions venant de Moscou.

SOUTIEN A L'ACCORD ANGLO-IRLANDAIS

[La direction du PC britannique discuta en juillet 1938 de l'attitude à adopter face aux accords conclus entre le gouvernement britannique et le gouvernement anglais].

« Ces accords avaient mis fin à la guerre économique, réglé la question des annuités foncières et rétablissaient la souveraineté irlandaise des ports. En échange Valera s'engageait à ne pas permettre que l'Irlande soit utilisée comme une base contre la Grande-Bretagne. Sean Murray, dirigeant du PC irlandais, avait condamné l'accord dans la *Correspondance Internationale*, parce qu'il ignorait la partition et liait l'Irlande à la politique d'apaisement de Chamberlain (article également paru dans le *Workers Republic* de mai 1938) (...) Le comité central du PC britannique s'opposa à cette position. Harry Pollitt déplora que le PC irlandais ne puisse être liquidé, Willie Gallacher était aussi du même avis (1).

(...) Pour J.-R. Campbell, l'erreur majeure du Parti Communiste irlandais était son opposition à Fianna Fail... Il expliquait :

« Comme conséquence de la politique de notre parti nous n'avons pas sérieusement soulevé en Irlande la question de la menace fasciste externe aux droits récemment acquis par le peuple d'Irlande du Sud et le rôle de l'Etat irlandais (Eire) comme état indépendant siégeant à la Ligue des Nations et à la Conférence des Dominions Britanniques. »

Le déclin du PC irlandais est avant tout dû au fait que ni dans la théorie ni dans la pratique, il n'y a aucune tentative d'appliquer la ligne du 7^{ème} congrès mondial (...) La voie à suivre est celle d'un large front de toutes les forces démocratiques poussant le gouvernement de Valera à gauche. »

Le Parti communiste d'Irlande obtempéra et annonça son soutien aux accords anglo-irlandais et au Fianna Fail.

DE LA « GUERRE CONTRE LE FASCISME » AU PACTE GERMANO-SOVIETIQUE

« La région de Dublin connut une certaine reprise d'activité entre 1939 et 1941. Une accalmie relative du climat anti-communiste lui permit de reprendre des réunions publiques régulières (...) A partir d'avril 1939, le parti s'exprima dans un journal "large" intitulé *Workers Weekly*. L'origine politique de ce journal s'affirmait clairement dans sa défense constante, en politique internationale, des positions de l'URSS. Tout d'abord il appela le mouvement ouvrier à s'opposer à la neutralité à l'égard du fascisme, demandant que l'on fasse pression sur l'Angleterre pour qu'elle avance dans la voie d'un pacte tripartite avec la France et l'URSS. "Les nazis ne seront jamais nos alliés", titrait le numéro du 5 août, citant un discours de Sean Murray. Le 26 août, le pacte germano-soviétique était salué par le titre : "La politique de l'Union soviétique renforce la paix". Comme bien d'autres partis de l'IC, le Parti communiste d'Irlande n'était nullement préparé pour cette bombe de Staline et l'éditorial expliquait, assez misérablement, que le pacte ne constituait pas une alliance

mais simplement un engagement de non agression, qu'il signifiait une défaite pour l'Axe et son alliance anti-comintern et un coup porté à la politique d'apaisement de Chamberlain.

Quand la guerre éclata le 3 septembre, le parti irlandais comme le parti britannique infléchirent leur expression définissant les gouvernements français et britannique comme impérialistes tout en soutenant la guerre elle-même. Le *Workers Weekly* condamna le silence du Labor Party irlandais à propos de la guerre, expliquant que si la neutralité était raisonnable, dans le cas de l'Irlande cela ne signifiait pas que la " classe ouvrière irlandaise pouvait être neutre entre le fascisme et la démocratie ". Le 16 septembre une déclaration du PC irlandais appelait à une guerre populaire contre le nazisme illustrée de caricatures d'Hitler, de Goering et de Gobbels.

Pendant ce temps, sans que les sections nationales en aient été averties le secrétariat du Comintern, répondant à une demande de Staline avait adopté "de brèves thèses " le 10 décembre rejetant toute distinction entre les démocraties bourgeoises et les régimes fascistes et caractérisant la guerre comme impérialiste. Le 3 octobre le PC britannique reprit ces thèses et *Workers Weekly* s'en fit l'écho le 16 octobre.

(...) Dans les mois qui suivirent, en même temps que les développements militaires, les positions du Comintern se modifièrent au point que le Comintern se montrait plus hostile à ceux qualifiés comme " impérialistes " (la France et l'Angleterre) qu'aux nazis. Après l'occupation par l'Armée Rouge de la Pologne Orientale, l'accord sur les frontières (concernant le partage de la Pologne) et le traité d'amitié avec l'Allemagne du 28 septembre, le Comintern mit l'accent sur le fait que les anglo-français étaient les agresseurs ce qui se manifestait dans leur refus des propositions de paix d'Hitler. Pendant ce qu'on appela "la guerre d'hiver", alors que l'Armée Rouge envahissait la Finlande, que la France et la Grande-Bretagne fournissaient des armes aux Finlandais et évoquaient la possibilité d'action militaire contre l'URSS, ce cours s'accrut. En 1940, les PC étaient devenus pratiquement silencieux à propos du fascisme et affirmaient leur opposition aux buts de guerre anglo-français. A Dublin, le *Workers Weekly* suivait chaque inflexion de l'aiguille de la boussole du Comintern. Y compris le sacrifice de ses camarades en Espagne était utilisé par cette politique : on apprenait qu'ils étaient morts dans la lutte contre le fascisme et "contre les menées impérialistes".

En mai 1940, *The Weekly* regretta la condamnation par De Valera de la violation de la neutralité de la Belgique, de la Hollande et du Luxembourg, considérant qu'elle penchait trop en faveur des Français et des Anglais, et commentait : "Il n'y a rien qui relève du droit et de la justice dans la guerre menée par les Empires anglais et français contre l'Allemagne. Et vice versa." Le 29 mai, le PC d'Irlande adopta le mot d'ordre : "Nous ne servons ni Churchill, ni Hitler mais l'Irlande."

(...) La neutralité et la question nationale étaient maintenant les questions clé pour le PC d'Irlande. Leur importance avait d'ailleurs été soulignée par le quotidien russe *Izvestia* dans un article reproduit par le *Weekly* le 6 avril 1940 :

"Bien que les Dominions fassent encore partie de l'Empire britannique, leurs peuples expriment avec force leur refus à mourir pour la Banque d'Angleterre et sa guerre en Europe... Le refus de l'Irlande d'entrer en guerre et sa déclaration de neutralité sont

incontestablement une défaite pour l'Angleterre. Les Républicains irlandais, unis dans l'IRA, considèrent que les difficultés de la Grande-Bretagne constituent des chances pour la libération de l'Irlande, et à l'inverse de De Valera, réclament une lutte déterminée contre l'Angleterre et l'unification immédiate de l'Etat d'Irlande du Sud avec le Nord."

Avant l'existence de ce "pacte" - ainsi que le *Weekly* désignait pudiquement l'accord Molotov-Ribbentrop - le PC d'Irlande se réclamait de l'unité comme d'un moyen d'alignement des positions du mouvement ouvrier en Irlande du Sud avec l'anti-fascisme affirmé au Nord. Après le "pacte", l'appel à une Irlande unie était un moyen de retirer l'Irlande du Nord de la guerre.

[Emmet O'Connor montre ensuite que le PC d'Irlande, et le PC britannique, pour défendre le pacte germano-soviétique, allèrent jusqu'à se réclamer de la politique de Connolly, dénoncer la "trêve" observée sur la question de la partition par de Valera et reprurent même des contacts avec l'IRA.

Il s'agissait donc d'une politique diamétralement opposée à celle suivie en 1938-39 avant "ce pacte". Elle rencontrait sur ce point l'opinion de l'immense majorité des irlandais : les masses populaires n'envisageaient certes pas - y compris au nom de la "lutte contre le fascisme" - de servir de chair à canon à l'Empire britannique. Mais tout bascula à nouveau lorsque Hitler se lança à l'assaut de l'URSS. Dans l'état du Sud, le PC devait interrompre ses activités, procédant à une auto dissolution tandis qu'au Nord il soutenait sans réserves l'effort de guerre britannique. Voici quelques uns des éléments qu'Emmet O'Connor donne à cette fin sans gloire sous le titre : « pas de parti, pas de problème ».]

PAS DE PARTI, PAS DE PROBLEME

« L'invasion de la Russie par l'Allemagne entraîna un renversement de la politique du Komintern et des deux ailes (Nord et Sud) de son organisation en Irlande. La région de Dublin fut la première cible. D'après l'histoire officielle du Parti communiste d'Irlande, faire cause commune avec la classe dirigeante britannique contre la neutralité irlandaise, était plus que ce que le Parti pouvait avaler. Au mieux, cela est partiellement vrai. Lorsque le Comité National du parti Communiste d'Irlande suggéra la liquidation de la région, il y eut " beaucoup de discussion " (Histoire sur le PC d'Irlande page 31). Le jeune Jim Larkin fut consulté et s'opposa à la dissolution et son frère cadet Barney conduisit l'opposition interne.

L'intervention décisive vint du Parti communiste de Grande-Bretagne. La direction à Londres savait que ce que Moscou voulait c'était un appui inconditionnel à l'effort de guerre. Le comité exécutif de l'Internationale avait promptement éliminé la proposition de soutenir une guerre populaire (a peoples war) distincte du gouvernement Churchill. On pouvait se demander comment le décret de Moscou serait accueilli dans l'Irlande neutre. La solution la plus simple c'était « Pas de Parti, pas de problème » comme aurait pu dire Staline.

Le 10 juillet 1941, par 9 voix contre 2, la région de Dublin décida de suspendre son activité et d'utiliser ses forces pour un travail au sein du Labour Party et

des organisations syndicales. Des "groupes de diffusion" devaient se maintenir, tout comme les réunions de propagande à Mansfield Corner mais sous les auspices de *Workers Weekly*.

La dissolution n'était peut être ni nécessaire ni sage. Les militants de Dublin du PC d'Irlande ne tardèrent pas à manifester qu'ils étaient prêts à soutenir la guerre. Le 6 septembre, *Workers Weekly* incitait le Labor Party à rejoindre un gouvernement de coalition avec Fianna Fail et de demander la fin des sanctions économiques de l'Angleterre contre l'Irlande à cause de sa neutralité. Ce même appel se prononçait pour un "Front national du travail".

En octobre le Weekly fit un pas de plus en critiquant *The Torch*, l'organe du Labour, pour avoir englobé tous les belligérants dans une même attaque. (...) Une lecture attentive du *Weekly* permet de voir qu'il considérait que la neutralité irlandaise aurait du être échangée contre des concessions économiques de la part de la Grande-Bretagne.

[Puis le Irish Workers Weekly cessa sa publication, arguant de difficultés financières après s'être plaint de la censure. Emmet O'Connor indique alors qu'une activité se poursuivait au sein du Labor Party et que les militants du PC ne réapparurent publiquement qu'en 1948 d'abord sous le nom de Irish Workers League puis de Irish Workers Party.

Puis Emmet O'Connor montre comment la guerre se matérialisa en une séparation entre les deux "ailes", Nord et Sud. L'activité en Irlande du Nord se concentre dans l'acceptation des institutions de la partition et de la domination britannique]

« En Irlande du Nord l'engagement sans réserve du Parti communiste dans l'effort de guerre, combiné avec l'enthousiasme exceptionnel pour tout ce qui touchait à l'Union soviétique dans tout le Royaume Uni aboutirent à une croissance rapide qui atteignit le chiffre mille en 1943. A la fin de la guerre le parti disposait de six permanents. Au début, le parti maintint une stratégie s'adressant à toute l'Irlande. L'un des derniers documents de l'Internationale Communiste concernant l'Irlande date de juin 1942 et explique comment toute l'Irlande peut participer à l'effort de guerre.

On peut y lire :

"Pour le Nord, nous appelons à un effort de guerre, avec égalité de sacrifice ; et pour le Sud nous appelons à la formation d'un gouvernement de coalition dirigé par de Valera, un gouvernement qui assumera toutes les responsabilités dans la période de crise présente, pour que nous tenions notre place dans la lutte pour la victoire contre le fascisme en 1942."

Dix délégués du Sud assistèrent à une conférence nationale convoquée à Belfast en octobre 1942. Son ordre du jour portait sur la politique à suivre de "Derry à Cork". Mais les voies suivies à Belfast et à Dublin divergeaient de plus en plus dans la mesure où la croissance des effectifs dans le Nord s'appuyait avant tout sur une base "protestante" qui poussait à l'acceptation de la partition.

Bien que le nombre de membres ait rapidement chuté après 1944 et qu'en 1949 il était réduit à 172, le maintien de positions dans les syndicats et l'atmosphère alors plus tolérante dans le Nord suffisaient à empêcher tout retour aux positions républicaines. Lors des élections législatives de 1949, la brochure remise aux militants

du Parti "*Des faits pour nos orateurs et nos propagandistes*" expliquait qu'une Irlande du Nord socialiste était le moyen le plus sûr de maintenir le lien avec une Angleterre socialiste.

(...)

Comme le Parti communiste d'Irlande, l'Internationale Communiste fut une victime de la guerre (...) Le 15 mai 1943, une déclaration du Présidium du Comité exécutif proposait la dissolution de l'IC, compte tenu des différences profondes dans les voies historiques de chaque pays, approfondies par la guerre.... Plus franchement Staline explique à l'agence Reuter "que la dissolution détruirait le mensonge hitlérien selon lequel Moscou voulait intervenir dans la vie des autres nations et les bolcheviser".

(...) En mai 1943, le gouvernement des Etats-Unis fit savoir qu'il souhaitait la dissolution de l'Internationale Communiste. Le Présidium du Comité exécutif de l'IC se réunit pour la dernière fois le 8 juin. Unanimement les 31 – sur 65 – membres qui avaient pu répondre – le représentant du PC d'Irlande était parmi eux – approuvèrent la dissolution. Le 10 juin l'IC avait cessé d'exister.

(Extraits des pages 223 à 234 de *Reds and the Green* par Emmet O'Connor)

(1) Harry Pollitt, Willie Gallacher et J. Campbell étaient des dirigeants du PC britannique.



LETTRE DE NORA CONNOLLY A LEON TROTSKY

Cher camarade,

Un camarade qui se trouve ici a pris l'engagement de vous faire parvenir cette lettre.

Je voudrais d'abord me présenter. Je suis la fille de James Connolly qui fut un militant du mouvement ouvrier toute sa vie et qui fut le commandant du soulèvement de Pâques 1916 à Dublin. Il fut exécuté.

J'ai appris que vous étiez très intéressé par l'Irlande et par les développements du mouvement révolutionnaire dans ce pays. Si vous le désirez, je peux vous transmettre des éléments d'information.

Il n'y a pas actuellement de journal du Labour, mais il doit en paraître un en mai ; je vous ferai parvenir ce journal. Il y a un journal publié par les nationalistes révolutionnaires de l'IRA et un autre publié par le PC. Je peux également vous les transmettre.

Je suis une responsable de l'Irish Citizen Army, je suis membre du Labour Party et j'ai des contacts avec les responsables de l'IRA.

Le Labour Party a récemment adopté un nouveau programme et de nouveaux statuts, un premier pas pour qu'il puisse tenir un rôle dirigeant dans le mouvement révolutionnaire en Irlande. Ce nouveau programme n'est pas encore un programme révolutionnaire correct, mais il est un si grand pas en avant par rapport au précédent que nous ne nous livrerons pas à une critique négative.

Le Labour Party pourra constituer une alternative au Fianna Fail (le parti républicain majoritaire au parlement) en adoptant la doctrine de Connolly « des idéaux liés de l'indépendance nationale et sociale » et en mettant fin au divorce entre le mouvement ouvrier et le mouvement national. Ce programme sera prêt prochainement. Je peux également vous en envoyer copie.

Ceci n'est pas vraiment une lettre, mais plutôt une prise de contact.

Nora Connolly (le 28 avril 1936)

REPONSE DE TROTSKY A NORA CONNOLLY

Chère camarade,

J'ai été très touché par votre gentille lettre. Bien des circonstances m'ont empêché de vous écrire tout de suite. J'ai toujours été très intéressé par l'Irlande, mais cet intérêt est malheureusement resté longtemps platonique. Je n'ai jamais eu la possibilité d'étudier plus en détail l'histoire et la politique irlandaises. Depuis mes premières années, à travers Marx et Engels, j'ai eu la plus grande sympathie et estime pour la lutte héroïque des Irlandais pour leur indépendance. J'ai appris à Paris pendant la guerre le sort tragique de votre courageux père. Je le conserve fidèlement dans ma mémoire. Je suis décidé à lire votre livre sur votre père très prochainement.

La tradition révolutionnaire de la lutte nationale est un bien précieux. S'il était possible d'en imprégner le prolétariat irlandais pour sa lutte de classe socialiste, la classe ouvrière de votre pays, malgré la faiblesse numérique de votre population, pourrait jouer un rôle historique important et donner un élan puissant à la classe ouvrière britannique, aujourd'hui paralysée par la bureaucratie sénile.

Je prends la liberté de vous envoyer en même temps mon petit ouvrage *Défense du Terrorisme*.

(6 juin 1936)

In Léon Trotsky, Oeuvres, tome 10, page 55 – publication de l'Institut Léon Trotsky)

Imprimé au siège du CERMTRI
Centre d'études et de recherches sur les mouvements trotskyste et révolutionnaires internationaux
28 rue des Petites-Ecuries – 75010 Paris

Directeur de publication : Pierre Levasseur
Revue trimestrielle

Abonnement : 18,50 € pour 4 numéros
23 € avec droit de consultation des archives et de la bibliothèque du Centre

*

**

☎ 01 44 83 00 00 - e mail : cermtri@wanadoo.fr

Internet : www.trotsky.com.fr/